L'unité

N° 155 - 4 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 25 avril 1975

Portugal : socialismo sim !

La victoire des forces révolutionnaires au Cambodge, le départ de Thieu et l'agonie, au Sud-Vietnam, du régime qu'il incarnait, les conséquences à plus ou moins long terme de ce double échec américain, c'est un sujet qui méritait encore la « une » cette semaine. Et aussi le fait qu'après tant de péripéties les socialistes français, pour la première fois depuis quinze ans, sont enfin à Moscou.

Mais on comprendra que, en ce vendredi 25 avril, ce soit au Portugal que nous consacrions la vedette. Au Portugal, libéré depuis un an d'une dictature d'un demi-siècle et qui cherche à sa manière, selon sa propre expérience, sa voie vers la démocratie.

En chassant, il y a juste un an, les dirigeants fascistes, les officiers du M.f.a. avaient promis de donner la parole au peuple. Ils ont tenu leur promesse et, parce qu'il n'est pas si fréquent, le fait mérite qu'on s'y arrête.

Sans doute peut-on objecter que ces élections n'ont qu'une portée limitée. Qu'il s'agit seulement de désigner des députés à une Assemblée constituante qui ne vivra pas plus de six mois et dont le seul objet est d'élaborer une Constitution. Le vrai pouvoir est ailleurs, institutionnalisé depuis quelques semaines entre les mains du M.f.a., qui entend bien le conserver dans les prochaines années. C'est l'aspect particulier, original, de l'expérience portugaise sur laquelle, à force de vouloir faire des comparaisons, beau-

(Suite page 2)



Une grande enquête :

LES TRUANDS DU PATRONAT

I. Saint-Etienne : l'attaque du commando Peugeot

Indochine

La fable du « bain de sang »

Sommaire

3 LES SOCIALISTES EN U.R.S.S.

4 TUTELLE : LES PAUVRES, CES GRANDS ENFANTS..., PAR EMMANUELE PLAS
ASSAS : LES « FACHOS » FONT LA LOI

8 ECONOMIE : LA RELANCE DES PROFITS, PAR GUY PERRIMOND

9 LES COMMUNES RANÇONNEES
SAINT-BONNAT : 1 350 HABITANTS A FAIRE SURVIVRE, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

12 JACQUES CHEREQUE (C.f.d.t.) : « LE SUCCES DE RENAULT CONSTITUE UNE REFERENCE IMPORTANTE »

13 JEAN BRETEAU (C.g.t.) : « LA GREVE DE L'ENTHOUSIASME CORRESPOND A UNE REALITE »

15 FRONT POPULAIRE : LA DROITE... ÇA N'EXISTE PAS, PAR ANTOINE VIOLET

16 PORTUGAL : SOCIALISMO SIM, PAR MAURICE FABIEN

18 UN AMIRAL QUI MONTE

19 INDOCHINE : LA FABLE DU « BAIN DE SANG », PAR WILFRED BURCHETT

20 CHILI : ON MEURT DE FAIM, PAR MARIO DIAZ

21 DIPLOMATIE : ECHEC DES DEMARCHEURS, PAR CLAUDE FUZIER

22 SPORT : UN COUP PAS FRANC, PAR JEAN-PIERRE MOULINS
Les projets de Pierre Mazeaud constituent pour les socialistes autant de coups bas faits au sport, au sport scolaire en particulier.

24 LES TRUANDS DU PATRONAT
I. SAINT-ETIENNE : LE COMMANDO PEUGEOT ATTAQUE, PAR CLAUDE ANGELI ET NICOLAS BRIMO
Des mercenaires payés pour défendre la classe au pouvoir, cela existe. C'est ce mécanisme que « l'Unité » démonte à partir d'aujourd'hui dans une série de documents exclusifs qu'elle consacre aux truands en col blanc. Le premier article de cette enquête est constitué par les « bonnes feuilles » du livre que notre collaborateur Nicolas Brimo, en compagnie de Claude Angéli, publie la semaine prochaine.
Un autre document révèlera ensuite comment, en utilisant des sociétés d'intérim, le patronat soucieux de « maintien de l'ordre » fabrique ses polices privées. Enfin dans le dernier dossier nous montrerons le rôle que peut jouer la « formation permanente », grâce aux sociétés-écrans, pour alimenter les caisses noires des partis de droite.

28 CINEMA : TRENTE ANS, DEJA, PAR GEORGES FRAMERIES

32 MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (pages 19, 20), Barrigue (page 1), Coureuil (pages 21, 22, 25, 27), Fotolib-Puech (page 27), Julem (page 7), Pascal Lebrun (pages 3, 9, 10, 12, 13), Magnum (pages 17, 18), Chantal Montellier (page 5), Sipa (page 17), Solo (page 20).

→

coup d'observateurs qui se veulent sévères — infiniment plus sévères qu'ils ne l'étaient du temps de Salazar et de Caëtano, n'est-ce pas Jean-François Revel, Michel Droit, Jean d'Ormesson ou Georges Suffert ? — ont accumulé les erreurs de jugement.

Nous n'avons pas une sympathie immodérée pour les militaires au pouvoir et la façon dont les officiers portugais en conçoivent l'exercice nous pose quelquefois des problèmes. Mais nous n'oublions pas que, sans le M.f.a., le fascisme serait encore au pouvoir à Lisbonne et qu'il demeure aujourd'hui la force décisive contre la droite qui rêve ouvertement de revanche. A partir de là, entre les forces armées et les partis politiques qui représentent les différentes couches populaires intéressées à la transformation des structures économiques et sociales issues d'un capitalisme féodal, une alliance étroite est nécessaire. Elle n'a pas été, depuis un an, sans difficultés, sans soubresauts. Mais, réalisée dès le lendemain du 25 Avril, elle ne s'est jamais brisée et c'est là l'essentiel.

Dans le maintien de cette alliance fondamentale, nous pensons que nos camarades socialistes portugais ont joué un rôle décisif. Tant vis-à-vis d'un Parti communiste qui les a souvent injustement attaqués que des officiers du M.f.a. dont ils n'ont pas toujours partagé les conceptions, ils ont soutenu vigoureusement une idée force qui est aussi la nôtre, à savoir que l'on ne peut dissocier le combat pour le socialisme de celui pour la liberté.

« La liberté est révolutionnaire », rappelle un texte du P.s.p. Et c'est à partir d'elle que se construira le socialisme portugais, dont Mario Soarès a raison de souligner qu'il ne sera ni soviétique ni social-démocrate à la manière allemande ou suédoise.

Même si les élections de ce vendredi ne doivent pas modifier la nature du pouvoir aujourd'hui en place à Lisbonne, elles fourniront une première réponse aux questions qui se posent à un peuple baillonné pendant des décennies. Si les candidats du Parti socialiste y remportent réellement le succès qu'on s'accorde à leur prédire, c'est parce que les forces actives de ce peuple se seront reconnues en eux et l'on ne pourra pas ne pas en tenir compte. C'est pourquoi les socialistes français, pour qui le Portugal est si proche, forment, comme l'a fait François Mitterrand dans son message à Mario Soarès, les vœux les plus chaleureux pour le succès du P.s.p., qui favorisera l'épanouissement du socialisme portugais dans la démocratie et la liberté.

CLAUDE ESTIER

(Voir en page 16 le point avant les élections par notre envoyé spécial Maurice Fabien)

LA MAIRIE DE SARCELLES RECRUTE :

1 SOUS-BIBLIOTHECAIRE titulaire du C.a.s.b. Option lecture publique Congés 1 mois été, 1 sem. hiv. 40 heures par sem. Avant. sociaux.

Se présenter mardi 29-4 à l'Hôtel de Ville 3, r. de la Résistance Sarcelles (Gare Sarc. St-Brice).

LES SOCIALISTES EN U.R.S.S.

Le moins qu'on puisse dire est qu'avant d'avoir lieu, ce voyage a fait couler beaucoup d'encre. Et écrire beaucoup de bêtises. La décision du Bureau exécutif du P.s. d'accepter les nouvelles dates proposées par le P.c.u.s. a heureusement mis fin à toutes les supputations. Ajournée depuis plus de deux ans pour des raisons diverses, la rencontre entre socialistes français et communistes soviétiques a enfin lieu (1).

Ce n'est évidemment pas en deux jours d'entretiens que pourront être approfondis tous les problèmes inscrits à l'ordre du jour d'une telle rencontre. Mais ces entretiens et, plus particulièrement la rencontre au sommet entre Leonid Brejnev et François Mitterrand, permettront un précieux échange d'informations sur des questions d'une grande importance pour l'une et l'autre partie, y compris peut-être sur la signification précise de certains changements qui viennent de se produire au sein du Bureau politique du Parti communiste soviétique.

Le journaliste Noël Copin a résumé les choses à sa manière en soulignant l'autre jour dans « la Croix » : « Ce que les socialistes français ont à exposer aux Soviétiques, c'est leur conception de l'alliance avec le P.c.f., leur conception de la place de la France dans le monde ; ils entendent notamment effacer une certaine image atlantiste de l'ancienne S.f.i.o. Ce que les socialistes ont à demander aux Soviétiques, c'est leur façon d'envisager l'évolution politique de l'Europe occidentale, leur sentiment sur les socialistes de ce pays. Quelle aurait été leur attitude si M. Mitterrand avait remporté les présidentielles l'année dernière ? Préfèrent-ils en France un Pouvoir gaulliste ou giscardien à un gouvernement d'union de la gauche ? »

D'une façon concrète, les conversations, qui donneront lieu à un communiqué commun, devaient porter sur la situation internationale (Conférence pour la sécurité et la coopération européenne, relations entre les pays du Marché commun et ceux du Comecon, Vietnam et Cambodge, Proche-Orient, Portugal, Grèce, Chili, etc.), sur les relations entre la France et l'U.r.s.s., sur l'évolution du mouvement ouvrier international et sur les rapports entre les deux partis. Sur ces deux derniers points, les responsables du P.s. ont pris connaissance avec intérêt des articles parus ces derniers jours d'une part dans les « Izvestia », évoquant l'action des partis signataires du programme commun et mentionnant particulièrement celle du Parti socialiste ; d'autre part dans la « Pravda », où l'on pouvait lire mardi :

« Le Parti socialiste français fait de grands efforts afin de renforcer ses liens avec les partis ouvriers et communistes d'Europe, y compris d'Europe de l'Est.... Leonid Brejnev a rappelé, lors du 24e congrès du Parti communiste d'Union soviétique, que celui-ci est prêt à développer la coopération avec les sociaux-démocrates dans la lutte pour la paix, la démocratie et le socialisme, à condition de ne pas abandonner ses principes révolutionnaires et son idéologie. »

Ce qui constitue une forme de réponse aux propos tenus samedi dernier par François Mitterrand sur les antennes de R.t.l. et qui étaient eux-mêmes, en quelque sorte, une introduction au voyage à Moscou :

« Communistes et socialistes, nous sommes différents. Nous sommes même souvent contraires. Les finalités philosophiques que nous représentons signifient deux types de société qui sont loin d'être identifiables. Mais nous sommes les représentants des masses, des travailleurs, des peuples et nous avons donc une marche à faire très importante, indissociable ou bien, alors, si on se dissocie, ce sont les autres qui gouvernent. Alors, pourquoi l'U.r.s.s. ? Son Histoire, il nous est souvent arrivé de la critiquer ; cela nous arrivera sûrement encore. Mais, pour nous, l'Union soviétique est un facteur de paix, de coexistence pacifique. Le rôle historique de Brejnev dans la paix apparaîtra comme un rôle immense et les dernières justifications qu'il vient d'obtenir des dirigeants soviétiques me paraissent un événement considérable. Alors, devant un effort aussi admirable d'un peuple, qui depuis 50 ans, peu à peu reconstruit sa façon de vivre, cela nous intéresse, cela nous passionne, surtout que cette révolution s'est faite à partir d'analyses qui sont proches des nôtres. Je voudrais vous faire ressentir à quel point ce grand peuple pacifique, constructeur, si proche de nous et si nécessaire à l'équilibre du monde et en particulier à l'équilibre de l'Europe, nous avons envie non seulement de le connaître, de le voir, mais de discuter des choses qui nous concernent, socialistes et communistes, avec les dirigeants actuels de l'Union soviétique. »

(1) Claude Estier, qui fait partie de la délégation conduite par François Mitterrand, rendra compte de la rencontre dans « l'Unité » de la semaine prochaine.

Départ de la délégation du Parti socialiste pour Moscou, mercredi dernier.



LES PAUVRES, CES GRANDS Tutelle ENFANTS...

« Maman voilà le tuteur ! » A l'improviste, au moins une fois par mois, le délégué à la tutelle de l'Union départementale des associations familiales visite une des familles — 20 à 40, selon les secteurs — qu'il est chargé de suivre. 23 000 familles, en France, sont sous tutelle aux prestations familiales. En effet une disposition du code de la Sécurité sociale, datant de 1966, prévoit que lorsque les prestations familiales par un tuteur. Jusque-là, seulaire unique, de logement, de maternité, etc.) ne sont pas utilisées par les parents, « dans l'intérêt des enfants qui y donnent droit » le juge des enfants peut faire gérer les prestations familiales par un tuteur. Jusque-là, seules les allocations familiales pouvaient faire l'objet d'une telle mesure. La demande de mise en tutelle est, en général, déclenchée sur une information de l'assistante sociale soit de l'entreprise où travaille le chef de famille, soit de la commune où il réside. Il arrive que les familles en détresse s'adressent d'elles-mêmes à l'assistante sociale.

A l'origine de cette détresse : des dettes. Mais pas n'importe quelles dettes. En effet, les créanciers, l'Etat ou les organismes de crédit ont toutes sortes de possibilités qui vont de la saisie-arrêt sur salaire, à la saisie des meubles ou de l'automobile, pour contraindre un débiteur à les payer. Or, seules les prestations familiales ne peuvent pas faire l'objet d'une saisie. Et c'est grâce à elles que, sous prétexte de bonne gestion et dans l'intérêt des enfants, l'Etat, par le biais de son système judiciaire et de ses organismes sociaux, va se rembourser ou faire rembourser les créanciers. Le processus ne varie guère. Le chef de famille est la plupart du temps O.s., quelquefois ouvrier qualifié, rarement il se situe plus haut dans la hiérarchie du travail. On trouve aussi, souvent, des mères célibataires ou des femmes divorcées. Parce qu'un jour il n'arrive plus à joindre les deux bouts, parce que le chômage ou la maladie s'installent ; il commence à ne plus payer son loyer *(voir le n° 146 de « l'Unité »)*. Toutes ces familles passibles d'une mise en tutelle sont locataires de leur logement, H.l.m. ou l.l.m. en général. Trois mois de non paiement de loyer dans une H.l.m. et une procédure d'expulsion est entamée, qui peut durer des mois et même une année. Les loyers impayés s'accumulent et l'avis d'expulsion arrive. Le juge décide la mise en tutelle. Il n'est pas besoin d'une grosse dette : 3 000 F suffisent. Un tuteur est nommé, la mesure d'expulsion stoppée.

Le tuteur choisi par le juge peut être une personne physique agréée par la préfecture ou non, s'il s'agit d'une proche de la famille. Ce peut être également et c'est, depuis 1969, dans presque tous les cas, les Unions d'associations familiales, en la personne de leurs délégués. Ces délégués à la tutelle, « dames patronesses » appointées de la France contemporaine, sont des fonctionnaires au salaire mensuel d'environ 2 000 F. Jusqu'à maintenant, ils n'avaient pas de formation particulière : c'était simplement des gens que « le social » intéressait. Aujourd'hui, la profession s'organise et on exige de ceux qu'on embauche un diplôme d'l.u.t., branche « carrières sociales ». Leur nombre est insuffisant : 473 pour tout le pays. Dans le Val-de-Marne, par exemple, ils sont 17 pour gérer 700 tutelles.

Gérer leur misère

Des cas qu'ils ont à traiter, les délégués parlent volontiers avec la bonne conscience de gens dont le métier serait de sauver les noyés. D'un cas rarissime comme celui-là : un jeune couple — lui, technicien supérieur, elle, dessinatrice industrielle — deux enfants, un loyer de 900 F par mois dans une l.l.m. obtenue grâce au 1 % patronal. Ils ont

Assas : les «fachos» font la loi

Il se passe de bien curieuses choses au centre universitaire Assas, à Paris. Dans cette faculté où les étudiants effectuent essentiellement leurs études en droit ou en sciences économiques, des petits groupes fascistes sont arrivés à imposer leur loi. Sans que personne ne s'en inquiète vraiment.

Entre le 10 décembre 1974 et le 11 avril, quelque quatorze incidents ont éclaté dans cette fac. A chaque fois, des militants de gauche, des syndicalistes étudiants en ont fait les frais. Le 12 décembre, un commando sabote l'assemblée générale d'information de l'Unef. Le 7 février, un local syndical est mis à sac. Le 13 février, le secrétaire d'Etat aux Universités, Jean-Pierre Soisson, se rend en visite à Assas : les panneaux de l'Unef sont démolis, ses adhérents présents frappés sous les yeux du directeur du centre universitaire. Pour terminer cette litanie, le 11 avril, un étudiant socialiste, Eric Olcina, est provoqué par un groupe d'une quinzaine d'individus ; un véritable pugilat s'ensuit devant la faculté.

Plusieurs plaintes ont été déposées auprès du président d'université. Aucune n'a amené la moindre sanction. Ce ne sont pourtant ni les témoignages ni les preuves qui y manquaient. En fait, tous ces actes sont le fait des militants du Groupe Union-défense, le Gud. Retranchés dans un local d'Assas, la salle 410, ces petits « fachos » font régner la terreur physique dans les couloirs et le hall de la fac. Gare à ceux qui n'apprécient pas leur idéologie musclée.

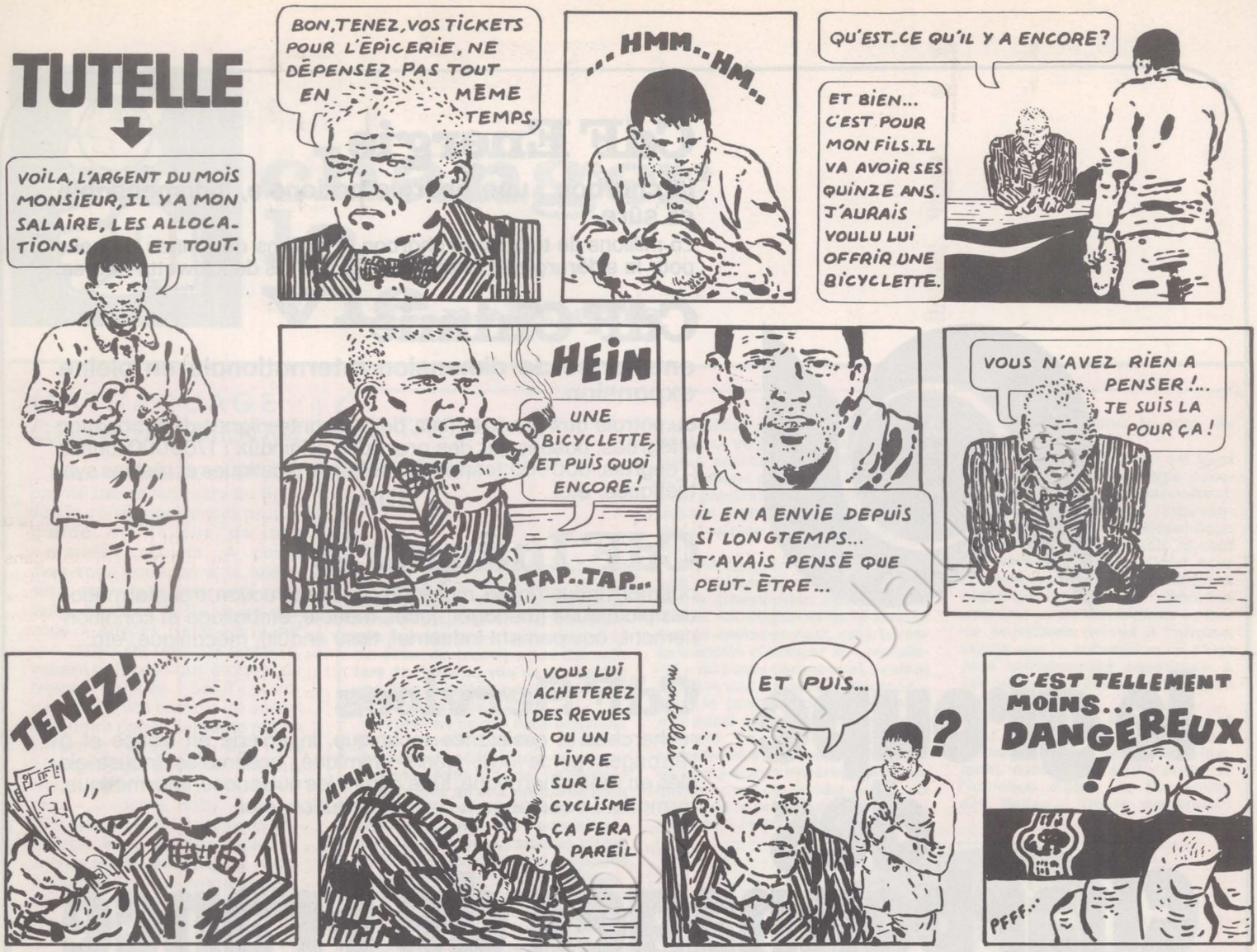
Le Gud n'était, au début de sa courte histoire, que la branche universitaire du mouvement Ordre nouveau. Lorsqu'en juin 1973 le ministre de l'Intérieur Républicain indépendant Raymond Marcellin décida de dissoudre ce mouvement, le Gud lui survécut. Il permit à l'extrême droite estudiantine de survivre dans la légalité. Lors de la campagne des élections présidentielles, plusieurs membres de ce mouvement servirent dans le service d'ordre du candidat Valéry Giscard d'Estaing. Ces jeunes gens y gagnèrent beaucoup d'argent et un peu de respectabilité.

Depuis le début de l'année universitaire, le Gud a transformé Assas en véritable base de départ pour ses actions de commando dans les facs et les lycées parisiens. Le 29 janvier, une centaine de ses militants s'y retrouvent puis partent faire une descente au lycée Janson-de-Sailly : trois lycéens et un professeur sont blessés. La veille, ce même commando était intervenu à coups de barres de fer dans trois centres universitaires parisiens : Panthéon, Tolbiac et Clignancourt. Le 13 mars, nouvelle concentration. Cette fois, les gros bras du Gud s'attaquent à des passants de la rue d'Assas.

Fidèle à une longue tradition de la droite française, qui va de Vichy à l'hebdomadaire « Minute », le Gud a aussi introduit à Assas le racisme et l'antisémitisme. Une jeune étudiante, Nadine Marchand, décrit ainsi — dans le journal de la Lica, « le Droit de vivre » — le climat que ses militants y font régner : « Dès le premier cours de Roger Gérard Schwartzenberg, professeur de sciences politiques de première année, les 2 000 étudiants assemblés dans le grand amphi purent entendre fuser les « Sale Juif ! » adressés au professeur. Sur les tables du haut de l'amphi, signé d'une croix gammée, était inscrite en noir cette formule : « Schwartzenberg au four ».

« A la rentrée du deuxième trimestre, les élections commencèrent à échauffer les esprits... Or, quelques membres de l'Unef sont israélites, tout comme des dirigeants des U.e.c. et des E.s. La campagne électorale fut dure et de beaux slogans apparurent. Dans le coin à droite du panneau de l'Unef, un dessin qui caricaturait un Juif disait : « Ils votent Unef car ils sont comme moi ». Sur toutes les poubelles, était inscrit le mot Juifs, accompagné d'une flèche indiquant clairement le lieu où ils devaient être. Et d'autres indications telles que : « Six millions, c'est bien, mais c'est peu ». Bien évidemment, des militants du Gud s'en sont aussi pris à des étudiants d'origine africaine. Tout va ensemble.

Face à cette situation, nombreux sont ceux qui préfèrent se voiler la face. Et passer sous silence ce qui se passe à Assas. Ce n'est pas une solution. Un petit groupe raciste et néo-fasciste fait sa loi dans une faculté parisienne. Soisson, secrétaire d'Etat aux Universités, ferait bien de s'en inquiéter sérieusement. Avant qu'il y survienne des faits plus graves encore.



accumulé 15 000 F de dette de loyer. Le chômage est venu pour lui. Dans une réaction de panique, elle a quitté son travail « pour que le patron ne sache pas que je ne payais plus mon loyer ». Ou cet autre cas, plus banal : une jeune mère célibataire, 21 ans, 3 enfants, un emploi de bureau dans l'administration, un salaire mensuel de 1 400 F doublé par les prestations familiales, mais un loyer de 850 F. « Elle a accumulé les dettes. Ces dernières dépassent le million d'anciens francs. Elle a fait des bêtises, elle a perdu les pédales », déclare l'assistante sociale. Le juge des enfants a décidé la mise en tutelle : 3 ans, le temps de payer les dettes et d'apprendre à cette écervelée à gérer son « budget ». La mise en tutelle dure rarement moins de trois ans. Elle peut cesser d'elle-même : les enfants ayant grandi, la famille n'a plus droit aux prestations familiales.

Même l'épicier

Si on peut demander la mise en tutelle, il est bien difficile de la refuser : c'est cela ou l'expulsion. Elle apporte d'abord un soulagement en faisant disparaître l'angoisse d'être jeté à la rue : « Voyez dans quelle situation vous vous êtes mis, je viens vous donner un coup de main », dit le délégué. Mais ensuite vient la révolte, ou au moins l'agacement : « On n'est plus comme les autres ! Et pourtant, on n'est pas les seuls à faire des dettes ! ».

La mise en tutelle est si bien ressentie comme une brimade que, une fois leur « temps » terminé, on ne compte que 10 % de récidivistes. Le tuteur a atteint son but : il a appris à ses protégés à gérer leur pauvreté. «Quand on a 100 F à dépenser, on n'en a pas 150 ! ». Un délégué à la tutelle racontait que, arrivant dans une famille, le maître de maison le présenta à ses amis comme son homme d'affaires. Homme d'affaires, en effet, puisque le tuteur non seulement gère les prestations familiales qui lui sont désormais versées, mais aussi aide la famille à équilibrer le reste de son budget, surtout s'il découvre — ce qui est presque toujours le cas — que d'autres dettes se sont accumulées : voiture, mobilier acheté à crédit, impôt mobilier impayé, dettes d'épicier. Bien que seuls soient avertis d'une mise en tutelle le demandeur de cette mesure, le directeur départemental de l'Action sanitaire et sociale, la Caisse d'allocations familiales ou autre organisme payeur, les créanciers — par l'intermédiaire d'huissiers ou directement — se font vite connaître du tuteur. Eux aussi sont soulagés : ils sont maintenant sûrs d'être payés « dans l'intérêt des enfants ». Ainsi, la mise en tutelle pourra constituer une véritable ingérence dans la vie privée de la famille ou être une simple aide, amicalement autoritaire, selon la personnalité du délégué à la tutelle. Certains se cantonnent dans leur rôle de gestionnaire des prestations familiales, visitent peu les familles ; mais d'autres, avec bonne conscience, doublent ou suppléent l'assistante sociale. Un lien de dépendance se crée qui peut aboutir à un abandon de toute responsabilité par le chef de famille.

Cependant, des délégués qui ont plus que d'autres le souci de ménager l'amour-propre de leurs protégés et qui pensent que la rééducation passe par la prise de conscience des responsabilités adressent directement aux familles le montant du loyer et c'est elles-mêmes qui le remettront au gardien de l'immeuble. Ce dernier — et les voisins — ignoreront ainsi leur situation.

Presque des ordres

Certains, confrontés à une situation tragique et parce qu'une bonne gestion des prestations familiales ne suffit pas à régler tous les problèmes matériels, font appel à l'Aide sociale à l'enfance. Il leur arrive même de demander une aide exceptionnelle à des organismes privés, spécialisés dans les œuvres charitables. Le tuteur s'inquiétera de l'avenir scolaire des enfants et, éventuellement, les fera placer dans des foyers ou en internat. On connaît encore, surtout en province, des délégués à la tutelle qui, au lieu de remettre directement l'argent restant, une fois le pourcentage mensuel de la dette payée, n'hésitent pas à donner des bons au boucher ou à l'épicier avec avertissement de ne faire aucun crédit au-delà de la somme ainsi allouée. Plus la dette est importante, moins les moyens financiers de la famille sont susceptibles de les éponger, plus l'ingérance du tuteur se fait grande. Les conseils deviennent pressants — presque des ordres. Si le loyer semble trop élevé, le délégué à la tutelle aidera à changer de logement et même imposera cette mesure. Le « bénéficiaire » de la tutelle veut-il résider dans un autre département, il le peut, bien sûr... Mais à condition d'en avertir le juge des enfants. La tutelle suivra.

EMMANUELE PLAS



le groupe des Charbonnages de France

CdF Energie

le charbon : une énergie nationale, indispensable et sûre.

25 millions de tonnes de charbon, 6 millions de tonnes de coke pour la sidérurgie et l'industrie, 15 milliards de kilowatts-heures.

CdF Chimie

entreprise de dimension internationale en pleine expansion.

du pétrole aux produits finis, de puissantes lignes de fabrication intégrées, basées sur des procédés originaux : 1700000 tonnes d'engrais, 800000 tonnes de matières plastiques et résines synthétiques, etc...

CdF Industrie

bâtiment industrialisé, matériaux de construction, transformation des plastiques (ménager, jouet, meuble, emballage et conditionnement, équipement industriel, tissu enduit), mécanique, etc...

CdF Services

recherches et assistance technique, ingénierie en france et à l'étranger, génie civil, génie chimique, ensembles industriels clés en main, thermique, lutte contre les nuisances, informatique, formation, assistance à l'industrialisation, etc...

Groupe CdF

un ensemble d'activités de plus en plus diversifiées

150 établissements industriels employant plus de 100 000 personnes.

chiffre d'affaires

1973 : 6 milliards,
1975 : 12 milliards.

EMPRUNT CHARBONNAGES DE FRANCE

10,50 %

garanti par l'Etat

les porteurs de bons Charbonnages de France 7,50 % 1966 peuvent échanger leurs titres contre des obligations Charbonnages de France 10,50 % 1975.

PE NEUILLY/SUR/SEINE

Coll. Fondation Saint-Simon

changer la vie politique

MATRAQUAGE GOUVERNEMENTAL

Faute de finesse, on ne peut pas ne pas reconnaître au Pouvoir la constance dans la propagande en faveur de ses « grands » projets. A peine avez-vous échappé à la télévision, ayant tout juste sorti de la boîte à lettres le fascicule que vous a envoyé René Haby sur son projet de réforme scolaire, venant enfin de vous étonner de trouver dans le « Salut les copains » de vos enfants un encart de quatre pages sur cette même réforme, vous courez vous changer les idées au cinéma. Sur l'écran, un « documentaire »... encore Haby, dans un film spécial et parfaitement unilatéral. Vous prenez patience. Arrive alors, encore, un « documentaire » gouvernemental, en faveur cette fois des centrales nucléaires.

Au fait, sur quel budget est subventionné ce matraquage ?

TRANSFERT.... D'INJUSTICE

A la prison des Baumettes, à Marseille, trois jeunes Tahitiens se demandent ce qu'ils font là. Déjà, ils avaient été condamnés au tribunal d'appel de Papeete — pour vols de munitions à blanc — dans d'inhabituelles conditions : un juge unique, sans la présence du moindre avocat, leur avait infligé 5 ans (!) d'emprisonnement et 22 000 F d'amende... Le plus étonnant — et le député socialiste Alain Vivien s'en étonne auprès du Garde des Sceaux — étant aujourd'hui leur maintien en détention, alors que les autres condamnés polynésiens, qui n'avaient pas été transférés en France, ont été amnistiés et libérés.

ABELIN BATTU PAR L'ARMEE

Ah ! c'est bien la peine d'être dans la circonscription d'un ministre... Suite à une décision administrative, la commune de Roiffé, dans le Nord de la Vienne, vient de perdre 250 personnes (le tiers de sa population), sans compter des ressources importantes. La décision en question, c'est celle prise il y a plusieurs mois par le ministre de la Justice de fermer le centre d'éducation surveillée de Roiffé - Saint-Hilaire (160 hectares, 10 ateliers, 15 pavillons pour le personnel, une école primaire, etc.). Juste avant la fermeture, s'ajoutant à des millions de francs d'entretien, on installait encore des dortoirs qui n'auront jamais servi... Le député du lieu, Pierre Abelin, ministre de la Coopération, promit d'obtenir la réouverture. Chou blanc. Alors que son collègue de la Justice est pourtant son jumeau politique, Jean Lecanuet...

Les esprits vigilants de Roiffé pensent avoir trouvé l'explication : le camp militaire de Fontevrault n'est qu'à quelques kilomètres et les 160 hectares de Saint-Hilaire pourraient avoir une destination sans rapport avec l'éducation.

LE TROU DES HALLES (SUITE)

Un épais dossier vert contenant 27 pages d'un texte serré et une série de plans d'aménagement de zone (P.a.z.), tel est le document que le préfet Jean Tautelle a remis en début de semaine aux Conseillers de Paris en vue de la session spéciale qui s'ouvre lundi prochain à l'Hôtel de Ville.

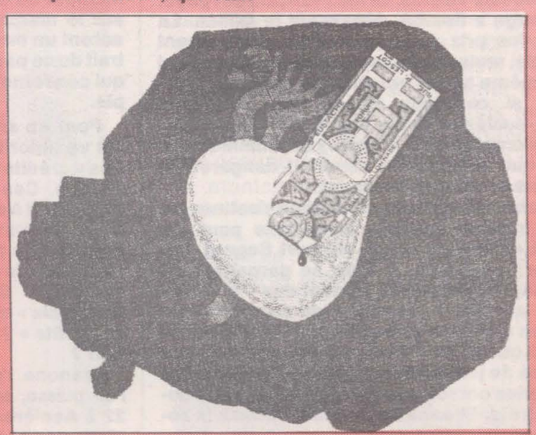
Il confirme ce que nous écrivions ici la semaine dernière, à savoir que la conception d'aménagement contenue dans le projet de Ricardo Bofill, parce qu'elle a la préférence de l'Elysée, sera soutenue contre vents et marées par l'administration. Contre vents et marées, ce qui veut dire avec des méthodes et des arguments pour le moins discutables. Alors qu'il aurait été intéressant et sans aucun doute fructueux d'organiser un vrai débat entre le parti choisi par l'architecte Jean-Claude Bernard et l'Apur (voir « l'Unité » n° 154) et celui préconisé par l'équipe Bofill (voir la lettre que nous adresse celui-ci, dans notre courrier des lecteurs), le mémoire du préfet élimine purement et simplement le premier projet pour des raisons dérisoires. C'est pourtant la maquette Bernard qui avait recueilli, et de très loin, le plus d'avis favorables lors de la consultation à laquelle ont participé plusieurs milliers de Parisiens, à l'occasion de l'exposition à la Salle Saint-Jean. 85 % des votants avaient, en particulier, approuvé le choix d'une ligne oblique pour le mail planté et c'est précisément ce choix que repousse le préfet en considérant le projet comme mal adapté au quartier !

Détail supplémentaire et significatif : entendus vendredi dernier par la Commission spéciale des Halles, les dirigeants de la société Serete Aménagement, qui a la responsabilité d'assurer la « rentabilité » du forum commercial, avaient exprimé une « légère préférence » pour le projet Bofill en écartant eux-aussi délibérément le projet Bernard. Ils avaient simplement omis de faire état des conclusions de leur propres experts selon lesquelles c'est ce dernier projet, en raison de la priorité donnée à l'espace et à la promenade, qui était susceptible d'attirer le plus de monde à cet endroit !

Le choix arbitraire qui est ainsi fait par le Pouvoir ne règle nullement le problème du financement. On sait seulement que l'intervention du président de la République a sensiblement augmenté le coût des travaux. On peut estimer, pour l'instant, que la Ville de Paris devra régler sur le déficit de l'opération une somme de 133 millions au lieu de 60 millions prévus à l'origine, tandis que la subvention de l'Etat sera certainement supérieure à 200 millions au lieu des 50 millions prévus en 1972.

Christian de la Malène, député U.d.r. et président de la Société d'aménagement des Halles (Semah), vient de dire qu'il n'avait pas l'intention d'être « le De Grailly des Halles ». On le comprend !

C.E.



« GISCARD CONTRE L'ECOLE »

Denise Cacheux (déléguée nationale du P.s. à la condition féminine), Georges Lachenaud (secrétaire pédagogique du Snesup) et Raymond Lebescon (secrétaire confédéral de la C.f.d.t.) animeront une assemblée-débat sur l'Etat R.i. et l'éducation, qu'organise Démocratie et Université mardi prochain (44, rue de Rennes, Paris 6e à 21 h).

AU SECRET

Une fois de plus, la police se retrouve sur la sellette. Au cours d'une conférence du Syndicat des avocats de France, on a appris qu'une prison jusque-là inconnue était installée sur le quai de la Joliette, à Marseille.

Les travailleurs immigrés y étaient détenus sous bonne garde, sans qu'apparemment la Justice en ait connaissance. Le délai de détention atteignait parfois jusqu'à six jours et aucune explication n'était fournie.

Bien entendu, tout cela était illégal. Michel Poniatowski devra bientôt s'expliquer sur ces pratiques. Et cette fois, il lui sera difficile de parler de simples bavures.

La relance... des profits

Le patronat, le grand, n'est pas mécontent. Le plan de relance de Jean-Pierre Fourcade comble les vœux de bon nombre de dirigeants de grandes entreprises. Car au nom de la relance, l'Etat, une fois de plus, vient de décider de leur faire des cadeaux. Somptueux.

Dès sa nomination, en mai 1974, Fourcade s'est appuyé sur un postulat : les Français « accepteront », contraints et forcés, le chômage. Donc « refroidissons ». Pour régler les problèmes de l'économie française, plus exactement ceux des patrons, limitons la consommation. Cela fera baisser le montant des importations. Bien sûr, au passage cela freinera la production — près de 20 % des capacités de production française ne sont pas employés — ce qui causera un « certain » chômage. Ce qui permettra de réorganiser le tissu industriel en éliminant les canards boiteux. Viendra alors le temps du redéploiement. Qui profitera aux plus gros. D'autant que les autres pays industriels auront pris des mesures de relance qui nous « aspireront ». Et que les contrats décrochés chez les détenteurs de pétro-dollars viendront renforcer la bonne tenue de notre commerce intérieur. En un mot, faire payer les Français, et espérer en la bonne volonté de nos voisins. Et les Français ont payé. Le chômage a flambé, dépassant le million. La hausse des prix s'est poursuivie, légèrement plus faible, mais douloureuse pour tous ceux qui dans le même temps ont vu leurs revenus s'éroder. Et si certaines firmes, les pétroliers, l'électro-nucléaire par exemple, ont fait des bénéfices exceptionnels, d'autres ont commencé à trouver que la situation devenait dangereuse. Pour leurs profits évidemment.

Car non seulement la production destinée au marché intérieur chutait, mais celle pour les marchés extérieurs aussi. Norbert Segard, ministre du Commerce, a beau se gargariser de communiqués victorieux, parlant des « bons résultats » actuels, la Chambre de commerce de Paris n'en vient pas moins de publier une étude montrant que si en valeur nos exportations ont progressé de juillet 1974 à mars 1975 de 1 %, en volume elles ont régressé de 3 %. Finis les fabuleux contrats. Et sans les ventes d'armes la régression aurait été nettement plus forte.

Il suffit, en dépouillant les discours du ministre des Finances et la causerie du président de la République, de voir le choix de base. Pour relancer l'économie, deux claviers peuvent, dans la conjoncture actuelle, être utilisés. Celui de la relance par la consommation et celui de la relance par les « investissements ». Le premier, socialement le plus juste, a été écarté. Pour plusieurs raisons. Tout d'abord il n'est pas une source de profit exceptionnelle. Et il est dangereux pour le pouvoir en place. Car il ne permet pas de résorber le chômage par un coup de baguette magique, mais par une succession de paliers.

De surcroît si le gouvernement ne se dote pas de moyens efficaces pour stabiliser l'inflation — contrôle des prix, etc. — c'est le « dérapage garanti. » Et durant des mois le risque d'explosion sociale s'accroît. Les chômeurs sachant que la production redémarre acceptent plus difficilement d'être chômeurs. Or, certains paliers risquent d'être longs. Faute d'une volonté politique contraignant le patronat à « jouer le jeu », il est évident que dans un premier temps les patrons vont préférer accroître les cadences, utiliser les heures supplémentaires plutôt que d'embaucher. De plus une telle politique impliquerait de limiter les avantages accordés à l'industrie. Donc au profit.

Inutile de dire que pour Valéry Giscard d'Estaing et Fourcade une telle relance est hors de propos. Et les experts du président et ceux du ministre se sont mis à réfléchir. En 15 jours, sans laisser filtrer leurs intentions, ils ont mis au point un plan qui à leurs yeux a un triple avantage.

▶ Psychologique : depuis quelques mois, les patrons manifestaient une certaine inquiétude. Les enquêtes de l'Insee devenaient, régulièrement, plus « mauvaises ». En prouvant sa bonne volonté, le gouvernement espère ainsi « limiter les dégâts ».

▶ Economique : en relançant les investissements, alors que dans la majorité des secteurs de l'économie le problème n'est pas d'investir mais d'utiliser à plein les investissements passés, on peut, en affirmant que cela est fait « pour tous les Français », donner — il n'y a pas d'autre mot — de l'argent à un certain nombre d'entreprises.

▶ Social : laisser les choses en l'état, en espérant que d'ici à septembre, c'est-à-dire au moment où une nouvelle tranche d'âge arrivera sur le marché du travail, ces investissements auront un minimum de retombées. Cela permettrait de ce pas atteindre le point de rupture, en ce qui concerne le nombre de chômeurs par exemple.

Pour en arriver là, le mécanisme est simple. On va autoriser certaines entreprises à obtenir des « crédits bon marché » auprès d'organismes publics. Ces crédits pourront aller soit à des trusts, soit à des P.m.e. « agressives ». Leur taux d'intérêt étant franchement au-dessous de la hausse des prix, ce sera tout bénéfice. Le problème est de savoir « où » se feront ces investissements ? Dans des secteurs « producteurs d'emplois » ou dans des secteurs « producteurs de profits » ? Est-il nécessaire de poser la question ?

Prenons l'exemple du téléphone. Pour que l'on puisse, sans attendre des heures, obtenir le 22 à Asnières, il faut « investir ». Depuis Pierre Messmer et le Plan de Provins, on promet aux Français de « régler le problème ». Messmer parlait de 36 milliards d'investissements en trois ans. On ne les a jamais vus.

Seulement la C.g.e. a quelques problèmes. De gros marchés lui ont « échappé », tel celui que Jacques Chirac promettait avec l'Iran. Et l.t.t. a les dents longues. Giscard d'Estaing voulant de surcroît « informatiser » les Français, comme par hasard une rallonge est proposée dans ce secteur. Bien sûr, accroître le nombre de lignes téléphoniques est nécessaire. Mais cette rallonge créera fort peu d'emplois. On aura fait un cadeau à quelques grosses firmes qui n'auront qu'à utiliser leur capacité actuelle de production. Et le jour sera joué.

Pour la relance on attendra que l'Allemagne de l'Ouest réussisse la sienne. Premier acheteur et premier client de la France, elle vient de prendre des mesures de relance qui permettent à Fourcade d'espérer, une fois de plus, trouver du côté de l'étranger un ballon d'oxygène.

Le plan de relance de Fourcade se réduit donc à des cadeaux : 13 milliards vont être offerts aux dirigeants du C.n.p.f., soit directement, soit par l'intermédiaire d'entreprises publiques. Ce n'était pas la peine de faire un séminaire et une causerie au coin du feu.

GUY PERRIMOND

LES COMMUNES RANÇONNEES

En prélude à la journée d'action des élus socialistes, le 28 avril, pour protester contre la situation financière imposée par l'Etat aux collectivités locales, « l'Unité » publie le troisième volet d'une enquête qui a permis successivement d'étudier le cas d'une ville moyenne, Niort (n° 153), d'une cité de la région parisienne, Epinay-sur-Seine (n° 154) et, aujourd'hui, d'une petite commune sans moyens, Bonnat, dans la Creuse.

De notre envoyé spécial

Une Caisse d'épargne, une agence de Crédit agricole, quatre médecins, deux vétérinaires, un pharmacien, un notaire, un collège d'enseignement général et six gendarmes. Tous les chefs-lieux de canton pourraient remplir cette fiche signalétique en forme d'inventaire. Bonnat n'échappe pas à la règle. Mais cette bourgade de la Creuse, nichée dans les collines à une vingtaine de kilomètres de Guéret, n'est-elle pas devenue l'ombre d'un chef-lieu ? Au dernier recensement, elle comptait encore 1 550 âmes. On n'en dénombre plus que 1 350. « Tout le monde s'en va, dit un vieux Bonnachon. Avant, il y avait l'E.d.f. et ses bureaux ; partie. L'huissier aussi. Et tous les artisans qui ont mis la clef sous la porte : le meunier, le cordonnier, le vannier, le charron... » Restent 600 personnes dans le bourg et une quinzaine de hameaux de plus en plus désertés.

Dans un département pauvre à dominante agricole, Bonnat vit essentiellement de l'élevage. Mais, ici comme ailleurs, l'exode rural prend des allures catastrophiques : une véritable hémorragie ! Les jeunes l'avouent : « Les exploitations sont trop petites ; on ne peut plus s'en sortir sur un aussi petit nombre d'hectares. » Alors, à la fin de la scolarité obligatoire, c'est le rush vers la ville ; « ils » ne reviendront plus ; « elle » finira vendeuse au Prisunic de Guéret ; « il » sera employé de bureau à la préfecture. Et, à la mort des parents, les mauvaises herbes envahiront la cour de la ferme, le toit de la grange cèdera sous l'assaut des intempéries, dans la cuisine la grande cheminée s'effondrera... et Bonnat aura encore perdu quelques habitants.

Les rackets et l'électricité

Au lieu-dit « La Brande », on trouve 18 hectares de terrains viabilisés, « disponibles pour l'implantation d'entreprises ». Le mètre carré est vendu 2,50 F. Les clients ne se bousculent pas. On doute même qu'une industrialisation s'ébauche un jour. Bonnat doit se contenter (ad vitam aeternam ?) d'une cartonnerie, d'une entreprise d'électro-mécanique et d'une fabrique de manteaux de chiens ; au total, à peine une

III. Bonnat: 1350 habitants à faire survivre



cinquantaine d'emplois. L'avenir ne s'annonce pas brillant. « Il faut pourtant essayer de l'assurer, dit le maire de Bonnat. Il faut assumer la survie. » Mais, en une période où les villes moyennes ont des difficultés, que peut espérer un village sans ressources ?

Madame le maire est socialiste. Madame le maire porte des blue-jeans. C'est, pour le moins, inattendu : quand Nelly Commergnat réunit le Conseil municipal, elle préside une assemblée de 16 hommes ; et, dans un département où André Chandernagor a donné au socialisme un visage rassurant et un peu paternel, sa fougue et sa jeunesse surprennent. Pour Bonnat, elle est l'espoir. Elue premier adjoint en 1971, elle est devenue le premier magistrat de sa commune en 1973. La municipalité précédente, engluée dans son conservatisme et ses notables, avait sévi pendant près de 30 ans, oscillant entre l'incompétence et l'inaction ; à peine avait-elle assuré l'intendance courante ; mais ni les routes, ni le matériel scolaire, ni les bâtiments communaux n'avaient été entretenus. Aucun dossier n'est resté en archives. C'est ainsi que le plan d'installation des eaux est inconnu de tous : aujourd'hui, si une fuite se produit, il faut défoncer toutes les rues du village pour trouver les canalisations !

A l'inefficacité, Nelly Commergnat a fait succéder les initiatives et les innovations. Les travaux de voirie et d'assainissement ont repris. L'électrification du bourg a été refaite. Une nouvelle gendarmerie a été aménagée. Dans les écoles primaires, l'installation électrique et les tables sont neuves. Un gymnase a été construit, ainsi qu'une station d'épuration des eaux. Le stade s'est agrandi d'un terrain de basket et d'une piste de vitesse. Le C.e.g. a également eu droit à son aire de basket. Ce remarquable bilan n'est pourtant pas sans poser des problèmes. « D'abord, dit Nelly Commergnat, parce que le budget communal n'est pas extensible à souhait et que nous avons dû renoncer à de nombreux projets. Ensuite, parce que nos réalisations n'ont pu s'effectuer qu'à condition d'endetter la commune. »

Le budget de Bonnat est de 910 000 F et son endettement, au 1er janvier 1975, était de 2 730 000 F — soit trois fois le budget annuel ! Dans la mesure où l'Etat refuse de subventionner certaines réalisations urgentes ou indispensables, un maire n'a d'autre solution que d'emprunter. Il faut ensuite rembourser le capital et les intérêts. Le loyer de l'argent augmentant sans cesse, les municipalités ne cessent de s'enliser dans l'endettement. Bonnat n'a pas pu y échapper. « Si au moins nous n'avions pas à payer la T.v.a. ! »

Les installations sportives (les deux terrains de basket et la piste de vitesse) ont été entièrement à la charge de la commune : l'Etat n'a pas versé un centime de subvention... mais a empoché 2 250 F de T.v.a. Même chose pour la nouvelle gendarmerie :



Nelly Commergnat, maire de Bonnat.



La cartonnerie.

elle a coûté 150 000 à la commune, rien à l'Etat... qui n'en a pas moins encaissé 22 500 F de T.v.a. Racket identique sur l'électrification du bourg : 15 % des 120 000 F de travaux sont allés dans les caisses de l'Etat... sous forme de T.v.a. Donc, deux solutions seulement pour « tenir » : emprunter et augmenter les impôts locaux — c'est-à-dire faire payer aux contribuables la démission de l'Etat. Car, comme le fait remarquer non sans amertume Nelly Commergnat, « le rôle du Conseil municipal est essentiellement de voter le budget, y compris les majorations d'impôts. »

Le gendarme ne rit pas

Et parfois, malheureusement, les efforts de la population et de la municipalité ne servent à rien. Exemple à Bonnat : la nouvelle gendarmerie est vide et les six hommes de la brigade continuent à vivre dans les anciens locaux sans confort, sans toilette, à travailler dans un bureau exigu de deux mètres sur trois. Pourquoi le nouveau bâtiment n'est-il pas occupé ? Reprenons l'affaire au début : la municipalité achète une ancienne bâtisse, la restaure, l'aménage et installe, à l'intérieur, des bureaux, des cellules et deux logements ; manquent quatre logements, à construire ; la municipalité fournit un terrain



Le terrain de camping non nivelé.

derrière la nouvelle gendarmerie et demande à l'Office départemental d'H.l.m. de bien vouloir y faire construire les logements nécessaires ; dans cette construction la commune doit participer à raison de 2,5 % et emprunter 60 000 F — qui serviront à couvrir la différence entre le tarif dérisoirement bas des adjudications proposées par le département et la somme exigée par les entreprises. Malgré ces efforts, le dossier est bloqué à la

→

changer la vie sociale et économique

RENAULT : INFORMATION TABOU ?

« Pourquoi la direction interdit-elle une réunion d'information syndicale ? » : la direction mise en cause par cette question est celle de la Régie Renault. La question, ce sont les sections syndicales des Ingénieurs et Cadres de la Régie (C.g.c., S.n.c.i.m.-C.g.t., S.n.i.c.a.-C.f.d.t.) qui ont été conduites à se la poser à la suite de faits troublants.

Le mercredi 19 mars, le S.n.c.i.m. diffuse une invitation à une réunion d'information sur la situation : un représentant syndical ouvrier doit y participer. La réunion est prévue dans un local syndical au Point du Jour.

Le jeudi 20 mars, à 13 h, les participants de la réunion trouve la porte close et bloquée par des gardiens : la réunion est interdite, ordre a été donné de ne laisser rentrer personne.

Depuis, le personnel du Point du Jour s'interroge : est-ce le début d'une période où, non seulement l'expression, mais aussi la simple audition d'opinions divergentes de celles de la direction deviendrait impossible ? Bref, le droit à l'information n'existe-t-il pas chez Renault ? Michel Gouilloud, responsable de « Socialisme et entreprise », fait remarquer : « A l'heure où l'on fait tant de « battage » sur la réforme de l'entreprise, la présence de gardiens interdisant aux cadres l'accès au local syndical nous ramène à la réalité quotidienne, qui est loin de la démagogie réformiste. Dans le cas présent, le patron c'est l'Etat, et il est donc impossible d'évoquer même l'alibi d'une propriété privée. Cette question mériterait peut-être d'être posée publiquement. »

HARO SUR LES DELEGUES...

Un nouveau cas de répression antisyndicale : celui de la Coopérative laitière de Haute-Normandie (C.l.h.n.). Dans cette entreprise, qui emploie 1 300 salariés dans divers établissements et dont le siège est situé à Maronne, en Seine-Maritime, les travailleurs ont fait 11 jours de grève.

Le conflit, en fait, remontait au mois de septembre. A cette époque, le directeur, M. Lescanue, décide de ne pas appliquer les augmentations de salaires prévues par l'accord d'entreprise. Le syndicat C.f.d.t., qui représente 95 % du personnel, entame alors une procédure devant les tribunaux. Depuis, la direction, au lieu d'attendre le jugement, ne cesse de mettre en cause des responsables syndicaux : ainsi, le 1er avril, le bureau d'une nouvelle déléguée du personnel est vidé de toutes ses affaires, il faudra un débrayage pour obtenir sa réintégration. A la même époque, on apprend que la direction s'apprête à signer avec le syndicat F.o., très minoritaire, un accord de salaires en contradiction avec l'accord d'entreprise.

Le 10 avril, la C.f.d.t. appelle à la grève. Du côté patronal, c'est l'escalade. Le vendredi 11 alors que des négociations sont en train, des incidents éclatent à la coopérative : des producteurs présents (300 environ) se retrouvent aux côtés de chauffeurs non-grévistes, face aux 300 grévistes de l'établissement. Les chauffeurs s'emparent des camions et, avec les producteurs sur leurs tracteurs, foncent dans le tas de grévistes. Par miracle, nul n'est blessé.

Le 14 avril, un meeting de solidarité se déroule à Maronne : sont présents, 1 500 travailleurs, la C.g.t. et le maire de Maronne. Le même jour, la direction écrit au personnel : elle est prête à respecter les accords d'entreprise, à payer les jours de grève, si... 4 délégués C.f.d.t. sont licenciés. C'était, enfin avoué, le vrai but de la direction.

H.E.C. : LES E.S. SUR LA BRECHE

Certains futurs cadres du commerce et du marketing prennent de mauvaises habitudes : à l'initiative des Etudiants socialistes, ils soutiennent la grève du personnel de service de leur école, H.e.c.

Depuis le 15 avril, soutenus par leurs syndicats, C.f.d.t., C.g.t., les employés d'H.e.c. sont en grève. Le 18 avril ils ont manifesté : la direction — la Chambre de commerce de Paris — refusant de négocier. Les revendications des employés : réduction des charges de travail, réduction d'horaire, 5 jours de travail par semaine, remplacement du personnel malade. On le voit des revendications risquant de mettre H.e.c. en faillite...



Pour protester contre l'insalubrité de leurs locaux, les étudiants en médecine de l'hôpital Laribolsière à Paris ont organisé un cours dans la salle des Pas-perdus de la gare de l'Est.

Les Etudiants socialistes ont collecté de l'argent, sont intervenus auprès des journaux et de l'ensemble des élèves : les liaisons travailleurs - étudiants en quelque sorte.

CONFLITS EN BAISSE

Légère diminution du nombre des conflits sociaux en 1974, selon les statistiques publiées par le ministère du Travail. Au cours de cette année, 3 381 conflits ont été résolus. Ils ont affecté 14 800 établissements occupant 4,5 millions de salariés, concerné 1 563 000 personnes et provoqué la perte de 3,38 millions de journées de travail.

En comparant ces chiffres avec ceux de 1973, le ministère se livre à plusieurs constatations. La première : moins de conflits (3 745 en 1973). D'autre part, les établissements concernés sont moins nombreux (ils étaient 36 000 l'année précédente contre 14 800 en 1974), ainsi que les effectifs ayant cessé le travail (2 246 000 personnes en 1973, 1 563 000 en 1974). Enfin, le nombre de journées individuelles perdues a aussi baissé (3,91 millions en 1973, 3,38 millions en 1974). Conclusion : les conflits ont été moins nombreux en 1974 qu'en 1973, mais ils ont touché des établissements ou des entreprises plus importantes et ont duré, en moyenne, plus longtemps.

Secteurs les plus actifs (dans l'ordre) : les banques, assurances et agences (754 700 journées perdues, dont 740 000 lors de la grève des banques au début de l'année), la construction de machines et de véhicules, les transports, la première transformation des métaux, le bâtiment et les travaux publics...

Enfin, le nombre des journées perdues du fait d'un conflit n'a pas diminué partout : dans certaines régions, il est même en augmentation. C'est le cas de la région parisienne (729 500 journées perdues en 1974 contre 574 400 en 1973, de la Haute-Normandie, de la Basse-Normandie et de la région Nord-Pas-de-Calais).

III. Bonnat

préfecture ; la commune de Bonnat continue de rembourser un emprunt contracté pour mettre en état les nouveaux locaux... qui sont inoccupés parce que la direction générale de la Gendarmerie (à Paris) refuse de scinder provisoirement la brigade de Bonnat en deux groupes. Absurdité totale. Et manque à gagner, car, pendant ce temps, la commune ne perçoit pas le loyer de la nouvelle gendarmerie.

La solution eût été simple : il suffisait que la commune de Bonnat devienne le maître-d'œuvre de ces 4 logements H.l.m. Malheureusement, pour ce faire, il lui fallait emprunter la bagatelle de 1 million de francs ! Une telle opération eût été d'autant plus suicidaire que l'endettement va encore grandir à l'occasion de la construction en dur du C.e.g. Depuis 1958, cet établissement scolaire est installé dans des locaux provisoires en « préfabriqué ». Nelly Commergnat préside le syndicat de gestion du C.e.g. : « Bonnat assure 60 % des frais d'entretien. Bonnat a acheté le terrain où s'élèvera la nouvelle construction. Le projet laisse prévoir un coût de 2 500 000 F. Bonnat doit fournir 60 % de la somme. C'est donc près de 1 300 000 F qu'il va falloir encore emprunter. Nous allons être étranglés ! Tout comme les autres communes du canton qui se partageront les quarante autres pour cent. » Et si le C.e.g. n'est pas nationalisé, il ne disposera d'aucune subvention de fonctionnement.

Avec de telles charges en prévision, Bonnat a dû abandonner de nombreux projets : pas de piscine, pas de Maison de jeunes ; au mieux, la réfection de l'actuel Foyer rural est envisagée, mais aucun moyen de financement n'a encore été trouvé. Il faudrait aussi aménager un parking et refaire la toiture de la mairie, mais avec quel argent ? L'aménagement complet des hameaux, qui prévoyait des chemins de sept mètres de large et le bitumage des traversées de cours d'habitation, a été renvoyé aux calendes grecques.

Parents morts

« Avec un peu d'argent, il serait possible de ressusciter notre région. Par le tourisme. » Nelly Commergnat avait fait, en ce domaine, des études poussées qui permettaient de concentrer géographiquement un plan d'eau, un camping et des randonnées à cheval. Mais le plan d'eau de 10 hectares aurait coûté 2 600 000 F et il n'était pas sûr que l'Etat y aille de sa subvention. De ce beau souhait d'équipement collectif, il ne reste que l'opération « Tous à cheval » qu'un syndicat intercommunal — regroupant 7 des 13 communes du canton — prend en charge chaque été du 1er juillet au 31 août. Le terrain de camping n'est pas nivelé, n'est doté d'aucun axe de circulation et ne dispose d'aucune douche. Quant au plan d'eau, il n'est plus qu'un rêve.

Comment sortir une telle commune du marasme actuel ? Seul l'investissement dans une activité durable serait une issue possible. Mais comment un Etat qui refuse de répondre aux besoins urgents du présent accepterait-il de prendre l'avenir en considération ? On l'a bien vu quand Nelly Commergnat a eu l'idée d'implanter à Bonnat un Centre de formation permanente — il n'y en a pas dans la Creuse. Elle s'est d'abord adressée à l'autorité de tutelle : le préfet. Sa réponse a été nette : « Adressez-vous au ministre ». Il advint qu'à cette époque le ministre de l'Agriculture se nommait Jacques Chirac et qu'il fit un bref voyage dans la Creuse. Interrogé sur le problème, il promit d'étudier le dossier. Depuis, plus personne n'en a jamais entendu parler !

Bonnat survit donc entre ses fêtes multiples qui lui insufflent encore un peu de joie, entre ses majorettes et sa société de chasse, entre son ciné-club et son équipe de football. Bonnat survit, mais pour combien de temps encore ? Puisque l'Etat lui « repasse » toutes ses charges et ne lui accorde pratiquement aucune aide. Dernier cas en date : la commune a fait une demande de 10 logements. « Ce n'est pas un véritable contingent », a répondu le préfet. Et le terrain destiné à cette tranche de H.l.m. reste désespérément en friche.

Bonnat avait un abattoir. Le préfet a dit : « L'abattoir n'existe plus », mais il n'a pris aucun décret de fermeture. La municipalité doit donc continuer à entretenir les bâtiments, à rémunérer et loger la préposée à l'abattoir. Comme si les 270 000 F — presque un tiers du budget municipal — dépensés en salaires et charges sociales n'étaient pas suffisants !

Ce qui est vrai pour Bonnat l'est pour des milliers de communes semblables en France. Et quand Nelly Commergnat parle, elle dit ce que diraient des milliers d'autres maires : « Nous devons, au moment où les besoins augmentent, où le coût de la vie s'accroît, où le prix des travaux progresse vertigineusement, prendre à notre charge, nous collectivités locales, les dépenses dont l'Etat assumait autrefois le financement, alors que le taux d'intérêt des emprunts monte follement, que les subventions de plus en plus rares, de plus en plus faibles sont accordées avec une parcimonie décourageante nécessitant des formalités et des démarches sans fin. » Et d'ajouter : « Nous avons le sentiment d'être vraiment les parents pauvres. Nous devons affronter des difficultés aussi grandes et aussi graves que celles des villes. Mais nous ne trouvons aucune des palliatifs qui s'offrent aux villes, telle l'industrie et les patentes qui mettent quelques subsides dans les caisses de la commune. »

Aujourd'hui parents pauvres. Demain — si la politique actuelle de l'Etat se poursuit — il faudra parler de parents morts.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Le jeudi 1er mai

Animée par Maurice Biraud

LA FETE DES TRAVAILLEURS

organisée par la Fédération d'Indre-et-Loire du P.S.
aura lieu à

ESVRES

(à 15 km de Tours)

- avec les chanteurs Pierre Tisserand, Catherine Lara, Nicole Kochmann et François Imbert
- La troupe du Pratos de Tours et un groupe de militants « Ceux qui bossent ».
- Fête enfantine gratuite, 40 stands et buvettes avec jeux etc...

ALLOCUTION DE FRANÇOIS MITTERRAND

Vers 17 H 30

Participation : 3 F

FETE SOCIALISTE

organisée par la Fédération de la Sarthe à

ARNAGE

(près du Mans)

AVEC STEPHANE REGGIANI et les TCHECOS

- **Kermesse, stands, etc...**

ALLOCUTION DE CLAUDE ESTIER

FETE DE LA ROSE A SEDAN

DANS LE CADRE DU CHÂTEAU

ALLOCUTIONS DE GILLES CHARPENTIER, JEAN POPEREN ET ANDRE LEBON

- **Fête de plein air, jeux pour enfants, buffet, brochettes etc...**

AVEC PASCAL DANEL

et son orchestre

Bal populaire jusqu'à 2 h du matin

Jacques Chérèque (C.f.d.t.): « Le succès de Renault constitue une référence importante »

L'UNITE : Quels enseignements peut-on tirer aujourd'hui du conflit Renault ?

JACQUES CHEREQUE : Pour nous, les résultats de ce conflit sont un point d'appui générateur d'espoir pour les luttes qui se développent. Il est certain que cette action est décisive pour l'ensemble du mouvement syndical : tout le monde s'accordait pour dire qu'un échec chez Renault serait un échec pour l'ensemble de la classe ouvrière, doublé d'un échec politique. Eh bien ! à l'inverse, le succès chez Renault constitue une référence importante.

Evidemment, il faut bien s'attendre à un matraquage sur les résultats du conflit. Le gouvernement va s'acharner à accréditer l'idée que les travailleurs se sont battus pour rien : cela tourne même parfois au gag. Ainsi un représentant de l'Union des industries métallurgiques et minières (U.i.m.m.) a déclaré sans rire : « Rien n'a été acquis, mais les travailleurs des autres secteurs ne doivent pas compter en obtenir autant » ! S'il pouvait y avoir quelque doute sur ce succès, il suffirait d'ailleurs d'observer avec quel acharnement s'agitent tous ceux qui ont intérêt à faire de cette victoire un échec.

— Quelle analyse faites-vous de cette victoire ?

— Trois éléments ont retenu notre attention.

Le premier : les travailleurs de chez Renault ont touché des points sensibles : en soutenant l'augmentation de 250 F uniformes — une revendication chère à la C.f.d.t. — c'est toute une politique salariale restrictive qu'ils ont attaquée. Ils ont exprimé une revendication d'actualité, qui a parfois du mal à percer, et ont remis en cause la politique salariale du patronat et du gouvernement. Il est significatif de constater que les travailleurs ont obtenu une augmentation, pour le premier semestre, d'environ 2 % de la masse salariale prévue par la direction. Ce qui est considérable. D'autre part, la répartition de cette augmentation a pu se faire de manière à modifier les objectifs de la direction, puisqu'elle a réduit les inégalités.

L'acquis de cette lutte correspond bien à notre objectif : obtenir des augmentations en période d'inflation, tout en veillant à ce qu'elles ne favorisent pas les uns au détriment des autres.

Second point : en exigeant une refonte complète des classifications, c'est toute une conception arbitraire de l'organisation de la production qu'ils ont contestée. Cette revendication n'est pas nouvelle chez Renault et ce n'est pas un hasard si les grèves à la Régie portent, depuis 4 ou 5 ans, sur le refus d'un type de classification. C'est tout le sens de la bataille des O.s., qui veulent un système remanié, s'appuyant sur la qualification réelle des travailleurs. Cela explique une des difficultés de la négociation : la Régie, qui comptait sur un éventuel accord national, a voulu faire traîner les choses en longueur, car elle connaît trop bien les conséquences qu'aurait une remise en cause de son système de classification.

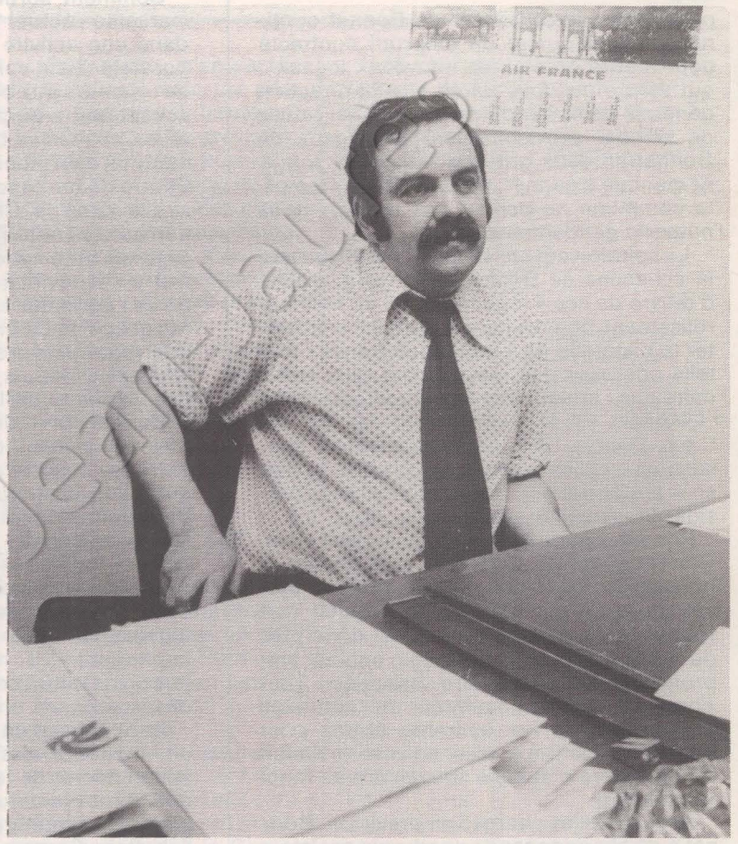
Dernier élément important de la lutte des Renault : les formes d'action. Il est intéressant de remarquer que ce conflit a pu se dérouler, dans des conditions difficiles, à partir d'une usine comme celle du Mans, où le taux de syndicalisation est très élevé et où deux organisations fonctionnent démocratiquement entre elles, développent le débat avec les travailleurs et recherchent ensemble des formes d'action.

— Vous évoquiez l'impact des résultats du conflit Renault. Constatez-vous un nouvel élan dans l'action revendicative ?

— Il faut d'abord tenir compte d'un fait : la situation des travailleurs de la métallurgie s'est fortement dégradée depuis l'automne 1974. Ils sont en butte aux licenciements, aux mutations, aux interventions policières. Ils subissent de leurs patrons des pressions, à travers le chômage partiel ou à travers leurs conditions de travail. Ainsi, dans des usines de construction électrique par exemple, on s'arrange pour placer les jours chômés en fin de semaine. — cela provoque moins de remous — mais on augmente les cadences. Je pense à une usine de Saint-Etienne qui fabrique des bougies : la production est passée de 16 bougies à 37 à l'heure. D'autre part, le patronat laisse pourrir certains conflits. Bref, il utilise la crise pour restructurer sa production, en récupérant sur le dos des travailleurs.

Malgré tout cela, ceux qui ont le sentiment que les travailleurs ne réagissent pas se trompent : le niveau des luttes est en progression sensible. Nous avons réuni, la semaine dernière, notre Commission exécutive et nous avons découvert une réalité de luttes assez considérable, tant dans son implantation que dans sa signification.

La journée du 16 avril lancée par les fédérations a eu un impact certain. Et on dénombre dans la métallurgie une bonne cinquantaine de conflits divers, dont beaucoup ont des résultats positifs. On remarque aussi que certaines manifestations deviennent très dures, comme cela été le cas dernièrement à Nantes. On constate également qu'il existe trois grands pôles d'action : les salaires, l'emploi et les conditions de travail. On se bat pour les salaires dans la



sidérurgie,chez Grundig, à Tréfimétaux, à la S.c.m.b. (Vallourec-Montbard, en Côte-d'Or). Des luttes dures sont menées sur l'emploi à Nantes, où 720 intérimaires des chantiers navals Dubigeon refusent d'être licenciés, à Unelec, où les travailleurs ont fait diminuer de moitié le nombre des licenciements, chez Teppaz, chez Garnier, aux A.r.c.t. de Roanne, où les salariés ont obtenu la garantie de l'emploi jusqu'en 1976 et la levée de 400 licenciements. On assiste également à un développement des luttes sur les conditions de travail : dans ce domaine, le secteur le plus en pointe est la sidérurgie. Toutes les usines du groupe Usinor se battent contre le travail posté ; dans une filiale de Renault, la S.a.f.e., à Hagondange, les travailleurs postés refusent de venir travailler la nuit du samedi depuis 15 semaines. Diverses actions sont menées chez Cégédur, chez Alsthom, aux Câbles de Lyon...

Après le succès de Renault, cette élévation de niveau de la lutte nous donne espoir. Il est certain que, dans ce printemps qui avait du mal à se réchauffer, le brûlot de Renault a eu un impact considérable.

— Envisagez-vous de nouveaux développements à ces actions ?

— Il nous faut redonner encore un peu plus confiance à nos organisations. Il faut que les travailleurs expriment de façon plus massive leurs revendications et qu'ils se réconfortent au coude à coude. Le renforcement constant de l'unité d'action, qui se vérifie depuis 4 ans, permet d'ailleurs d'avancer dans ce sens. Nos deux fédérations comptent publier prochainement une déclaration constatant qu'elles sont d'accord sur la volonté de partir des réalités concrètes pour donner toute leur ampleur aux luttes, et aboutir à une action générale dans la métallurgie.

Sans vouloir d'actions « presse-bouton », nous souhaitons aboutir à une action nationale quand le moment sera venu. Notre objectif est de créer les conditions d'une riposte importante face à l'U.i.m.m., qui doit payer sa politique de matraquage et de régression sociale : comme Carthage, l'U.i.m.m. doit être détruite.

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHELE BACKMANN

Jean Breteau (C.g.t.) : « La grève de l'enthousiasme correspond à une réalité »

L'UNITE : Quels enseignements peut-on tirer aujourd'hui du conflit Renault ?

JEAN BRETEAU : Le premier enseignement concerne les résultats revendicatifs. Nous apprécions le résultat du conflit Renault comme un succès important, car l'augmentation générale obtenue à la Régie est sans précédent. Même en 1968 nous n'avions pas obtenu une telle augmentation : de 170 F à 280 F par mois, avec une moyenne qui se situe aux alentours de 210 F pour la masse des O.s. D'autre part, le fait que le chômage partiel soit indemnisé à 35 % (auxquels s'ajoute l'indemnisation officielle) est un résultat non négligeable. Enfin, l'ouverture de la discussion sur les classifications est aussi un succès de taille, Nous pensons que nous allons voir chez Renault une grille hiérarchique de classifications et de rémunérations présentant une certaine cohérence. C'est un exemple, si l'on tient compte du fait qu'aucune des fédérations de la métallurgie n'a signé l'accord proposé le 3 mars dernier par l'Union des industries métallurgiques et minières.

— La mise au point d'une nouvelle grille hiérarchique chez Renault peut-elle avoir un effet d'entraînement dans la métallurgie ?

— C'est très possible. Mais nous sommes réalistes et nous ne pensons pas que cela puisse déclencher un mouvement en chaîne, qu'il y ait partout à la fois la même revendication déposée, et les mêmes résultats arrachés.

Il ne faut pas oublier non plus que les résultats revendicatifs du conflit Renault comportent un aspect négatif : les licenciements frappant 14 travailleurs immigrés, et les menaces touchant 3 délégués syndicaux. Mais, après un tour d'horizon, nous avons pu constater que des actions avaient eu lieu la semaine passée contre ces sanctions. Et, cette semaine, dans le cadre de la semaine d'action interconfédérale, une journée d'action est organisée dans toutes les usines du groupe pour obtenir leur levée.

Second enseignement du conflit : les résultats obtenus sont dus à une forme originale d'action. La « grève de l'enthousiasme » correspond à une réalité, si l'on donne à ce mot une signification qui n'est peut-être pas celle proposée par le Littré. Il faut un certain enthousiasme pour être présents 8 heures sur le lieu de travail, en travaillant 4 heures et en n'effectuant aucune opération de production pendant 4 heures. C'est dans cet esprit qu'on a appliqué à cette grève ce qualificatif, car il faut un certain enthousiasme pour résister à toutes les pressions individuelles et collectives exercées pendant les 4 heures où on ne travaille pas.

Et c'est le troisième enseignement du conflit : pour utiliser cette forme d'action, il faut une forte organisation syndicale sur les lieux de travail.

Quatrième enseignement, qui se vérifie encore plus maintenant que durant la grève et qui constitue un aspect nouveau : l'action des travailleurs du Mans n'a pas été condamnée par les travailleurs lock-outés. Mieux : ces travailleurs, malgré les heures de lock-out subies, s'aperçoivent, en faisant leurs comptes, que leurs camarades du Mans ont lutté avec efficacité.

— Comment expliquez-vous cela ?

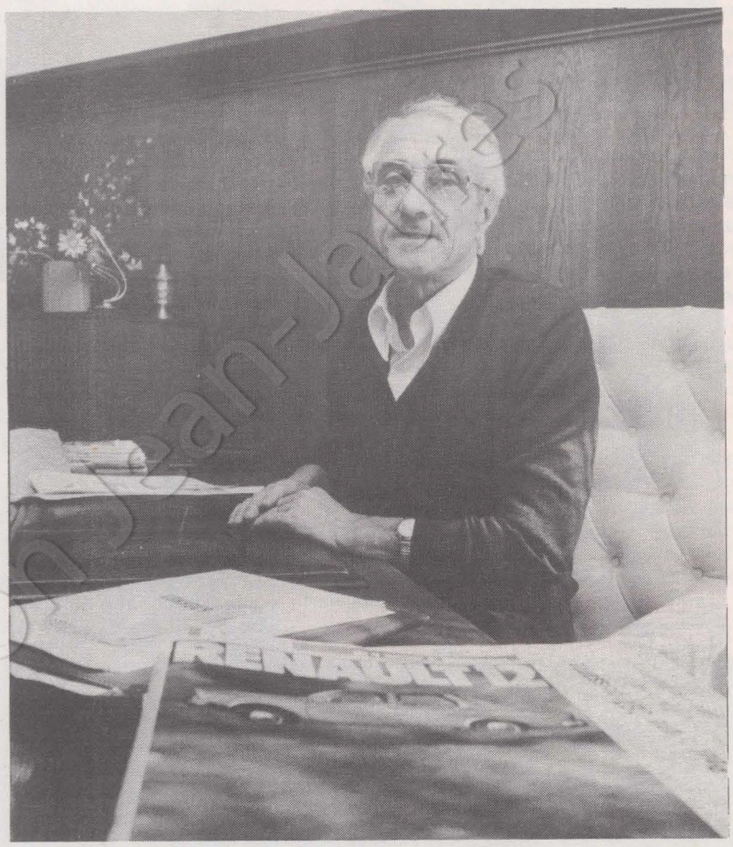
— Il s'agissait d'O.s. en lutte. La masse des autres O.s. avait, plus ou moins consciemment, l'idée que ces O.s. agissaient aussi pour la défense de leur situation. Je dis plus ou moins consciemment, car il s'agissait d'O.s. français en lutte, et que la grande partie des autres O.s., à Billancourt, à Flins ou à Sandouville, étaient des O.s. immigrés. Mais cette idée existait, et elle est aujourd'hui plus claire qu'elle ne l'était pendant la grève.

— Que pensez-vous de l'attitude de la direction de la Régie durant ce conflit ?

— Beaucoup de faits montrent qu'elle a été, pendant longtemps, soumise à la pression du gouvernement. Pourquoi une attitude si dure, suivie d'un brusque recul en 48 heures ? Cela suffit à nous convaincre que des pressions ont été exercées.

En effet, au cours des précédents conflits, la direction n'a jamais agi ainsi. Il y avait des contacts préalables avec les représentants des organisations lors de réunions restreintes. Ensuite, les négociations duraient plus ou moins longtemps, évidemment, mais des bases étaient toujours établies avant pour qu'il puisse y avoir une discussion correcte.

C'est la première fois chez Renault, qu'un conflit dure aussi longtemps et, surtout, que l'on reste aussi longtemps sans que des contacts préalables aboutissent à des discussions de fond. Neuf semaines, c'est unique dans les annales de la Régie ! Même en Mai 68, cela avait été beaucoup plus court.



— On a beaucoup dit qu'un échec chez Renault serait un coup pour le mouvement syndical tout entier. Pensez-vous qu'à l'inverse le succès de la grève impulse un nouveau développement à l'action revendicative ?

— Il ne faut pas penser qu'avec la forme d'action utilisée chez Renault on va assister partout à un développement extrêmement rapide des luttes sous les mêmes formes. Mais nous avons réuni en début de semaine notre Bureau fédéral et nous avons pu constater qu'un certain développement de l'action existe. Je ne voudrais pas que l'on pense que les résultats acquis chez Renault, d'une part, et ce que l'on a pu dire sur la nécessité d'engager l'action, d'autre part, suffisent pour que l'action se développe. Il existe un profond mécontentement, dont l'expression n'atteint quand même pas le même niveau : c'est un fait.

Beaucoup de travailleurs s'interrogent. Ils se disent : la grève des P.t.t. a duré deux mois pour ne rien obtenir ; chez Renault, le résultat est bon, mais il a fallu neuf semaines et nous ne sommes pas prêts à engager une action aussi longue. De plus, il n'est pas encore entré dans les esprits le fait que la plus grande perte a été 520 F, et que cette somme sera récupérée. La propagande du gouvernement n'est pas sans influence !

Mais certains signes sont encourageants. Ainsi, la journée d'information et d'action du 16 avril a été supérieure à celle du 3 : arrêts de travail, délégations aux Chambres patronales, aux directions d'usines, etc. On a assisté un peu partout, sous les formes les plus diverses, à l'expression d'un mécontentement.

Aujourd'hui, il faut donc que l'action se développe au niveau de chaque usine, de chaque société, de chaque entreprise, sous les formes décidées par les travailleurs. Il faut aussi, de la part de nos militants, une adaptation permanente des explications à l'évolution de la situation. Nous avons décidé d'intensifier notre campagne d'explication, et d'organiser, du 15 mai au 15 juin, une campagne de renforcement de la C.g.t. Nous sommes guidés par le souci que les travailleurs puissent organiser des actions avec des organisations solides implantées et enracinées sur les lieux de travail : car il est impossible de détacher l'une de l'autre.

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHELE BACKMANN

Avec Tap en Algarve... un goût de liberté.



Au sud du Portugal, au bord d'une Atlantique déjà méditerranéenne, venez partager la joie de vivre d'un peuple accueillant. Plages ensoleillées, fêtes populaires, gastronomie, folklore et artisanat... C'est l'Algarve, le midi du Portugal.

A partir de **1490 francs***, votre Agence de Voyages et l'Office National du Tourisme Portugais** seront heureux de vous proposer **des suggestions pour tous, une idée pour chacun.**

* 1 Semaine - A.R. Paris - Hôtel en demi-pension. ** 7, rue Scribe 75009 Paris - 073.44.71.

Avec Tap, le Portugal commence à Orly.

TAP
THE AIRLINE OF PORTUGAL

Transports Aériens Portugais
75009 Paris - 9, rue Scribe - Tél. 073.51.04
69002 Lyon - 93, rue du Pt Ed. Herriot - Tél. 37.63.07

t.d. publicité photo almeida d'eça

Coll. Fondation Calouste Gulbenkian

Front populaire

LA DROITE... ÇA N'EXISTE PAS !

De temps en temps — pas trop souvent quand même — une des trois chaînes de télévision offre aux hommes de gauche l'occasion de parler de leur Histoire. C'était le cas, mardi soir, sur Antenne 2, avec « Les dossiers de l'écran ».

Au sommaire, un film réalisé en 1969 par Henri de Turenne » « 36 ». Des images, pas grand-chose à dire : un travail bien fait, par un bon professionnel. Le commentaire, écrit par Jean-François Revel, était par contre beaucoup moins crédible. Les erreurs de chronologie, les approximations historiques, les raccourcis douteux y abondaient. Rien sur le congrès du Parti radical de Nantes, rien sur le débat interne à l'Internationale communiste ni sur la stratégie du Front populaire, pas grand-chose sur le rôle du Comité des Forges de l'époque. Pas grand chose non plus sur les problèmes institutionnels auxquels se heurta dès sa naissance le gouvernement Léon Blum.

Mais ne faisons pas trop la fine bouche. Ce film était ce qu'il était, mais il aurait pu servir de base de départ à un débat honnête. Cela ne fut pas le cas. Du côté de la gauche, l'ancien ministre de l'Agriculture de Léon Blum, Georges Monnet, l'ancien ministre de l'Air Pierre Cot, Jacques Chambaz, membre du Bureau politique du P.c., qui remplaçait Jacques Duclos, malade, et notre camarade Jean Poperen.

Du côté de l'Histoire, avec un grand H : Georges Lefranc, auteur d'une Histoire du Front populaire et responsable du secteur économique de la C.g.t. de 1936. Pour lui, l'objectivité historique et les synthèses rapides. Dans tout débat, il y a ainsi l'historien au-dessus de la mêlée. Celui qui tranche au nom de son savoir et replace les événements dans leur perspective. Dans ce cas, le choix de Georges Lefranc peut étonner. Son passé ne lui donne vraiment aucune compétence à discuter de la gauche : sous l'occupation, Georges Lefranc devint, en effet, chef de cabinet du ministre du Travail de Pierre Laval, René Belin.

Du côté de la droite, un ancien Croix de feu, à la coupe de cheveux martiale, qui ne prit la parole que pour affirmer que le colonel de la Roque était un grand patriote, que son mouvement n'était pas un mouvement fasciste et qu'il était même plus que républicain. Comme tout le monde a pu le constater en regardant le film, l'idéologie du chef, les bras tendus, les serments de fidélité n'avaient rien à voir avec les petites cérémonies de Rome ou de Berlin.

Bien entendu, il ne manquait pas à ce débat le militant de service de l'Action française. Pierre Boutang qui ignore totalement ce que peut être la rigueur historique, s'adonna à un petit jeu amusant s'il n'était pas malhonnête : il expliqua que le Front populaire réalisa les réformes que la bourgeoisie au pouvoir sous la IIIe République n'avait pas su réaliser. Et que l'Action française, elle, aurait voulu réaliser. Argument totalement imbécile : ce n'est pas la gauche qui a qualifié la défaite de 1940 et l'arrivée au pouvoir du maréchal Pétain de « divine surprise », mais Charles Maurras, patron de l'A.f.

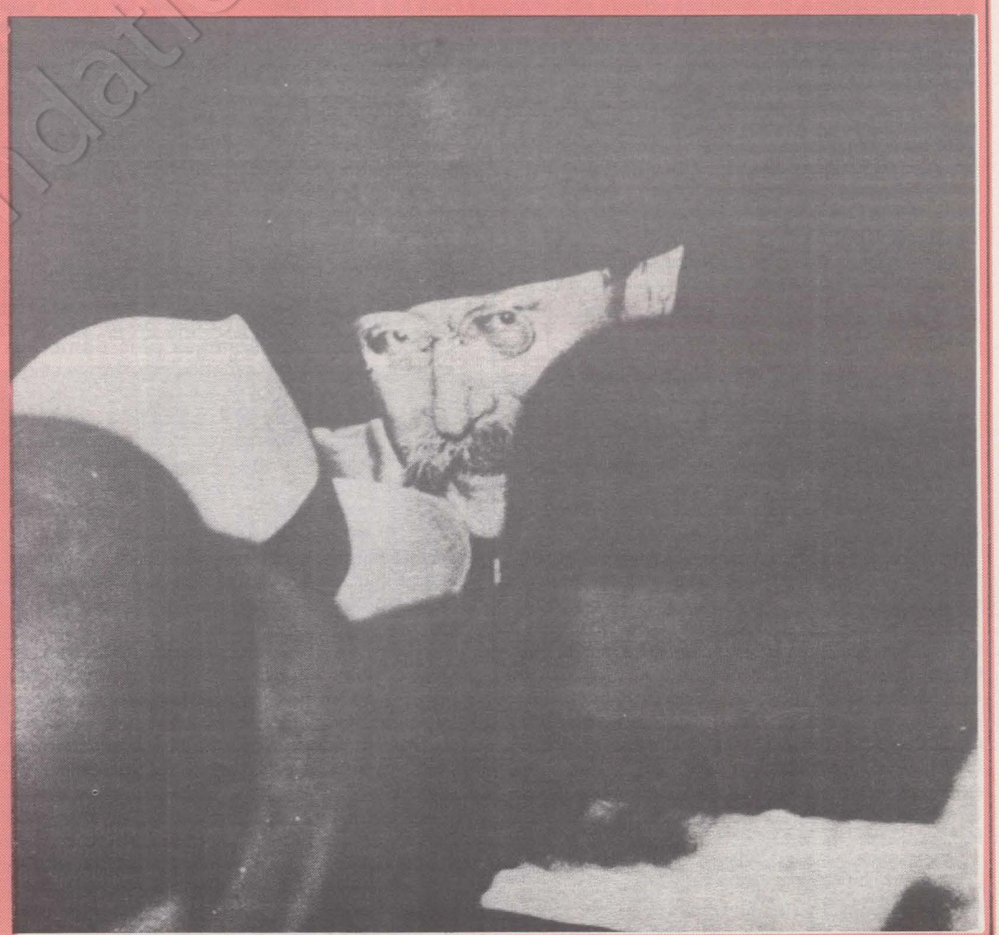
Pour piéger le débat, il y avait Alexandre Sanguinetti. D'emblée, il se mit au-dessus des partis. Quand il s'agit d'Histoire, l'ancien secrétaire général de l'U.d.r. n'est ni à droite ni à gauche. Par contre, quand il est au pouvoir, là il gouverne à droite. Du Front populaire, Alexandre Sanguinetti a gardé beaucoup de déceptions : « Nous attendions mieux... » « Le Front populaire aurait dû intervenir en Espagne ». Argument intéressant : nous n'avons jamais entendu Sanguinetti attaquer en quoi que ce soit le régime de Franco. Ni même s'étonner que Valéry Giscard d'Estaing reçoive en grande pompe le prince Juan Carlos, à Paris, il n'y a pas plus de trois mois.

Finalement, la tournure prise rapidement par ce débat révèle une des failles de la droite française : son incapacité à assumer sa propre Histoire. Personne ne revendiqua ce cri de Xavier Vallat, futur commissaire aux Affaires juives sous Pétain et militant de l'Action française : « Pour la première fois ce vieux pays gallo-romain sera gouverné par un Juif ». Personne ne revendiqua le torrent de haine et d'antisémitisme qui salua l'arrivée au pouvoir de Léon Blum. Personne ne reprit les arguments du Comité des Forges d'alors. Personne n'expliqua que le Front populaire avait ruiné la France, etc., etc.

Par contre, aux élections présidentielles de 1974, il y eut des hommes de droite pour expliquer que des ministres communistes au gouvernement, c'était l'Armée rouge aux portes de Paris. Des grands patrons pour financer des journaux de ragots. Par contre, il y a aujourd'hui au gouvernement un général dont les troupes torturèrent en Algérie. Il y a un ministre de l'Intérieur qui explique que le Parti communiste n'est pas tout à fait français. Il y a un patronat qui n'a vraiment pas beaucoup changé.

La droite n'aime pas son Histoire. On la comprend. Ce n'est pas une raison pour ne pas la lui rappeler. Et lui montrer que contrairement à ce qu'elle affirmait hier comme aujourd'hui, le Front populaire c'était d'abord, comme l'a souligné Pierre Cot, un moment où les ouvriers « conquirent leur dignité ».

A.V.



Solidarité 12



Portugal

SOCIALISMO SIM...

Le Portugal se soûle de liberté. Après cinquante ans de fascisme et donc de silence, le pays participe activement à la campagne électorale. L'euphorie est considérable et ces élections auront, entre autres mérites, celui d'avoir largement contribué à la politisation des Portugais. Politisation qui ne s'exprimera pas tout entière dans le vote, mais qui avance grâce au climat électoral. Positives, ces élections se déroulent sur une toile de fond assez sombre.

Résumée crument, la situation au Portugal pourrait se réduire à ces deux idées : désorganisation sociale croissante, crise économique naissante. Casser l'appareil fasciste était fondamental. Mais, comme aucun parti n'avait les moyens, ni parfois le désir, de remplacer un moule par un autre, l'éclosion du Portugal Novo se fait dans un grand climat d'anarchie, au meilleur sens du terme, d'expression populaire libérée. C'est la meilleure garantie contre le retour du fascisme, mais c'est un fait qu'il serait dangereux de masquer. Cette explosion a deux conséquences principales : la désorganisation de l'appareil d'Etat, y compris l'armée, et une chute considérable de la productivité dans les usines.

La crise économique naissante est due à la conjonction de cette désorganisation interne, de certaines erreurs économiques dues à la précipitation et surtout à l'offensive venue de l'extérieur : cessation des investissements, baisse du tourisme et des envois de fonds des émigrés. A cela s'ajoutent les problèmes de la décolonisation. L'économie portugaise vivait largement de l'exploitation coloniale sur laquelle elle ne peut plus compter.

L'enjeu des élections n'est pas, contrairement aux apparences, de politique parlementaire. Tout le monde est d'accord, en principe, pour rappeler que les députés élus auront pour tâche de faire une Constitution, et non d'élire un gouvernement. Ce n'est donc pas là que se situe l'enjeu essentiel.

Le résultat des élections influera en fait sur deux problèmes fondamentaux et liés l'un à l'autre : la modification des rapports de forces au sein du M.f.a. et la remise en marche du pays. C'est-à-dire, en fait, la définition concrète de la voie socialiste choisie.

Il serait erroné de diviser le M.f.a. en clans rivaux, depuis le 11 mars surtout. Mais, s'ils arrivent toujours à se mettre d'accord, les militaires du Conseil supérieur de la Révolution (C.s.r.) ne sont pas alignés sur une position unique. Depuis plusieurs mois, ce sont les éléments les plus proches du P.c. qui conduisent le mouvement. Mais si, comme on l'attend, les élections marquent une répartition électorale différente de la répartition gouvernementale, elles pourraient servir de prétexte non à un changement d'équipe, mais à une modification de l'équilibre des influences.

Rompant avec l'influence prédominante du Parti communiste, le M.f.a. pourrait demain s'appuyer également sur le P.s. surtout s'il se marque à gauche en attendant peut-être la création de ce « Mouvement des forces civiles » dont on parle beaucoup. Dans une telle hypothèse, le devant de la scène serait rapidement occupé par des militaires membres du C.s.r., mais moins connus, tel l'amiral Rosa Coutinho. Cette évolution est d'autant plus vraisemblable que les militaires, un peu dépourvus au départ d'éléments d'analyse et d'expérience politique, commencent à voler de leurs propres ailes. Ce qu'on appelle « l'indépendantisation » du M.f.a. ou l'apparition d'une « pensée autonome » chez les militaires.

Cette équipe au sein de laquelle les rapports de forces auraient changé devra faire une politique nouvelle. Elle sera jugée sur sa capacité à remettre le pays au travail, à mettre en place une nouvelle organisation sociale, à concrétiser le discours socialiste. La prochaine crise portugaise ne sera pas seulement politique ou militaire, elle pourrait être sociale. C'est face à cette demande des masses que se jouera la « voie portugaise vers le socialisme ». Le défi est considérale.

MAURICE FABIEN

Le Parti socialiste portugais (P.s.p.)

« Nous offrons cette manifestation libre aux camarades du M.f.a., nous insistons pour dire au M.f.a. que nous sommes pour la liberté, pour la révolution, pour le progrès de notre patrie, pour les réformes socialistes — mais dans la tranquilité, dans l'ordre, dans la paix et surtout dans la liberté ». Ces propos tenus dimanche dernier lors du meeting monstre au stade du Premier-Mai montrent une évolution dans les derniers jours de la campagne. Evolution à laquelle répondait le mot d'ordre repris sans cesse par la foule : « Le P.s. est avec le M.f.a. ».

Ce meeting, le plus important depuis la « fête » du Premier Mai dernier, marque l'apothéose d'un Parti socialiste qui se sent le vent en poupe. Les sondages lui donnent 30 % des voix — comme au P.p.d., seul susceptible de lui ravir la victoire. Ce sentiment, Mario Soarès le traduit à merveille quand il dit : « Non seulement nous sommes nombreux, mais nous sommes plus nombreux que tous les autres. » Cette importance se gagne par une ouverture qui fait dire au secrétaire général du Parti socialiste : « Notre parti n'attaque pas les autres, ne divise pas les Portugais ». Volonté qui marque une évolution par rapport, par exemple, à ces propos vieux de quinze jours : « Pour parvenir à un accord entre le P.s. et le P.c., deux conditions sont nécessaires : que le P.c. joue loyalement le jeu de la démocratie et qu'il renonce à être celui qui oriente le Parti socialiste ».

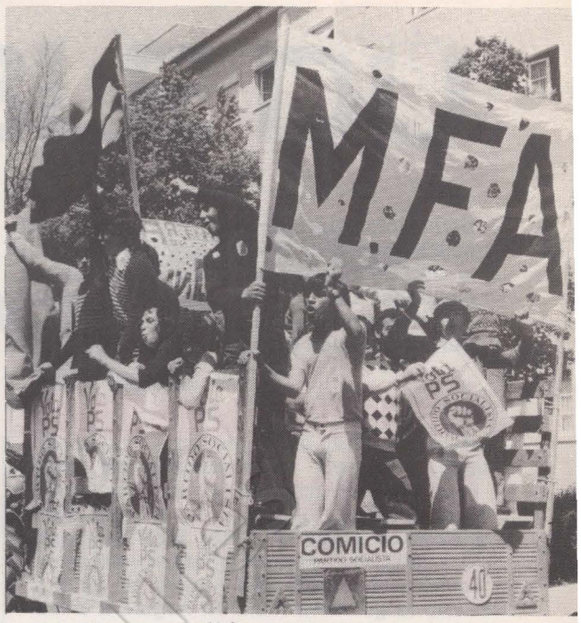
« Le P.s. salue la réforme agraire et les nationalisations décidées par le Conseil supérieur de la Révolution et rappelle qu'il est le premier à les avoir proposées au gouvernement provisoire dès 1974, date à laquelle elles avaient été refusées par ceux qui maintenant les glorifient. » Salgado Zenha, ministre de la Justice, reprend à son compte l'unité indispensable avec le M.f.a., il insiste à nouveau sur la nécessité de profondes réformes socialistes oubliées ces derniers temps dans la fougue de la campagne pour les libertés. Cette évolution, il faut le souligner, est d'ailleurs conforme aux textes de base du P.s. qui ont toujours mis également l'accent sur le socialisme et les libertés. Même si les bases du programme publiées pour la campagne électorale, après l'affrontement sur l'unicité syndicale, mettent plus l'accent sur les libertés.

« L'exercice des libertés est fondamental pour que les moyens de production soient démocratiquement gérés par les travailleurs et pour que ceux-ci puissent décider démocratiquement de l'utilisation des valeurs qu'ils créent. Voilà pourquoi nous considérons que la liberté est révolutionnaire. » Tel est le noyau autour duquel est construit un texte qui parle moins des réformes économiques indispensables que de la défense des libertés et de la nécessité d'un « ordre démocratique » appuyé sur une « autorité effective ». Ce qui pousse à dire : « Le socialisme portugais ne peut pas se construire par la désagrégation sociale, ni par l'initiative anarchique des masses populaires plus ou moins orchestrée ».

La fin de cette campagne électorale marque, à l'évidence, la consécration du secrétaire général du P.s. Partout présent, il l'anime du nord au sud du pays. Sa popularité est immense, elle est peut-être la première arme du Parti qui est le seul à utiliser des affiches où apparaît son secrétaire gé-



Meeting du P.s.au stade du Premier-Mai,



« Le P.s. avec le M.f.a. »

néral. Parfois mis en minorité, Soarès sait se ranger aux décisions inspirées par la gauche du Parti, qui devient chaque jour plus marxiste, de même que Soarès sait gagner en direction du centre un grand nombre d'électeurs que sa personnalité bon enfant rassure. Critiqué, il est difficilement renversable. D'autant moins que cette victoire probable du P.s. aux élections s'inscrit parfaitement dans la stratégie que le secrétaire général a toujours défendue : gagner les élections et, de là, reconquérir une influence perdue au sein des forces armées en général et du M.f.a. en particulier. L'hypothèse de la création d'un nouveau mouvement politique lié au M.f.a. est, dans cette perspective, une difficulté nouvelle. C'est ce qui pousse Soarès à dire : « Le projet socialiste du M.f.a. est celui du P.s... Nous n'avons pas besoin d'un autre parti socialiste car nous sommes le vrai Parti socialiste ».

Le Parti communiste portugais (P.c.p.)

« L'alternative à la révolution portugaise ne serait pas une démocratie bourgeoise, mais une dictature fasciste », nous disait Alvaro Cunhal, secrétaire général du P.c.p., il y a quinze jours. Le P.c. tire sa légitimité, passée et présente, de la lutte contre le fascisme et pour lui l'ennemi n'est pas mort. On ne se libère pas facilement des séquelles d'un régime qui a opprimé le Portugal pendant quarante-huit ans. Il est plus que jamais urgent de s'y attaquer et de les dénoncer. « La démocratie ne peut survivre qu'en éliminant le pouvoir des monopoles et des grands propriétaires terriens. Nous ne mettons pas en cause les libertés. Nous mettons en cause la domination de notre pays par le grand capital. La démocratie bourgeoise dans les pays d'Europe occidentale signifie démocratie bourgeoise **plus** le pouvoir des monopoles. La démocratie portugaise sera démocratie **sans** le pouvoir des monopoles ». Adaptées aux conditions spécifiques portugaises les positions du P.c.p. peuvent être considérées comme « classiques ». C'est ainsi que nous retrouvons, dans les bases du programme électoral du Parti, les propos suivants :

« L'objectif suprême du Parti communiste portugais est la construction du socialisme et du communisme au Portugal... Le retard du pays est dû à une douzaine de groupes monopolistes, à une centaine de grands capitalistes et de grands propriétaires terriens et à l'impérialisme étranger servis pendant de nombreuses années par un régime farouchement antipopulaire et anti-national ». Dans ce programme, le P.c.p. affirme qu'il « respectera l'ordre démocratique qui résulterait d'un processus démocratique original et luttera pour que tous le respectent ». Tout en affirmant que « la première condition pour la construction de la société socialiste est l'établissement de la propriété sociale sur les principaux moyens de production », il dit qu'il « respectera la propriété individuelle résultant du travail propre et qui n'est pas utilisée comme instrument d'exploitation ».

« Le Portugal est dans une phase de révolution démocratique et nationale. »... « la force motrice de la construction du Portugal démocratique a deux composantes : le mouvement démocratique populaire et le M.f.a. Ces deux composantes sont complémentaires et inséparables. Aucune d'elles ne peut toute seule garantir le processus démocratique. »

Outre ces thèmes : la lutte contre les monopoles et l'alliance privilégiée M.f.a.-Povo, le Parti communiste axe sa campagne sur la nécessaire réforme agraire. Otavio Pato, par exemple, insiste sur l'injustice qui consiste à laisser des milliers d'hectares non cultivés alors que le pays importe des aliments de l'étranger, sur la nécessité de « donner la terre à ceux qui la travaillent. »

La campagne électorale n'est pas toujours facile pour le P.c.p. après cinquante ans de propagande anticommuniste et c'est avec soulagement que Cunhal disait dans le sud du pays : « Je vous rends justice, à vous qui ne croyez pas que les communistes mangent les enfants, tuent les vieux, violent les femmes et qu'ils vont vous arracher vos terres et vos maisons. »

Nombreux sont ceux qui, au Portugal, voient les communistes partout et les croient animés des pires intentions. En fait, si leur influence a été considérable au sein du M.f.a. dans les premiers mois, il semble qu'elle diminue face à l'« indépendantisation » du mouvement, face au surgissement d'une pensée autonome des militaires. Il n'est pas non plus évident que tous les sym-

→



pathisants, tous les militants du P.c.p. soient aussi « staliniens » que certains veulent bien le dire. En tout état de cause, le résultat des élections, qui d'après les sondages devraient donner autour de 15 % au P.c., montreront combien sa force est relative.

Le Parti populaire démocratique (P.p.d.)

« Je pense que nous sommes parvenus à un point où la démocratie formelle est dépassée » : Francisco Balsemao, membre de la direction du P.p.d., semble avoir tiré plus vite que quiconque les conclusions de l'accord donné à la plate-forme d'entente entre les partis politiques portugais et le M.f.a. « La révolution a cessé d'être un mot pour devenir un fait... Le M.f.a. qui a eu la force et le courage de faire la révolution, a reçu, cela ne fait aucun doute, l'adhésion populaire ; il a su la consolider et l'élargir... C'est dans ce contexte, et non pas en pensant à ce qui devrait être, que nous devons analyser l'existence du P.p.d. ». Ces propos, tenus lors d'un meeting populaire à Lisbonne, donnent un ton nouveau à la campagne du P.p.d., un ton qui laisse pourtant sceptiques certaines formations de gauche. Il indique une évolution nette par rapport aux bases du programme soumis par le parti aux électeurs.

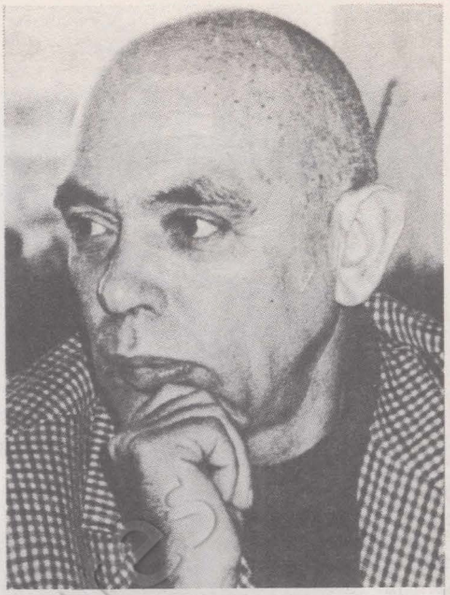
Celui-ci « propose aux Portugais la social-démocratie comme voie pour la construction d'une société socialiste dans la liberté. » Le P.p.d. recherche « une démocratie complète et pluraliste »,«une démocratie politique et économique... Il répudie les systèmes néocapitalistes... aussi bien que les systèmes totalitaires du capitalisme d'Etat ».

En ce qui concerne la démocratie politique, il insiste sur « le vote direct secret et universel comme expression de la volonté populaire », sur la nécessité d'un « gouvernement parlementaire rationalisé ».

Le P.p.d. conçoit la démocratie sociale et culturelle sur la base de la suppression des inégalités les plus choquantes et « l'augmentation du niveau de vie des Portugais et, surtout, des classes travailleuses... En ce qui concerne la propriété des moyens de production, le P.p.d. défend la subordination du pouvoir économique au pouvoir politique et la subordination des intérêts privés aux intérêts collectifs... Il accepte l'initiative privée socialement utile et propose la voie de la cogestion comme processus de transformation progressive. »

Le P.p.d. a toujours été difficile à classer. Tout le monde s'accorde à dire que la direction est plus à gauche que la base. Certains partis de gauche l'accusent d'être très lié aux tentatives de coup d'Etat des spinolistes, d'être le support de la droite, surtout dans les campagnes du Nord. Il est encore difficile de savoir si l'évolution amorcée au

L'amiral qui monte



L'amiral Rosa Coutinho est un « homme qui monte ». Membre du Conseil supérieur de la Révolution, il est également responsable de la commission d'extinction de la Pide-D.g.s., l'ancienne police politique de Salazar et de la commission d'enquête sur la tentative de coup d'Etat du 11 mars. Il s'est souvent opposé à Spinola quand celui-ci était président de la République. Il fut en outre un « bon » représentant du gouvernement et du M.f.a. en Angola dans les premiers temps de la décolonisation.

Aujourd'hui, Rosa Couthinho lance beaucoup d'idées qui sont reprises par de nombreux Portugais aussi bien civils que militaires. Il est à la fois l'un des représentants de la « pensée autonome » du M.f.a. et l'un des hommes autour desquels pourrait se rééquilibrer le M.f.a. au lendemain des élections. Sa force vient de ce qu'il est l'homme de plusieurs équilibres entre lesquels il peut choisir ou dont il peut jouer successivement. Nous avons extrait de plusieurs interviews accordées récemment par Rosa Coutinho des propos qui permettent de le situer politiquement.

« Le pouvoir principal n'est pas entre les mains des militaires. Il est en fait l'alliance entre le peuple et les militaires... Nous souhaitons dans le futur être moins indispensables que nous le sommes aujourd'hui. »

« Pour qu'il y ait liberté de choix, il faut un minimum de conscience et de capacité d'analyse. Le peuple portugais n'est pas préparé, il compte encore trente pour cent d'analphabètes. Ces élections sont un essai sur le chemin de l'apprentissage démocratique. Elles ne représenteront pas réellement la volonté du peuple qui n'a pas encore les moyens de choisir comme cela devrait être. Ces élections, faites avec honnêteté, mais un peu rapidement, ne vont pas constituer une indication claire pour tout le futur. Elles seront un premier test et un test de valeur. Nous n'avons pas fait une révolution (nous militaires et vous le peuple), avec tous les sacrifices que cela implique, pour perdre du jour au lendemain tout ce que nous avons conquis. Ce serait une tactique d'autruche. L'Histoire a montré qu'il n'était pas bon de faire confiance à la providence. C'est pourquoi nous avons proposé une plate-forme commune que les partis ont signé librement. »

« Nous n'avons pas encore défini concrètement vers quel socialisme nous nous dirigeons. Et nous ne le définirons pas tout seuls. Le socialisme portugais doit être défini par le M.f.a. en étroite collaboration avec le peuple portugais. Si les partis expriment réellement les désirs et les aspirations du peuple, nous écouterons leur voix. S'ils ne les expriment pas, nous irons directement à la racine. Nous tenons les partis pour nécessaires, nous sommes pour un socialisme pluraliste. Mais nous les avons critiqués car ils sont souvent très occupés à se battre entre eux ou à gagner des électeurs. Nous sommes en temps de crise, nous ne pouvons pas nous offrir le luxe d'une rixe entre partis, nous avons besoin de collaboration. Un vrai parti socialiste qui, en alliance avec le M.f.a., rechercherait les mêmes voies socialistes, nous faciliterait grandement la tâche. Il n'est pas indispensable que ce soit un parti, cela pourrait être une coalition de partis. Nous avons au M.f.a. un spectre idéologique vaste qui va dans le sens du socialisme. Mais quel socialisme ? Cela n'est pas encore clair. Dans ce pays, les communistes ne sont pas toujours les méchants : ils sont Portugais comme tous les autres. Je garantis qu'ils ne prendront pas le pouvoir. Le coup de force communiste est une idée fixe du type de celles qu'avait Spinola. Le pouvoir est aux mains du M.f.a. Nous ne voulons pas devenir un pays rouge. Nous voulons un socialisme arc-en-ciel ».



milieu de la campagne électorale n'est que l'expression du souhait de quelques dirigeants, ou si elle correspond à un désir plus massif. Assuré d'un large succès aux élections — autour de 30 %, d'après la plupart des sondages — le P.p.d. jouait jusqu'à présent la carte de l'ordre, de la sécurité des personnes, de la défense des valeurs humaines et du réalisme politique et technique. Ces thèmes, qui occupent encore une large place dans sa campagne, lui valent un soutien (partagé avec le C.d.s.) peu discret de la hiérarchie catholique. Le P.p.d. a le choix, aujourd'hui, entre continuer dans la voie de la séduction de l'électorat et une adhésion plus claire aux perspectives dans lesquelles s'engage le M.f.a. Mais le problème restera longtemps encore, comme le souligne Balsemao lui-même, que « les gens n'arrivent pas à croire que ce que nous disons représente effectivement ce que nous voulons. »

Le Mouvement démocratique portugais (M.d.p.)

Issu de la lutte légale contre le fascisme le M.d.p.-C.d.e. regroupe de nombreux militants de gauche qui ont refusé d'entrer dans aucun des autres partis politiques classiques. On accuse sa direction d'être trop liée au Parti communiste. Le fait est que les prises de position du M.d.p. depuis sa création officielle, le 1er novembre 1974, ont toujours été très proches de celles du Parti communiste. Assez pour qu'on le qualifie de « P.c. bis ». La volonté de se démarquer n'est pas pour autant une simple clause de syle, elle correspond aux vœux de la très grande majorité des militants de base.

« Unité » est le mot d'ordre le plus repris dans la campagne électorale du M.d.p., qui insiste sans relâche sur l'organisation des masses, de l'Etat « largement démocratique » qu'il veut construire. Pour ce parti, « toutes les formes d'organisation populaires » doivent être utilisées, parce que le gouvernement ne parviendra pas seul à résoudre la grande masse des problèmes du pays. Il insiste sur la décentralisation administrative, sur la nécessité de « concrétiser une « stratégie anti-grandes propriétés » qui rende la réforme agraire possible ». Pour le M.d.p., les « tâches fondamentales » aujourd'hui doivent être centrées sur « la bataille de la production » et « le renforcement de la stabilité du pouvoir politico-économique ».

LA FABLE DU «BAIN DE SANG»

Indochine

Décrivant le terrible « bain de sang » qui devait suivre la chute du Sud-Vietnam, le secrétaire américain à la Défense James Schlesinger avait annoncé solennellement, le 15 avril, qu'au moins 200 000 et probablement un million de Sud-Vietnamiens seraient massacrés. Devant la commission des services armés de la Chambre des représentants, il se faisait l'avocat de la demande du président Ford pour un nouveau crédit de 722 millions de dollars pour la guerre au Sud-Vietnam.

Le 18 avril, devant la commission des Affaires étrangères du Sénat, le docteur Kissinger, tout aussi solennellement, soutenait la thèse que les communistes vainqueurs allaient s'efforcer d'éliminer les opposants et que les tueries avaient déjà commencé. Pressé de fournir des détails, il se contenta de dire qu'il estimait vraies les nouvelles selon lesquelles des officiels étaient abattus dans les régions du Sud-Vietnam tombées aux mains des communistes. Interrogé sur le nombre, il répondit : « Il y en a certainement plus de 12 ». Bien qu'il ait été incapable de fournir la source de cette nouvelle, « plus de 12 » sur 6 ou 7 millions d'habitants qui sont venus récemment s'ajouter à ceux des zones déjà contrôlées par le G.r.p., cela peut difficilement être considéré comme un « bain de sang ».

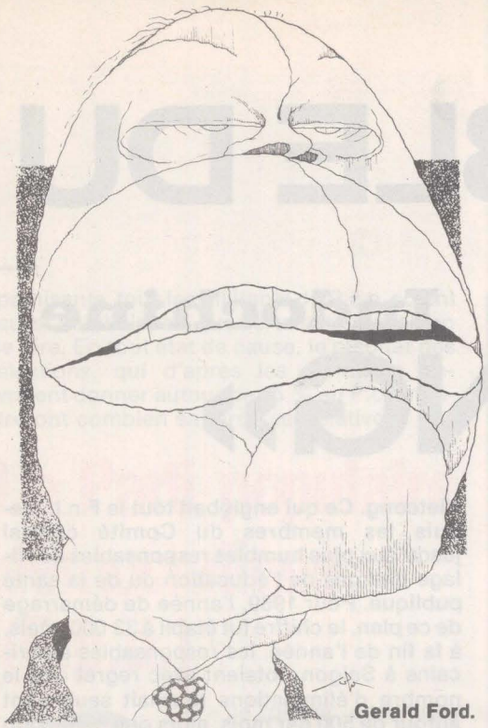
C'est un nouvel exemple de la façon dont les responsables américains sont prisonniers de leurs propres conceptions. Schlesinger et Kissinger se référaient sans aucun doute au nombre de gens qu'ils auraient eu à éliminer si la situation était inverse et si c'était les troupes de Saigon qui étaient en train d'approcher d'Hanoï. On se souvient du « plan Phénix » dû à l'initiative de la C.i.a. et qui préconisait la liquidation physique — par exécution sommaire — de 85 000 cadres du Vietcong. Ce qui englobait tout le F.n.l., depuis les membres du Comité central jusqu'aux plus humbles responsables de village chargés de l'éducation ou de la santé publique. Pour 1969, l'année de démarrage de ce plan, le chiffre fut établi à 33 000, mais, à la fin de l'année, les responsables américains à Saigon notaient avec regret que le nombre d'éliminations tournait seulement autour de 500 par mois, alors que beaucoup de ceux qui étaient chargés d'exécuter le plan Phénix ne revenaient pas de leurs missions. Ce qui n'empêcha pas ce plan de continuer longtemps après que les accords de Paris eurent reconnu l'existence légitime du Gouvernement révolutionnaire provisoire.



Dans Da-Nang libérée.

Jamais depuis le début de l'intervention américaine au Sud-Vietnam on n'a autant entendu parler de « souffrances humaines », d'« humanitarisme », etc. que dans la bouche du président des Etats-Unis et de ses collaborateurs au cours des deux dernières semaines. Ce qui voudrait faire oublier qu'il y a seulement quelques années, en raison du manque de succès sur le terrain, le commandement américain à Saigon utilisait l'horrible système consistant à dénombrer les succès militaires par le compte des morts. Le fait que, parmi les cadavres, il y ait beaucoup de civils, y compris les femmes et les enfants, ne faisait aucune différence. Des rations supplémentaires de tord-boyaux et des permissions exceptionnelles furent accordées aux unités et aux soldats qui avaient atteint les meilleurs scores. Le massacre de My-Lai, qui créa un choc profond dans le monde entier, était seulement une opération de routine quotidienne. Les enfants devaient être massacrés dans les zones contrôlées par le F.n.l. parce qu'en grandissant ils deviendraient communistes. Ce fut une prati-

→



Gerald Ford.



Dans Phnom-Penh libérée.

que courante pendant une certaine période que les pilotes des hélicoptères américains invitent des infirmières allemandes d'un bateau-hôpital à Da-Nang à des chasses à l'homme dominicales.

C'est le commandement américain à Saigon qui introduisit l'idée de zone de « libre feu ». Tout village ou individu pouvait constituer une cible simplement parce qu'il se trouvait dans la zone contrôlée par le F.n.l. Il n'y avait pas besoin d'instructions ou de plan de bombardement. Il était permis de lancer les bombes inutilisées contre tout ce qui vivait, se déplaçait ou poussait dans ces régions qui couvraient la majeure partie du Sud-Vietnam. C'est une bonne chose que les dirigeants américains soient maintenant convertis à l'humanitarisme, mais ils ne doivent pas présenter les choses comme si leurs adversaires étaient en train d'adopter leurs propres méthodes.

Ceux qui ont vu — notamment dimanche et lundi derniers, dans le reportage de Claude Gaignaire à Antenne 2 — les premières images de Da-Nang libérée et lu les premiers témoignages d'étrangers qui se trouvaient dans la ville quand les forces du G.r.p. y entrèrent, reconnaissent l'absurdité de cette fable du « bain de sang ». C'était, au contraire, la gaieté et la décontraction dans les rues, parce que précisément le bain de sang avait pris fin. Fini le vrombissement des avions accomplissant leurs missions de mort. Boutiques ouvertes, marchés animés, nourriture arrivant des régions déjà sous contrôle du G.r.p., écoles fonctionnant à nouveau, fraternisation totale entre les troupes du F.n.l. et la population, y compris les anciens soldats de Saigon. Les fonctionnaires civils à leur poste. Dignité et calme. Les soldats du F.n.l. ressemblant à des Vietnamiens et non à des occupants comme c'est le cas pour les troupes de Saïgon dans leurs uniformes américains.

En regardant ce premier film à la télévision, je me souvenais d'Hanoï il y a près de 21 ans. J'étais entré dans la ville en octobre 1954 avec les premières unités de l'armée populaire vietnamienne et je devais rester là durant deux ans et demi. Bien que la prise d'Hanoï par le Vietminh ait été le point culminant d'une guerre de huit ans particulièrement dure qui avait mis fin à près d'un siècle de domination coloniale française, il n'y eut aucun bain de sang. Le corps expéditionnaire français se retira en totale sécurité. Il n'y eut pas de représailles contre ceux qui avaient servi la France soit dans l'armée, soit dans l'administration civile. Quelques responsables vietnamiens de haut rang se retirèrent avec les Français, mais l'écrasante majorité demeura sur place au service de la nouvelle administration. Le gouvernement américain le sait très bien, car le consul américain à Hanoï resta sur place pendant les premières semaines, de même que le consul britannique, dont le consulat ne fut jamais fermé. Plusieurs officiels français demeurèrent également à Hanoï. En d'autres termes, de nombreux Occidentaux furent témoins du fait qu'après la prise de pouvoir du Vietminh il n'y eut ni massacre ni répression à Hanoï ou nulle part ailleurs au Nord-Vietnam.

Tout cela s'inscrivait dans le cadre des accords de Genève de 1954, dont le paragraphe 14 C stipulait qu'il ne devait pas y avoir de représailles contre les Vietnamiens ayant collaboré avec l'une ou l'autre partie durant la guerre — l'article 11 des accords de Paris précise aussi que les deux parties s'interdisent toute action de représailles ou de discrimination contre les individus ayant collaboré d'un côté ou de l'autre.

Jusqu'en juin 1956, la mission de liaison française à Hanoï avait accusé les autorités nord-vietnamiennes de deux violations de l'article 14 C. La commission internationale de contrôle, composée de l'Inde, de la Pologne et du Canada, fit une enquête qui aboutit à considérer ces accusations comme injustifiées. Les Nord-Vietnamiens accusèrent, en revanche, l'administration de Saïgon de 5 356 violations de l'article 14 C ayant provoqué 1 654 morts, 755 disparus, 4 729 blessés et 52 246 prisonniers. Des 284 cas pour lesquels Hanoï demandait une enquête, la commission internationale n'en retint que 42 et dut en abandonner 9 en raison de l'obstruction des autorités de Saigon. Dans chacun des 33 autres, il fut établi que Saigon avait, en effet, sérieusement violé l'article 14 C.

Il n'y a pas de raison de penser que le gouvernement révolutionnaire provisoire ne respectera pas l'article 11 des accords de Paris de 1973. La politique du G.r.p. et du F.n.l. depuis leur fondation a visé à la réconciliation nationale. C'est la délégation du G.r.p. aux conversations de Paris qui avait insisté pour que cette réconciliation nationale soit un élément clé des accords. La garantie qu'il en serait bien ainsi était fournie par la présence de membres de la troisième force et d'organisations non liées à l'une ou l'autre partie, dans un gouvernement de coalition. Ce n'est pas le G.r.p. mais le régime de Saigon qui pourchassa immédiatement toute personne suspecte d'appartenir, de près ou de loin, à cette troisième force neutraliste.

Ce régime est aujourd'hui moribond. Le départ de Thieu, devenu inévitable, marque une nouvelle étape de son agonie, mais on peut se demander si du côté du Pentagone on ne songe pas à quelque nouveau plan. L'envoi de neuf navires de guerre dans les eaux vietnamiennes a-t-il seulement un but « humanitaire » ? Et la fourniture aux Sud-Vietnamiens de ces horribles engins de mort, les bombes « à dépression » absorbant l'oxygène et tuant massivement par asphyxie ?

WILFRED BURCHETT

Chili
ON MEURT DE

Un projet dit d'« alimentation nationale », annoncé par la junte militaire du Chili, constitue la première reconnaissance officielle de l'état de sous-alimentation existant dans ce pays, qui affecte principalement les enfants.

Selon les affirmations du régime, dans le seul secteur du « grand Santiago » (la capitale et les alentours) il y a 9 000 enfants de moins de 2 ans qui souffrent de la faim et dont la sous-alimentation est actuellement contrôlée par le Service national de la santé (S.n.s.).

Des informations, diffusées par la Résistance chilienne, signalent que le tiers des enfants de moins de 6 ans, qui habitent dans les quartiers marginaux de Santiago, souffrent de sous-alimentation. La situation déficiente dans le domaine de l'alimentation est plus visible dans les familles ouvrières, généralement familles nombreuses et disposant de peu de ressources économiques.

La cause réside dans la prétendue « économie sociale de marché » instaurée par le régime militaire, laquelle a placé le Chili à la première place mondiale parmi les pays affectés par un taux élevé d'inflation et un bas pouvoir d'achat des ouvriers.

La crise économique chilienne a atteint de telles proportions qu'elle a obligé la dictature à envisager d'entreprendre des changements dans tous les secteurs de l'économie : un « super-ministre », Jorge Cauas, a été désigné à ce propos, afin d'examiner et d'affronter la situation chaotique actuelle.

Bien que le problème de la sous-alimentation des enfants soit considéré comme grave depuis fort longtemps, la junte militaire a décidé seulement maintenant d'appliquer des mesures sous la forme du « plan national de nutrition » qui sera appliqué à partir de la fin de ce mois. Ce programme spécial, qui protégera les familles d'« extrême pauvreté », fonctionnera au moyen de la remise de paquets d'aliments, destinés aux

ECHEC AUX DEMARCHEURS

Diplomatie

C'est une louable ambition qu'avait eue Valéry Giscard d'Estaing de réunir des représentants des pays du Tiers-Monde, des pays producteurs de pétrole et des pays industrialisés. Ainsi que l'indiquait François Mitterrand devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, il y avait là une « bonne vue historique ». L'échec est d'autant plus notable et concerne d'autant plus notre pays.

Que veut-on en réalité ? Plusieurs choses sans doute. On veut participer à la compétition économique internationale en exportant massivement, ce qui conduit à chercher des marchés nouveaux ou élargis en direction des acheteurs potentiels et solvables, c'est à dire notamment les détenteurs du pétrole. Des « marchés du siècle » auraient donc été obtenus en Iran, en Irak et en Arabie saoudite : il faut dire « auraient », parce qu'à l'expérience lesdits marchés sont infiniment moins grandioses — « l'Unité » en a déjà donné des exemples concrets — que n'a pu le laisser croire la propagande autosatisfaite qui accompagna les voyages de nos Excellences dans ces pays. Avec l'Est européen, la relance des relations commerciales est à l'ordre du jour.

Bien entendu, à chaque fois, il est impossible de ne pas mêler un peu commerce et politique. Ce qui peut conduire soit à des faiblesses, soit à l'utilisation des concessions faites pour marquer son indépendance à l'égard de l'ensemble auquel la France continue d'appartenir.

Car, dans le même temps, on veut à la fois être un partenaire fidèle au sein de ce bloc et faire preuve d'intelligence ou d'astuce dans les relations qu'on y entretient. Après tout, cela se justifierait, comme toujours en politique internationale, si le succès récompensait les espérances. Or, il semble qu'il suffise que la France touche à quelque chose pour que rien ne marche ou que tout aille de travers.

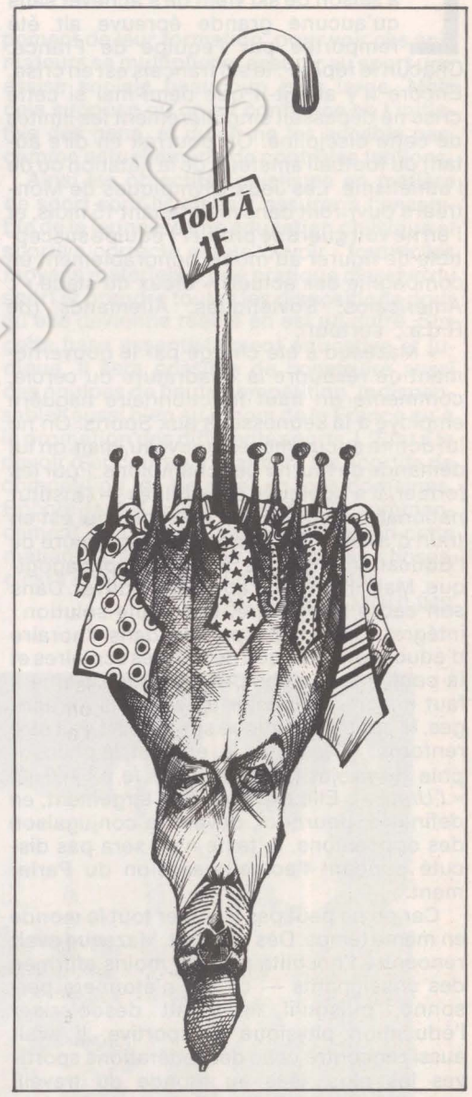
Au cours du second semestre de l'année dernière, la présidence française de l'Europe des Neuf a été marquée, malgré les promesses d'initiatives audacieuses, par une détérioration continue de l'ensemble européen. Aujourd'hui, l'idée d'un dialogue entre les nations dites riches et les nations dites pauvres se termine, noyée dans l'indifférence méfiante des participants. Il restait à Valéry Giscard d'Estaing à se faire le parrain de la Grèce et, pour plus tard, de l'Espagne de l'après-franquisme en vue de l'adhésion de ces pays au Marché commun et, pourquoi pas, l'accompagnateur à l'accordéon de Walter Scheel, président de la République fédérale allemande, bien connu aussi pour ses talents de chanteur.

Deux erreurs de méthode sont sans doute commises. La première consiste à ne pas apprécier correctement la situation. La seconde revient sans doute à se laisser prendre à ses propres illusions. En Algérie, le président de la République française a certainement obtenu une amélioration des relations de la France et de ce pays. Il n'a pas obtenu que la diplomatie algérienne se fasse le kamikaze des suggestions françaises à la conférence des Dix. Alors il est possible de se livrer au jeu de la recherche des responsables de l'échec. La faute à qui ? A Henry Kissinger et aux Etats-Unis ? Au Brésil et à l'Inde, pays en voie de développement — ou de sous-développement, au moins pour le second — non progressiste ? A l'égoïsme des nations de l'Opep ? Aux diplomates eux-mêmes, espèce atteinte d'impuissance si l'on en croit certains commentateurs ?

Dans le même temps, les pays de l'O.c.d.e. — y compris la France — se mettaient aisément d'accord, à quelques centaines de mètres du lieu où piétinait la conférence des Dix, sur la création d'un fonds de solidarité qui, sans être vraiment une machine de guerre contre les détenteurs de pétrole, peut passer au moins pour une assurance prise contre des fournisseurs jugés inconséquents. Où était la vraie France ? Aux Dix ou à l'O.c.d.e. ?

En tout cas, sa générosité ne paraît pas avare de précautions. Et elle ne pouvait prétendre être un pont entre les pays industrialisés et les autres alors qu'elle restait attachée à la solidarité des premiers. On sait, en effet, que le désaccord portait sur l'objet même de la conférence : fallait-il ne parler que de l'énergie, comme le souhaitaient les pays industrialisés, ou parler de tout, c'est-à-dire aussi des autres matières premières, de leur prix et des garanties financières protégeant les recettes des pays producteurs contre les effets de la crise monétaire du système capitaliste ?

Les représentants de Valéry Giscard d'Estaing — présents dans la délégation unique de la Communauté européenne — n'étaient pas en état de passer d'une thèse à l'autre.



Alors, il n'était plus possible de faire autre chose que de se congratuler sur le dialogue qui avait eu lieu et qui devrait se prolonger par « les canaux appropriés ». Ce qui ne veut rien dire. Et ce qui laissera se poursuivre un dialogue de sourds qu'entretiennent déjà l'Onu et ses organismes spécialisés, et les rencontres plus rentables, les « bilatérales » où chacun cherche à vendre à l'autre son métro, sa télévision couleur ou ses avions. C'est bien pourquoi nous sommes en droit de nous demander aujourd'hui si, pour le véritable chef de la diplomatie française, la conférence des Dix avait une autre signification que celle d'une carte de visite permettant demain aux démarcheurs de Paris de se présenter dans les capitales du Tiers-Monde avec à la bouche le sourire navré de celui qui, s'il avait été tout seul, aurait fait mieux. Mais voilà : il y avait les autres...

CLAUDE FUZIER

FAIM

enfants de moins de 2 ans « dont l'état physique révèle une dénutrition du troisième degré ».

Le rapport de la Résistance, élaboré par des médecins qui travaillent dans les quartiers ouvriers, révèle que 34 % des enfants de ces populations marginales souffrent de dystrophie, état pathologique dû à la dénutrition qui affecte le développement physique et intellectuel de l'enfant. La dénutrition dystrophique au troisième degré entraîne souvent la mort, souligne le document.

Le projet de la junte militaire, annoncé à profusion par ses publicistes, n'est pas seulement une reconnaissance d'un état de sous-alimentation au Chili, mais constitue en même temps un palliatif à une situation de caractère alarmant, dont la solution a été examinée par plusieurs organismes internationaux de protection de l'enfance.

MARIO DIAZ

UN COUP PAS Sport FRANC

La saison de ski vient de s'achever sans qu'aucune grande épreuve ait été remportée par l'équipe de France. Chacun le répète : le ski français est en crise. Encore n'y aurait-il que demi-mal si cette crise ne dépassait singulièrement les limites de cette discipline. On pourrait en dire autant du football amateur, de la natation ou de l'athlétisme. Les Jeux Olympiques de Montréal s'ouvriront dans maintenant 15 mois, et l'on ne voit guère se profiler l'équipe susceptible de figurer au moins honorablement en compagnie des actuels « dieux du stade » : Américains, Soviétiques, Allemands (de R.d.a., surtout).

« Mazeaud a été chargé par le gouvernement de résoudre la quadrature du cercle, commente un haut fonctionnaire naguère employé à la Jeunesse et aux Sports. On ne lui donne aucun moyen nouveau, mais on lui demande de fournir des champions. Pour les former, il a quelques possibilités — l'Institut national des sports, par exemple, qui est en train d'avaler l'Ecole normale supérieure de l'Education physique, à vocation pédagogique. Mais il lui faut d'abord les trouver. Dans son cadre budgétaire, une seule solution : intégrer l'initiation sportive dans l'horaire d'éducation physique de tous les scolaires et la confier aux clubs privés. Mais, comme il faut malgré tout éviter d'éventuels dérapages, le contrôle étatique sur le sport doit être renforcé. » C'est bien là, en effet, la philosophie du projet Mazeaud *(voir le n° 140 de « l'Unité »)*. Elle explique très largement, en définitive, pourquoi, devant la conjugaison des oppositions, le texte n'en sera pas discuté pendant l'actuelle session du Parlement.

Car on ne peut pas tromper tout le monde en même temps. Dès le début, Mazeaud avait rencontré l'hostilité plus ou moins affirmée des enseignants — ce qui n'étonnera personne, puisqu'il entendait déscolariser l'éducation physique et sportive. Il avait aussi rencontré celle des fédérations sportives les plus liées au monde du travail, comme la F.s.g.t. Cela ne l'a pas empêché de mener campagne tambour battant tout cet hiver : brochure sur papier glacé, Tour de France, salamalecs tous azimuts, le tout sur fond de manifestations organisées par les enseignants. C'est qu'il espérait bien obtenir l'appui du Comité national olympique (C.n.o.s.f.), ayant déjà celui de son président, Collard. Les clubs, ligues et fédérations n'allaient-ils pas être alléchés ? Las, ils ont fait leurs comptes. N'arrivant pas à boucler, souvent, leur budget, ne voyant aucune espèce de moyen nouveau mis à leur disposition, ils se sont dit que les fruits seraient loin d'atteindre les promesses des fleurs. Le 12 avril, le C.n.o.s.f. a publié un avis fort peu enthousiaste sur le projet Mazeaud.

Celui-ci s'est donc embourbé dans les fondrières de ce début de printemps. Il n'en reste pas moins que les problèmes posés demeurent entiers. A commencer par celui des moyens. Comme le remarquait François



Mitterrand lors de sa campagne présidentielle, si l'Etat assurait à tous les élèves du second degré les 5 heures d'éducation physique auxquelles ils ont théoriquement droit, il manquerait les trois quarts des installations nécessaires. Il en va de même pour les installations dépourvues de destination scolaire : souvent vieillotes, elles sont de plus insuffisantes. Combien de communes qui n'ont qu'une caricature de stade ? Combien d'entreprises, même considérables, disposent-elles d'un stade pour leurs travailleurs à proximité ?

Mais ce n'est pas tout, tant s'en faut. La plupart des fédérations sportives ont un budget notoirement insuffisant. Il ne leur permet pas d'inviter régulièrement suffisamment d'équipes étrangères, alors que leur émulation est indispensable, ni d'organiser toutes les rencontres désirables. A fortiori ne peuvent-elles pas organiser les opérations de promotion nécessaires.

Au-delà, il y a l'immense scandale du sport scolaire. Il y a six ans que l'on parle de consacrer, dans les écoles primaires, le tiers du temps à des activités d'expression et d'éducation physique. Ce « tiers temps » n'en est encore qu'à ses débuts. Bon nombre d'instituteurs qui enseignent l'éducation physique à leurs élèves n'ont pas reçu l'ombre d'une formation. Dans l'enseignement secondaire, c'est encore pire. « Le secrétariat d'Etat reçoit, en France, 0,70 % du budget de l'Etat, précise Jacques Rouyer, secrétaire pédagogique du Syndicat des professeurs d'éducation physique. Avec une pareille dotation, étonnez-vous que dans le second degré, sur les 5 heures hebdomadaires prévues, il n'y en ait que deux d'assurées ! Il faudrait 5 600 postes d'enseignants pour réaliser les dispositions minima prévues actuellement — 3 heures dans le premier cycle, 2 heures dans le second. Pour l'application des 5 heures, il en faudrait 22 500 ! Or, pendant ce temps-là, le nombre des postes mis au concours diminue, tandis qu'augmente le nombre des candidats. Il y en aura 3 000 cette année, pour 330 postes. Soit 2 600 chômeurs en perspective, la plupart parfaitement à même d'enseigner l'éducation physique ».

Dans ces conditions, il vaut mieux être tout à fait clair : tant que les choses resteront dans l'état où elles sont arrivées du simple point de vue matériel, toutes les réformes, quelles qu'elles soient, ne seront que poudre aux yeux.

C'est dans cette optique que, pendant sa campagne présidentielle, François Mitterrand avait mis l'accent sur la nécessité de donner de nouveaux moyens au sport : moyens simplement financiers, d'une part, comme une forte augmentation des subventions de l'Etat pour les constructions sportives et la diminution de la T.v.a. sur ces constructions ; moyens techniques, ensuite, comme l'industrialisation des constructions d'installations sportives ; moyens humains, enfin, comme un plan décennal de recrutement et de formation des enseignants en éducation physique. Au prix d'un doublement du budget consacré à la Jeunesse et aux Sports, sans doute serait-il possible, en une bonne décennie, de rattraper un retard désormais tragique.

Une telle augmentation des moyens mis à la disposition du sport ne saurait pourtant suffire. La gauche doit avoir une politique sportive, qui s'intègre à ses projets d'ensemble. Et cela commence par la plus simple des questions : pourquoi encourager le sport ?

De ce point de vue, les perspectives d'un Mazeaud ont au moins le mérite de la clarté. Il s'agit exclusivement de former et de recruter des champions, ce qui correspond à toute une vision politique : disposer de quelques idoles qu'on donne en pâture au public comme illustration de la supériorité du coq gaulois. Combien de champions n'ont-ils pas été ainsi montés en épingle au-delà de tout bon sens, qui n'en demandaient pas tant ! C'est le sport-spectacle, avec tout ce qu'il peut amener à terme de truquages éventuels, de publicité, pour ne pas parler des concours de pronostics, qui résultent directement d'un pareil système. Tant que le champion « produit » des performances, la « grande presse » s'intéresse à lui. Ensuite, qu'il aille au diable ! Quand Colette Besson devint championne du monde du 400 m, elle eut droit à une gloire éphémère, à divers cadeaux, dont une Matra. Quand, ensuite, ses camarades et elle furent dépassées par les Allemandes de l'Est, quel venin ne répandit-on pas sur elles : pas assez sérieuses, pas assez concentrées, etc.

Y a-t-il à s'étonner, après cela, que le recrutement des sportifs de haut niveau pose

Les projets de Pierre Mazeaud constituent pour les socialistes autant de coups bas faits au sport, au sport scolaire en particulier. Voici quelques-unes de leurs contre-propositions.

quelques problèmes ? La haute compétition est maintenant une technique qui exige des entraînements très longs, une vie ascétique et d'une grande régularité, soit une somme de sacrifices très durs à l'âge où les autres vont de « boum » en « surboum ». Passent encore ces sacrifices, mais qu'y a-t-il au bout du vedettariat ? Tout le monde se souvient de Roger Bambuck. Pour devenir champion, il avait dû abandonner ses études médicales. Aujourd'hui, il n'est plus champion, mais il n'est pas médecin. Il serait resté sagement sur les bancs de la Faculté, comme ses camarades, il serait médecin et aurait son avenir assuré. En réalité, il n'y aura pas d'équipes sportives de haut niveau tant que le vedettariat, pur produit du sport-spectacle, n'aura pas été éliminé. Et tant qu'il n'y aura pas de statut du sportif de haut niveau, comme le proposait François Mitterrand lors de sa conférence de presse du 14 mai 1974.

Encore n'est-ce là qu'une solution partielle. Si la France ne dispose pas d'équipes de sportifs de haute compétition, c'est en grande partie parce que la base de recrutement de ces sportifs est extrêmement étroite. Le sport est, en France, une activité élitaire.

Qu'on en juge : 32,3 % des membres des professions libérales pratiquaient régulièrement un sport en 1967, contre 10,1 % des ouvriers et 10,6 % des employés. D'une telle situation, les causes sont multiples ; elles tiennent pour partie sans doute aux disponibilités en temps, aux disponibilités financières et à la facilité d'accéder aux installations. Si l'on veut que les travailleurs puissent pratiquer un sport, encore faut-il prendre les mesures nécessaires — organisation et durée du travail, développement du sport dans les entreprises, construction d'équipements, etc. Au-delà, cependant, on observe que c'est pendant l'adolescence que les jeunes prennent l'habitude de pratiquer un sport.

Aussi bien faut-il exactement définir ce qu'est exactement le sport à l'école. « La philosophie d'un homme comme Mazeaud, déclare Marie-Thérèse Eyquem, secrétaire nationale du P.s., c'est d'implanter la pratique sportive à l'école même, dans le cadre de l'éducation physique. C'est là une optique dangereuse, car elle s'inscrit directement dans la perspective du seul dégagement d'une élite, condition et conséquence du sport-spectacle. Pour nous, l'éducation physique dépasse singulièrement l'éducation sportive. De quoi s'agit-il ? D'abord que les gens soient à l'aise dans leur peau, aient des mouvements bien coordonnés — c'est utile bien au-delà du sport : au volant de sa voiture, devant une machine, etc. Qu'ils apprennent à connaître et à maîtriser leur corps, que leur développement physique soit harmonieux. Cela fait partie d'une éducation globale, c'est un droit pour tous, un devoir pour l'Etat. C'est bien pourquoi nous demandons que l'enseignement de l'éducation physique soit détaché du secrétariat d'Etat et confié à l'Education nationale. C'est la condition sine qua non d'une intégration de l'éducation physique à l'éducation en général. Au reste, cela n'empêche nullement l'initiation à un sport déterminé dans un cadre périscolaire ou extra-scolaire. Bien au contraire, c'en est une condition ! »

Il ne s'agit pas non plus, en effet, d'absorber dans l'Education nationale l'ensemble des activités sportives de la jeunesse, ce qui aurait pour effet de couper le sport jeune du sport adulte et de dévitaliser ce dernier. « La cellule vitale du sport demeure le club », déclarait François Mitterrand le 14 mai 1974. C'est bien pourquoi il proposait, en ce sens, qu'un statut de l'animateur de club bénévole soit élaboré. C'est en effet, dans les conditions actuelles, un véritable sacerdoce qu'une pareille tâche. Il n'est que de la faciliter par des dispositions permettant aux intéressés de concilier travail et animation sportive et assurant le développement de leur formation, pour voir ces animateurs se multiplier et assurer au sport une assise sociale beaucoup plus large. Mais cela suppose qu'on ait confiance en l'initiative des gens, et qu'on ne les accable pas, comme actuellement, de contrôles tatillons.

Ainsi les objectifs socialistes en matière de sport sont-ils clairs : assurer à l'ensemble de la jeunesse une éducation physique et sportive correcte est un devoir ; fournir les moyens matériels d'une pratique massive du sport et prendre toutes les dispositions pour qu'elle devienne réalité en est un autre. Sur cette base essentiellement éducative et ludique, il sera possible de construire aussi des équipes de haute compétition, indispensables aussi bien au renom de la France qu'à la promotion des différents sports. L'Etat a le devoir d'encourager vraiment les sportifs de compétition, de les aider en tous domaines. Encore faut-il commencer par le commencement. Et donc ne pas oublier qu'en cette matière et au point où en sont les choses, c'est l'intendance qui doit précéder.

JEAN-PIERRE MOULINS



DECOUVREZ LE ROUERGUE

à la limite de la Lozère et de l'Aveyron

A partir du 1er juin

LA NAXE

VOUS INVITE

à ses randonnées à cheval, à bicyclette, à pied,
à ses stages de poterie, de tissage, de photo,
animés par des artisans

ECRIVEZ : Domaine de la Naxe
12560 - Saint-Laurent-d'Olt

LES TRUANDS DU PATRONAT

Des tueurs qui galopent sur les toits, des dirigeants politiques abattus au fusil à lunette, une organisation discrète qui s'est spécialisée dans le crime politique sous l'innocente couverture du « human engineering » : elle prospecte parmi les demandeurs d'emploi à coups de batteries de tests ; puis s'attache les plus « doués » en qualité de mercenaires ; enfin leur confie des « missions » très particulières. On débouche sur la violence et sur le sang. Naturellement tout cela est du cinéma. Sauf à penser aux Kennedy, les spectateurs d'un film américain qui vient de faire sa sortie chez nous — « A cause d'un assassinat » — sont priés de s'en persuader. D'ailleurs, c'est bien loin l'Amérique, « ils » ont une telle tradition de violence, etc. Pourrait-on imaginer en France une organisation en trois volets, promotion professionnelle-travail à la demande-opérations « ponctuelles », comme la Parallax — c'est son nom dans le film — la met en œuvre ?

Bien sûr que non. Restons Français. Hormis des ressemblances formelles, par exemple entre le triptyque de la Parallax et le triple circuit officines de formation permanente-sociétés d'intérim-commandos de mercenaires, rien de commun. Mais il est toujours intéressant de savoir ce qui se passe dans son propre pays, même lorsque nos spécialistes de l'« human engineering » sont trop modestes pour rechercher la publicité. Or, dans ce pays, tisse inlassablement ses fils une organisation qui n'a pas d'appellation propre, pas d'organigramme, pas de statut juridique autre que celui de certaines de ses composantes, pas de direction unifiée, bref qui semblerait même ne pas avoir d'existence si une accumulation d'activités dispersées n'aboutissait à un même objectif : la défense de la classe au pouvoir. Cela sur tous les terrains : depuis l'entreprise, au profit du patronat le plus conservateur, jusqu'au politique, au profit de la droite U.d.r. et giscardienne. Avec un choix de moyens extraordinairement éclectique : polices privées, syndicats - maison, commandos de choc, sociétés d'intérim.

I. Saint-Etienne : l'attaque du commando Peugeot

« La fête est finie. Rentre là-dedans ! »

Il est 3 h 30 du matin, jeudi 12 avril 1973. Marcel Faure, 28 ans, émailleur à l'usine Peugeot de Saint-Etienne, vient, comme il le racontera plus tard, de sortir de l'atelier B 16 pour prendre l'air. Face à lui, une dizaine d'hommes, revêtus de treillis verts et manches de pioche à la main. Il n'y a pas à discuter : Marcel Faure recule aussitôt vers la cabine des gardiens, près du portail d'entrée. Trois ouvriers, grévistes comme lui, y sont déjà enfermés.

Puis, comme l'attention des hommes en treillis se relâche un instant, Marcel Faure en profite pour se glisser entre la cabine et le mur d'enceinte de l'usine. La voie est sans issue, il est bloqué. Les coups de matraque pleuvent. A moitié assommé, le crâne en sang, Faure est traîné à l'intérieur de la cabine des gardiens. Peu à peu, tous ses camarades du piquet de grève seront, comme lui, faits prisonniers. Eux aussi se sont laissés surprendre.

Dernière précaution, les hommes du commando disposent aussitôt deux containers devant la porte de la cabine où s'entassent les grévistes. A 4 h 30 du matin, l'usine est « nettoyée » des quelques dizaines d'ouvriers qui l'occupaient.

Une semaine plus tôt, le mercredi 4 avril, le travail s'était arrêté aux usines de Peugeot de Saint-Etienne. Les ouvriers de la « tôlerie » avaient préparé un cahier de revendications, l'avaient soumis aux autres ateliers, puis présenté à la direction. Qui refusait d'en discuter.

Réaction immédiate : la grève — avec occupation — est votée par la grande majorité des 1 050 ouvriers. Les syndicats (C.g.t., C.f.d.t., et F.o.) demandent à la direction l'ouverture de négociations. Nouveau refus : « Evacuez l'usine, reprenez le travail et nous discuterons. » Peugeot choisit l'épreuve de force.

Comme il est habituel lorsqu'une grève éclate dans quelque usine de l'empire Peugeot, la stratégie à appliquer sur le terrain est dictée de Paris. Le directeur de Saint-Etienne, Jean Charrel, 49 ans, ne sera donc que le pâle exécutant des décisions prises par l'état-major de la firme.

Et les grandes manœuvres commencent. Les grévistes occupent les trois quarts des locaux. La direction y fait aussitôt couper téléphone et chauffage. Elle regroupe les non-grévistes dans l'immeuble administratif, « le Château », et dans une partie de l'atelier des compresseurs.

L'escalade continue le lendemain. L'état-major parisien dirige vers Saint-Etienne quelques groupes d'ouvriers sûrs, prélevés dans ses autres usines. Avec l'aide de plusieurs dizaines de non-grévistes, ces « jaunes » pénètrent dans l'entreprise et tentent de remettre certaines machines en route. Sans grand succès.

Cela n'empêchera pourtant pas Jean Charrel, le directeur, d'annoncer à la presse, jour après jour, que le travail va reprendre, dès le lendemain, et que les grévistes sont de plus en plus isolés. Mais personne ne le prend vraiment au sérieux.

Le général et le colonel

Le général Feuvrier, lui non plus, n'a pas haute opinion de Jean Charrel. Il lui a d'ailleurs dépêché du renfort, la veille de la grève, en la personne de François Cusey. Cet ingénieur de 39 ans, père de 4 enfants, suivait un séminaire à l'Ecole des Hautes études commerciales de Jouy-en-Josas, lorsqu'un coup de téléphone l'a rappelé au siège social de la firme, 75, avenue de la Grande-Armée. Le soir-même, François Cusey prenait l'avion pour Saint-Etienne.

A peine arrivé, premier compte rendu téléphonique au général Feuvrier pour lui exposer la situation. Elle n'est pas bonne. Jean Charrel fait bien ce qu'il peut, mais cela ne suffit pas. Trois jours plus tard, le vendredi 6 avril, l'envoyé spécial du général retourne à Paris assister à une réunion de l'état-major Peugeot. Samedi matin, enfin, François Cusey repart pour Saint-Etienne, nanti de consignes brutales.

A l'heure où l'ingénieur François Cusey arrive de Paris, le 7 avril, les juges du tribunal des référés viennent de rendre publique leur décision. Ils autorisent Peugeot à faire appel aux forces de l'ordre pour chasser les piquets de grève de l'usine. Une première victoire.

Le mardi 10 avril, Jean Charrel demande donc au préfet Paul Camous d'appliquer la décision du tribunal. Il se heurte à un refus poli. Le préfet sait parfaitement que si la police s'en mêle, il y aura de la casse. Mieux vaut donc attendre. Première déception pour Peugeot.



boutiques à l'enseigne de la formation permanente, sociétés très anonymes, etc. Et un personnel ayant fait ses preuves ailleurs : ex-policiers, mercenaires, anciens baroudeurs d'Indochine ou d'Algérie, mais aussi demi-soldes de la collaboration avec les nazis, mais aussi agitateurs d'extrême droite et retraités de l'O.a.s., mais aussi syndicalistes C.f.t., mais aussi truands divers, proxénètes, indics, carambouilleurs ayant des loisirs... Et, de temps à autre, un ou deux hommes des Renseignements généraux.

C'est ce mécanisme que « l'Unité », après une enquête détaillée venant compléter les nombreux articles qu'elle a publiés depuis trois ans, démonte à partir d'aujourd'hui dans une série de documents exclusifs qu'elle consacre aux truands en col blanc — ou en bleu de chauffe, ou en tenue léopard — que le patronat et une certaine classe politique ont mis à leur service.

Le premier article de cette enquête, constitué par des « bonnes feuilles » du livre que notre collaborateur Nicolas Brimo, en compagnie de Claude Angeli, publie la semaine prochaine (Claude Angeli et Nicolas Brimo : « Une milice patronale : Peugeot », Editions François Maspero, collection Cahiers libres), raconte les exploits, très instructifs, des commandos de Peugeot à Saint-Etienne. Un document inédit révèlera ensuite comment, en utilisant — ou, carrément, en créant — des sociétés d'intérim, le patronat soucieux de « maintien de l'ordre » et de mise à mort des syndicats dans ses entreprises fabrique ses polices privées. Un autre encore la façon dont, en fondant des sociétés-écrans, on se sert de la « formation permanente » non plus seulement pour organiser des séminaires de cadres à Tahiti, mais pour alimenter les caisses secrètes des partis de droite.

Il est bien connu que la société française a atteint un degré de moralité tel qu'il n'y existe pas d'entreprises douteuses — le C.n.p.f. confirmera. Mais notre enquête apporte la preuve qu'il n'y manque pas de douteuses entreprises.

Tandis que traînaient en longueur ces démarches officielles, l'état-major parisien et ses deux représentants à Saint-Etienne, François Cusey et Jean Charrel, mettaient au point une tactique de remplacement. Le temps presse. A Sochaux, les chaînes de montage des 304 et des 504 commencent à manquer de pompes à huile et des autres pièces que fabriquaient les grévistes de Saint-Etienne. En quatre jours, Peugeot a déjà vu sa production quotidienne de voitures baisser de 50 unités (le 11 avril, par exemple, l'usine Peugeot de Lille ne fabriquait plus que 250 moteurs au lieu des 450 habituels). Il faut donc tout faire pour empêcher l'asphyxie.

Dimanche 8 avril, dans la soirée, avec l'accord de la direction générale de la firme, le général Feuvrier donne ses ordres. Il faut « nettoyer » l'usine de Saint-Etienne par une opération de commando.

Sur le papier, tout est simple. Les mercenaires attaqueront tard dans la nuit. A cette heure, les hommes des piquets de grève seront peu nombreux et ensommeillés. L'usine sera donc rapidement « libérée ». Des équipes venues de Sochaux, Mulhouse et Dijon récupéreront ensuite des pièces et aussi des matrices pour reprendre, ailleurs qu'à Saint-Etienne, la fabrication des pompes à huile. Si l'opération réussit, les non-grévistes pourront revenir dès l'aube et remettre en route les chaînes. La grève sera cassée.

La mobilisation est déjà en train. A Sochaux, le colonel Henri Cocogne, responsable des opérations « spéciales » à la direction du personnel, a passé en revue, les 6 et 7 avril, les hommes dont il dispose. Deux jours plus tard, c'est un lundi, le colonel a fait son choix et sélectionné les meilleurs. Très tôt le matin, il téléphone dans les ateliers et les bureaux où ses gens travaillent, et leur annonce leur départ pour Saint-Etienne dans l'après-midi. Rendez-vous est pris à la gare de Montbéliard.

Sur le quai, le colonel Cocogne retrouve 16 hommes. Tous de fidèles employés de Peugeot : entre 5 et 10 ans de maison. Et une équipe parfaitement homogène : il n'y manque même pas le militant de service de la C.f.t. Le colonel en tête, le groupe embarque dans le train pour Lyon. Les 16 hommes y arriveront dans la soirée du lundi 9 avril, et s'installeront dans un foyer de travailleurs célibataires en attendant l'heure « H ». Quant au colonel, il ira sur le terrain fignoler les derniers détails de l'opération.

D'autres hommes ont été mobilisés dans d'autres usines Peugeot. 24 ont quitté celle de Dijon, 11 celle de Mulhouse et 2 celle de Bart. Eux aussi arrivent à Lyon et s'installent dans un foyer. Mardi matin, le colonel Cocogne dispose donc déjà de 53 hommes pour constituer ses différents commandos. Mais cela ne suffit pas.

Il lui faut encore battre le rappel. Et faire venir auprès de lui un homme comme Michel Monneret. Cet employé administratif de Peugeot est, depuis le 1er avril, en vacances chez son frère et, quelle chance, à Saint-Etienne même. Le colonel Cocogne téléphone et Monneret accepte aussitôt de sacrifier quelques jours de repos pour casser du gréviste. Son passé a fait de lui un employé discipliné : 22 ans d'armée pour un grade d'adjudant à la sortie.

Quelques jours plus tôt, à Paris, dans un bureau du 109 de la rue de Courcelles, dans le 17e arrondissement, Marcel Michaut, responsable de la C.f.t. chez Berliet (1) était en conversation avec son ami Albert Gaillard, lorsqu'un coup de téléphone leur a demandé de se rendre au siège social de Peugeot. Ces deux hommes sont des experts : ils ont commencé à mettre en place pour Paul Berliet et son directeur du personnel Paul Brejeon, une véritable organisation policière à l'intérieur des usines de Vénissieux.

Peugeot a fait école. Avec l'aide de la C.f.t., grâce aux subventions de Berliet, Albert Gaillard est alors à la tête d'un réseau d'agences d'intérim : Siter, Sertra, Itel, etc. On y recrute pour Berliet des « jaunes » et autres ouvriers très spéciaux. Joli travail, mais la carrière d'homme d'affaires d'Albert Gaillard touche pourtant à sa fin : le 22 octobre 1973, il se verra interdire l'exercice de toute profession commerciale et industrielle.

Dès leur arrivée au siège de Peugeot, Marcel Michaut et Albert Gaillard sont vite introduits dans le bureau du général Feuvrier. Quelques mois plus tard, Marcel Michaut racontera ainsi cette entrevue : « Nous avons discuté quelques minutes avec Feuvrier. Il a dit à Gaillard : « L'usine est occupée. Il faut me vider tout cela le plus rapidement possible. » Aussitôt, nous avons pris l'avion pour Lyon. Puis nous sommes allés à Saint-Etienne et avons pénétré dans le bâtiment de la direction, qui n'était pas occupé par les grévistes. »

Là, Marcel Michaut et Albert Gaillard se feront remettre le plan des lieux. Au siège lyonnais de la Siter, 20, rue Creuzet, Gaillard recrutera ensuite une équipe supplémentaire. Dix hommes de plus pour le colonel Cocogne

Place du Châtelet, toujours à Paris, le lundi 9 avril, sept hommes ont rendez-vous autour de 21 h. Parmi les premiers arrivés, Jacques Schnell, 48 ans, surnommé « Tarass Boulba ». Il a été contacté, la veille, au bar de l'Association des anciens combattants de l'Union française, rue Saint-Joseph. Pour cet ancien parachutiste devenu déménageur, le raid prévu est une occasion de gagner facilement de l'argent : on lui promet 200 F par jour. Une aubaine qu'il a voulu faire partager à l'un de ses amis, un ancien para, lui aussi dans la débine, Christian Mercier. Tous deux partiront pour Lyon dans une Simca 1300, immatriculée 5370 YF 75, qu'un autre mercenaire, Michel Boetz, a loué chez Mattéi quelques heures plus tôt. Pour couvrir les frais du voyage, Boetz a reçu une avance, dans l'après-midi, au siège parisien de la Siter.

Le même soir, une autre voiture quitte la place du Châtelet. Au volant, Paul Tombini, 37 ans. C'est le prototype du mercenaire Peugeot : ancien parachutiste du 1er Rep, ancien de l'O.a.s., engagé comme mercenaire à Sochaux, Tombini, interpellé à plusieurs reprises par la police, est cependant resté un employé modèle pour la firme.

→

Arrêté une nouvelle fois, pour vol, puis condamné à deux mois de prison, Peugeot ne lui aura pas tenu rigueur de cette application dans la récidive. Une fois encore, on fait appel à lui.

C'est un meneur d'hommes, Paul Tombini. La veille de son départ pour Saint-Etienne, il a recruté, dans un bar proche de la Bastille, Bernard Melero, 30 ans, un pied-noir du Maroc. Ce sergent-chef du 94e régiment d'infanterie motorisée va profiter d'une permission pour jouer au mercenaire. Autre candidat au voyage, Hervé Valère, 30 ans, un ancien para reconverti dans la plongée sous-marine, rejoint place du Châtelet Tombini et Melero, suivi de près par Ferenc Bodo, un ancien légionnaire d'origine hongroise. A chacun, Paul Tombini a promis 5 billets de 100 F.

Deux voitures, six hommes et un chef : Paul Tombini. Le colonel Cocogne fera de cette équipe l'avant-garde de ses commandos.

Au soir du mardi 10 avril, 70 hommes (2) sont prêts. Pour les conduire de Lyon à l'usine de Saint-Etienne, trois cars sont loués à la société Philippe par Alfred Fabry, responsable à l'information du syndicat C.f.t.-Berliet. Tout est paré. A 15 h, Paul Tombini prévient les six hommes de son équipe : « L'opération est pour cette nuit. »

Peu avant minuit, un premier car bleu et jaune prend la route de Saint-Etienne. Les occupants des deux autres resteront « en réserve ».

Le rendez-vous avec les voitures d'accompagnement est fixé rue de la Monta, à Saint-Etienne, en face d'une station-service Elf. Le colonel Cocogne a tout réglé jusqu'au moindre détail : à ceux qui n'ont pas revêtu leur battle-dress, il fait distribuer des bleus de travail.

A 2 h 30 du matin, le car du premier commando, encadré par les deux voitures de l'équipe Tombini, se dirige vers les usines Peugeot.

Pour que la bande soit vraiment au complet, il ne manque plus que Jean-Claude Hourdeaux. Quelques minutes avant l'attaque, celui-ci rejoint le commando dans la rue Gutenberg, qui longe l'une des usines Peugeot. Ancien parachutiste, bien sûr, ancien de l'O.a.s., naturellement, ancien d'Ordre nouveau, comme il se doit, Jean-Claude Hourdeaux, 36 ans, est l'un des responsables de la sécurité à l'usine Peugeot de La Garenne, dans la banlieue de Paris. C'est un sportif et un méchant. De temps en temps, Hourdeaux participe à des stages d'entraînement parachutiste. Et ce n'est pas seulement pour se maintenir en forme.

Ce petit chef a la confiance du général Feuvrier. Jean-Claude Hourdeaux a en effet suivi depuis le début la mise au point du raid de Saint-Etienne. C'est aussi un ami de Paul Tombini : tous deux ont combattu dans le même régiment, au temps de la guerre d'Algérie.

Mercredi soir, Jean-Claude Hourdeaux a quitté Paris à bord de sa voiture. Il a roulé vite dans la nuit pour ne pas manquer l'heure « H » : 3 h 30 du matin, le jeudi 12 avril.

Clôture cisaillée à la pince

Le long de l'enceinte de l'usine, rue Gutenberg, les six hommes de Paul Tombini passent les premiers à l'action. L'un d'eux, Jacques Schnell, racontera plus tard : « A l'aide de pinces coupantes, nous avons cisaillé la clôture de l'usine et nous sommes entrés par derrière afin de surprendre le piquet de grève. »

A leur suite, le colonel Henri Cocogne, François Cusey, Jean-Claude Hourdeaux et les hommes de Mulhouse et de Sochaux s'engouffrent dans la brèche. Tous confondus dans l'action, du colonel aviateur breveté au truand déjà confirmé.

Première action d'éclat, ils interceptent un premier ouvrier, Marcel Faure, et le passent à tabac. Avec les armes du bord. Lors de son interrogatoire par la police, le 20 août 1974, Jacques Schnell précisera : « Nous avions des matraques, des chaînes de vélo, des grenades à plâtre et autres engins de ce genre. Ce matériel nous a été donné à Saint-Etienne. »

Le commando poursuit sa progression. Dans l'atelier d'outillage, les hommes en treillis tombent sur 20 autres grévistes. Matraque dans les côtes, ces derniers se feront conduire jusqu'à la cabine des gardiens pour y être à leur tour enfermés.

La petite armée du colonel Cocogne se dirige ensuite vers la seconde usine Peugeot. Un ouvrier, Roger Dubœuf, sort dans la cour pour voir ce qui se passe et reçoit aussitôt une barre de fer dans le genou gauche. Malgré sa blessure, il parvient à s'enfuir par le toit. D'autres grévistes, constatant qu'ils ne font pas le nombre, suivent le même chemin.

A chacune des haltes de son commando, le colonel laisse quelques hommes pour couvrir ses arrières. Les leçons de l'Ecole de guerre, sans doute.

A 4 h du matin, le colonel Henri Cocogne, François Cusey, Jean-Claude Hourdeaux et Paul Tombini pénètrent dans les locaux de la direction. Ils y retrouvent le directeur de l'usine, Jean Charrel et Jean-Marie Maulpoix, un ancien journaliste de « l'Est Républicain ». A leurs côtés, déjà parvenus jusqu'à ces bureaux, une quarantaine d'autres mercenaires qui ont pénétré dans l'usine par l'avenue de la Rochetaillée, sans rencontrer la moindre opposition.

Mission accomplie.

Les mercenaires et les «jaunes»

Maintenant, le travail va pouvoir reprendre. L'état-major parisien a, une fois de plus, tout prévu. Des mercenaires vont remettre certaines machines en route et charger dans des camions les pièces qui font défaut à Sochaux. D'autres surveilleront les grévistes prisonniers et les relâcheront avant l'aube par groupes de trois. A l'heure de la première prise de poste, les non-grévistes, convoqués un par un dans la soirée et, pour certains, en pleine nuit, arriveront à l'usine. Ainsi, le travail reprendra comme si rien ne s'était passé. Sur le papier, tout est simple.

La réalité sera moins brillante. Tout d'abord les hommes du colonel Cocogne se révèlent incapables de remettre la moindre machine en marche. Quant au chargement des camions, ils ne s'y intéressent guère, malgré les ordres.

A la première heure du matin, les non-grévistes — 200 au maximum — arrivent à l'usine. Ils y découvrent alors les hommes des commandos, leur armement et la trace des bagarres de la nuit. Malgré les adjurations de Jean Charrel et du colonel Cocogne, ils ne reprennent pas le travail. A l'extérieur de l'usine, les cris des grévistes, rassemblés devant les portes, se font de plus en plus violents. Les « jaunes » ne sont jamais des héros.

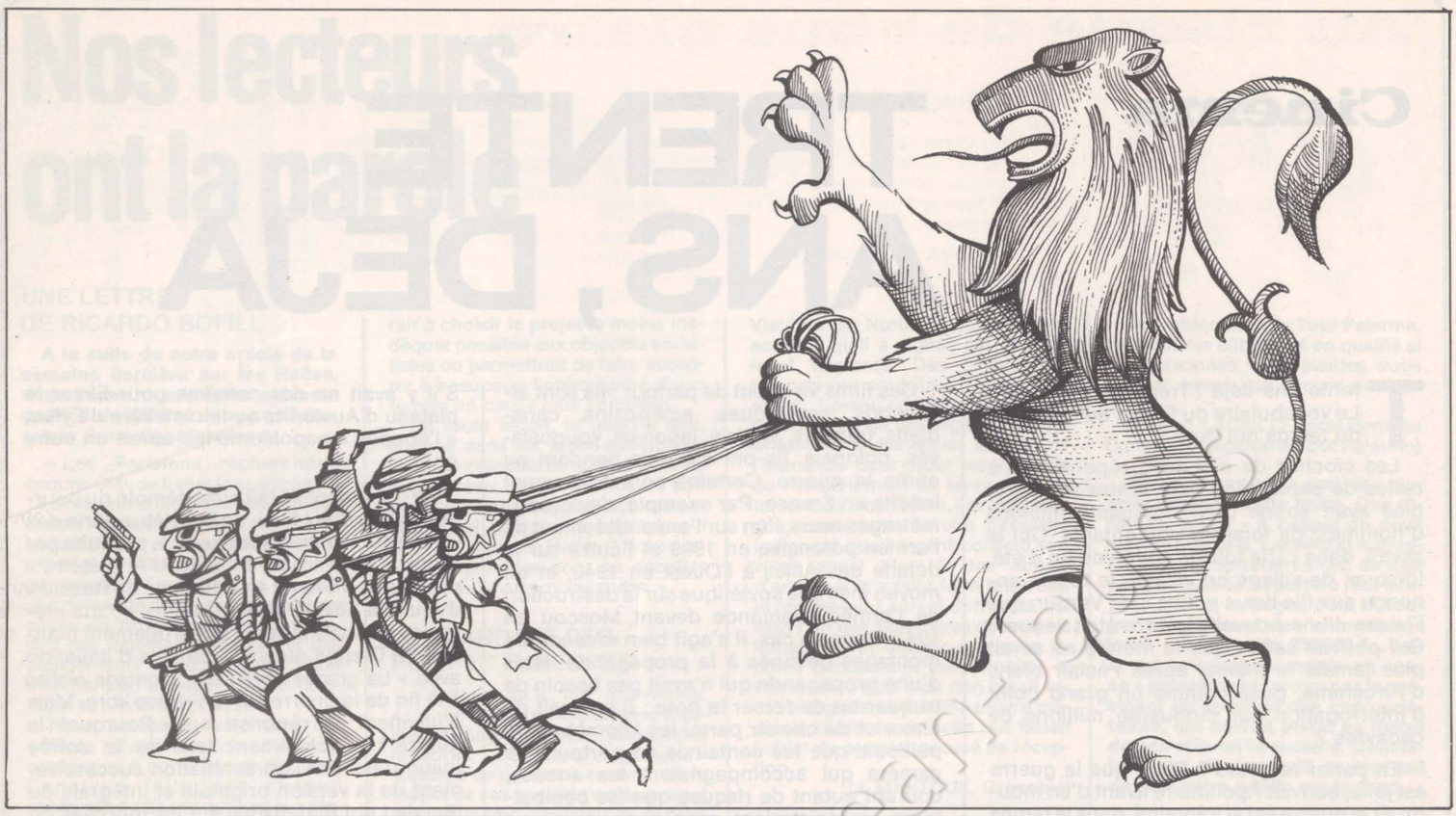
L'usine est cernée. La nouvelle de l'intervention des commandos s'est vite répandue dans Saint-Etienne et les grévistes sont venus aux portes de leur usine. Peu à peu, ils en bloquent toutes les issues.

Dès le début de la matinée, des grèves spontanées éclatent dans les entreprises voisines. Des ouvriers viennent rejoindre ceux de Peugeot. Les « jaunes » préfèrent alors quitter bien discrètement les lieux. Autour de Jean Charrel, Henri Cocogne, François Cusey et Jean-Claude Hourdeaux, il ne reste bientôt plus que des mercenaires.

La direction de Peugeot, à Paris, commence à s'inquiéter. Les radios, dans leurs journaux du matin, racontent le raid de la nuit. On y parle de commandos, de bagarre, du style « para » des assaillants, etc. Rien de très bon. Les coups de téléphone entre Paris et Saint-Etienne se font alors plus nombreux, plus tendus. Il faut trouver une issue. En attendant, un communiqué de Peugeot affirme que les commandos « étaient constitués de gardiens appartenant à la société ». Il faut bien dire quelque chose.

A 11 h 30, par l'intermédiaire du préfet de la Loire, la direction prend contact avec les délégués syndicaux. Elle promet que l'usine sera évacuée à 15 h ; que les négociations, obstinément refusées depuis une semaine, s'engageront aussitôt. De son côté, le préfet annonce simplement que l'usine sera gardée par les policiers. Dans l'attente d'un accord entre direction et syndicats.

A 15 h, l'évacuation commence. Sous la protection des C.r.s. et des policiers de Saint-Etienne, les premiers mercenaires embarquent dans les Estafettes bleues de la police locale. Quelques-uns reçoivent au









La police protège de la colère des ouvriers grévistes, la fuite du commando.

passage des boulons et des bouteilles vides lancés par les grévistes.On échange des coups. Un commissaire est atteint d'une pierre en plein front... Quelques instants plus tard, un groupe d'ouvriers arrive à pénétrer dans l'usine. Les hommes du colonel, surpris, prennent une correction.

Certains s'enfuient par les toits et quittent le quartier sans demander leur reste. D'autres ont moins de chance : les grévistes les rattrapent. Le dernier carré se réfugie dans le bâtiment de la direction autour du colonel Cocogne et attend l'arrivée des policiers. A 16 h, les six derniers quittent l'usine derrière les grillages d'un car aux vitres brisées.

Une vraie débâcle

37 hommes se retrouvent ainsi à l'hôtel de police de Saint-Etienne. Parmi eux, le colonel Henri Cocogne, ses adjoints et les autres participants de « l'opération-commando ». La police relève leurs noms, puis les relâche en fin de journée. Il ne leur reste plus qu'à quitter la ville.

Le colonel embarque ses hommes dans un car qui les conduit à la gare de Lyon-Perrache. Et là, direction Montbéliard et Mulhouse. Les hommes de Paul Tombini, eux, regagnent Paris par la route et par train. Enfin, François Cusey, Jean-Claude Hourdeaux et Jean-Marie Maulpoix s'en vont à Paris raconter la débâcle au général Feuvrier.

Chacun recevra son dû. Peugeot est une maison sérieuse : elle règle toujours ses dettes. Ceux de Sochaux, Mulhouse, Bart et Dijon se verront accorder des primes substantielles en fin de mois. Les hommes de Paul Tombini recevront chacun leurs 5 billets de 100 F. Pour sa prestation de service, la Siter d'Albert Gaillard aura droit à 5 millions d'anciens francs en trois versements. Le général Feuvrier réglera lui-même ce petit problème d'intendance.

Le colonel Henri Cocogne, enfin, enverra une lettre au dirigeant de la C.f.t., Marcel Michaut, pour le remercier de son aide. C'est un homme bien élevé.

Les tribunaux ne connaîtront jamais rien de cette affaire. Cinq ouvriers, membres du piquet de grève, porteront plainte pour coups et blessures. Le juge d'instruction Lalanne ouvrira une information, contre X, pour « coups et blessures volontaires ». Des policiers interrogeront les 37 hommes du commando dont ils possèdent l'identité ; ils le feront sans zèle, d'ailleurs. Et tous mentiront : les cadres de Peugeot comme les truands.

L'élection de Giscard à la présidence de la République leur évitera de se retrouver, fraternellement unis, dans un procès public. L'amnistie présidentielle tombera à point nommé. Elle sauvera Peugeot d'une condamnation inévitable.

Le 17 décembre 1974, le procureur de la République de Saint-Etienne rend une ordonnance définitive de non-lieu. « Attendu que les faits dénoncés auraient été commis le 12 avril 1973, qu'à les supposer établis, il s'agirait de délits commis à l'occasion d'un conflit du travail. Qu'ils se trouvent donc amnistiés, par application des dispositions de l'article 2 de la loi du 16 juillet 1974 portant amnistie. »

Depuis, la vie continue. Le général Charles-Valère Feuvrier, le colonel Henri Cocogne, François Cusey, Jean-Claude Hourdeaux et beaucoup d'autres travaillent toujours chez Peugeot.

CLAUDE ANGELI et NICOLAS BRIMO

(droits réservés Editions François Masperc)

(1) Marcel Michaut quittera la C.f.t., le 18 décembre 1973. Il fournira alors à la C.g.t. de nombreux documents sur son ancien « syndicat ».

(2) Ce chiffre de 70 est un minimum. Il est probable que les membres des commandos de Saint-Etienne étaient plus nombreux. Nous nous en sommes volontairement tenus à ces 70 dont nous possédons les identités précises et contrôlables.

Cinéma

TRENTE ANS, DEJA

Trente ans déjà ? Trente ans encore ? Le vocabulaire du temps qui passe ou du temps qui dure ?

Les cloches de mai 1945 répondaient à celles de septembre 1939. Entre temps, le glas avait sonné pour cinquante millions d'hommes, de femmes et d'enfants. Qui le savait, dans cette lourde soirée de fin d'été, lorsque, de village en village, le tocsin annonça aux fils des « poilus » de Verdun que l'heure d'une nouvelle guerre était venue ? Qui pouvait savoir que le monde ne serait plus jamais le même, après l'éclair blanc d'Hiroshima, posé comme un grand point d'interrogation sur cinquante millions de cadavres ?

En parler toujours ? Dieu, que la guerre est jolie, écrivait Apollinaire avant d'en mourir. Et la guerre est si lointaine, dans le temps et dans l'espace Phnom-Penh et Saigon, ce n'est pas la porte à côté. Encore que les charters entraînent vers Bangkok des rêves d'Emmanuelle et que, dans leurs silos, veillent sur Moscou et New York les fusées nucléaires. Hitler est bien mort et, avec lui, le nazisme et le fascisme. En êtes-vous bien sûr ?

Le trentième anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ou de la guerre mondiale, commencée en 1914 par deux coups de pistolet, l'un sur un archiduc issu d'une histoire millénaire, celle de l'Europe des rois et des empereurs, l'autre sur un petit homme barbu porteur d'une éternelle espérance, celle de la paix. Comment en parler ?

Plutôt que par des discours devant les monuments aux morts, une commune d'union de la gauche, dirigée par les socialistes, a choisi l'image. Pas l'image des contes de fées, qui ne montre pas les gorges tranchées des filles de l'ogre. L'image cinématographique, venue d'un peu partout, comme un témoignage et un souvenir. L'image à l'état brut ou l'image calculée, celle qui montre et celle qui voudrait démontrer.

A Bondy, de ce samedi jusqu'à mercredi prochain, une rétrospective 1939-45. Quelques films de fiction, choisis parce qu'ils sont avec le minimum de concessions à l'égard de la guimauve héroïque ; des montages de propagande qui expliquent pourquoi il fallait mourir ; et des images qui disent comment, en réalité, on mourait.

Le spectateur découvrira, de ci de là, du déjà-vu. D'abord parce que la guerre est toujours la même. Ensuite parce que beaucoup de films, notamment à la télévision, ont repris des extraits de documents originaux. Or, ce sont ces documents originaux que les organisateurs de la rétrospective de Bondy ont voulu présenter, toutes les fois qu'il leur fut possible de se les procurer. Etant entendu qu'il en existe encore beaucoup, enfouis dans des archives civiles ou militaires, qu'on ne connaît pas encore.

Ces films viennent de partout : ils sont allemands, soviétiques, américains, canadiens, français, anglais, japonais, yougoslaves, polonais. Ils ont été faits pendant ou après la guerre. Certains sont totalement inédits en France. Par exemple, deux longs métrages nazis, l'un sur l'anéantissement de l'armée polonaise en 1939 et l'autre sur la défaite des Alliés à l'Ouest en 1940, et un moyen métrage soviétique sur la destruction de l'armée allemande devant Moscou en 1941. Dans ce cas, il s'agit bien entendu de montages destinés à la propagande. Mais d'une propagande qui n'avait pas besoin de truquer ou de forcer la note : il suffisait de filmer et de choisir parmi les kilomètres de pellicule que les centaines de porteurs de caméra qui accompagnaient les armées, courant autant de risques que les combattants, enregistraient avec sans doute au cœur la rage de réussir le document le plus unique et le plus exceptionnel. Et la guerre est alors présente, à l'état primitif. Affreuse, parce que les vaincus ne sont jamais beaux.

Programme

SAMEDI 26 AVRIL

15 h : Les nus et les morts (U.s.a.)
17 h 30 : L'arc en ciel (U.r.s.s.)
20 h 30 : Soirée inaugurale
Français vous avez la mémoire courte (France).
Requiem pour 500 000 (Pologne).
Triumphe des Willems (Allemagne).

DIMANCHE 27 AVRIL

15 h : Attack (U.s.a.)
17 h 30 : Le sable était rouge (U.s.a.)
20 h 30 : Dieppe, ou « la générale » (Canada).
Pourquoi nous combattons (U.s.a.)
n° 4 - Bataille d'Angleterre:
n° 5 - Bataille de Russie.
23 h : Ici l'Allemagne (Grande-Bretagne).
Le 9e cercle (Yougoslavie).

LUNDI 28 AVRIL

15 h : Et l'amour pend au gibet (R.f.a.)
20 h 30 : Ambulance (Pologne).
La maîtrise des airs et des mers (Canada)
Sieg im westen (Allemagne).
23 h : Les feux dans la plaine (Japon).

MARDI 29 AVRIL

15 h : 6 juin 44 (France).
L.m. à déterminer.
20 h 30 : Le calvaire d'Ortona (Canada).
10 juin 44 (France).
Feuertaufe (Allemagne).
23 h : La grande épreuve (France).

MERCREDI 30 AVRIL

20 h 30 : Un matin calme (Canada).
Fin des troupes allemandes devant Moscou (U.r.s.s.)
23 : Mein Kampf (Suède).

(Projections à la Salle Jean-Giono, avenue Léon-Blum, Bondy-Nord).

S'il y avait eu des caméras pour filmer le plateau d'Austerlitz ou le cimetière d'Eylau, « l'épopée » napoléonienne aurait un autre goût.

Le document se fait aussi témoin du pourquoi, avec deux films de la célèbre série des « Pourquoi nous combattons », produite par Frank Capra : « La bataille d'Angleterre » d'Anthony Veiler et « La Bataille de Russie » d'Anatole Litvak, avec plusieurs courts métrages canadiens sur le débarquement manqué de Dieppe ou sur la bataille d'Italie, ou avec « La grande épreuve », montage réalisé à la fin de la guerre sur la France libre. Mais également la réponse au « Pourquoi la guerre ? » Notamment lors de la soirée inaugurale, par la présentation successivement de la version originale et intégrale du film de Leni Riefensthal sur les journées du Parti nazi à Nuremberg — la télévision française en a donné une version réduite — et « Requiem pour 500 000 », le court métrage réalisé en 1946 par le Polonais Jerzy Bossak sur la vie et la mort du ghetto de Varsovie, exclusivement d'après les documents allemands. Le nazisme tel qu'il se présentait et tel qu'il était.

Une grande flaque de sang. Une grande passion d'horreur. Avez-vous vu « Ambulance », un court métrage polonais de dix minutes ? Pas un commentaire, pas une voix. Des chants d'oiseaux et l'aboiement d'un chien heureux. Des enfants qui montent dans une ambulance à la dérisoire croix rouge. Et le tuyau d'échappement branché vers l'intérieur. Ces voitures-là suivirent les commandos spéciaux qui appliquaient dans l'Est européen la « solution finale » du problème juif.

C'est le tout qui veut dire tout. Et, cependant, quarante heures de projection ne permettant pas de tout dire. Une esquisse pour cinq années de malheur. Mais une esquisse pour gens attentifs, qui découvriront qu'à l'heure du printemps, lorsque les regards se tournent déjà vers le repos des vacances, vers le soleil des plages et des campagnes, vers l'explosion de vie des étés pacifiques que l'homme modèle des statistiques des pays occidentaux ne connaîtra que soixante dix fois, la menace est toujours présente. Cinquante millions d'hommes, de femmes et d'enfants n'ont pas eu droit à leur ration de 70 étés, par la seule volonté d'autres hommes. Où est la guerre ? Où est Hitler ?

GEORGES FRAMERIES

« Le cinéma témoin 39-45 », du samedi 26 avril au mercredi 30 avril.

Renseignements : Association Bondy-Culture, 23 bis, rue Roger-Salengro, Bondy (tél. 847.15.27). Séances spéciales prévues également pour les élèves de lycées et collèges.

Nos lecteurs ont la parole

UNE LETTRE DE RICARDO BOFILL

A la suite de notre article de la semaine dernière sur les Halles, nous avons reçu la lettre suivante de Ricardo Bofill et de son collaborateur René Chardavoisne.

« Les Parisiens recherchent, comme Claude Estier le soulignait le 18 avril, une architecture spécifique et non « passe-partout », un lieu de rencontre et d'animation, un lieu privilégiant l'espace (« collectif ») par rapport à l'architecture. La gauche demande de plus une remise en cause du programme : augmentation des logements sociaux et des équipements collectifs, répartition des charges financières moins favorable aux intérêts privés.

Nous acceptons volontiers ces critères d'appréciation d'ailleurs conformes à notre démarche. Mais l'analyse faite par chacun confronte-t-elle ces critères aux réalités pas toujours apparentes des solutions techniques proposées ?

1° La densité des passants sera si forte qu'aucun espace vert ne résistera à moins que la foule ne soit drainée à travers un réseau de rues et de places et la verdure protégée par les dispositions architecturales (les jardins publics en ville sont clos).

2° La plantation d'arbres n'aura pas forcément l'aspect attendu, surtout sur le toit d'une architecture enterrée : leur croissance sera lente, aléatoire ; leur feuillage léger — ou inexistant en hiver — les façades des bâtiments longeant cet espace seront bien présentes...

3° Les passants seront moins touchés par l'orientation oblique qu'ils ne percevront pas sur le terrain, que par les perspectives créées par les dispositions relatives des bâtiments anciens ou nouveaux et les volumes définis par les façades. Pour en juger, il faudrait regarder les photos de la maquette prises à hauteur d'homme plus que d'embrasser l'ensemble d'en haut...

4° Les flâneurs des quartiers populaires venus par le métro chercheront des terrasses de café d'où participer au spectacle permanent de la rue. Où pourront-ils les trouver si les constructions prévues ont chacune un usage particulier ? Supporteront-ils de retrouver une fois encore les images de marques obsédantes des sociétés qui siègeront derrière ces façades ?

5° Comment le Conseil de Paris entretiendra-t-il ces lieux publics si les dispositions ne s'y prêtent pas ? Comment dans l'avenir, sera-t-il possible d'affecter à d'autres usages mieux adaptés aux besoins de la collectivité les constructions actuelles ?

Ne faut-il pas dès maintenant choisir une architecture la moins dépendante possible des fonctions qui lui sont assignées ?

Approfondir ce débat entre les concepteurs et les intéressés aiderait à choisir le projet le moins inadéquat possible aux objectifs socialistes ou permettrait de faire accepter à beaucoup l'opportunité d'une remise en cause plus complète.

De toute façon, la gauche doit, comme dans les luttes syndicales, fixer ses objectifs de qualité de la vie à un niveau tel que la victoire soit possible dans le rapport de force actuel. Quel choix cela implique-t-il pour le forum des Halles ? Nous restons disponibles pour en débattre autant qu'il vous conviendra. »

LE SCANDALE DES POMPES FUNEBRES

« Autant qu'il me souvienne, « l'Unité » a mis en cause, avec d'autres journaux ou revues, les pompes funèbres. « Le Canard enchaîné » ajoute, à ce que vous en avez dit, le toupet de ces sociétés qui imposent leur loi, même aux familles de ceux qui ont fait don de leur corps à un labo d'anatomie. N'engagerez-vous pas une campagne contre le scandale de ces petits Etats dans l'Etat ? Pourquoi ce dernier, ou le département, ou le canton, ou la commune ne dénonceraient-ils pas, d'office, les contrats passés avec ces sociétés de vol autorisé, et organisé, pour prendre en charge, avec une classe aux moindres frais, les enterrements, laissant à ceux qui n'en voudraient pas la liberté de s'adresser ailleurs ?

Mes 74 ans en ont, pourtant, vu de toutes les couleurs, mais je n'imaginais pas lire un jour dans un journal qu'au pays des droits de l'Homme, un menuisier s'était vu refuser le cercueil que son oncle lui avait demandé de faire pour son enterrement ! »

Mme ARNAUD, 43 Espaly

DES DEUX COTÉS

« Le Cambodge et le Vietnam semblent devoir au même moment changer de régime au terme d'opérations militaires qui se sont amplifiées ces derniers mois sur des théâtres d'opérations de plusieurs centaines de kilomètres de profondeur. Des régimes décriés s'effondrent, on parle de libération. Dans la mesure où la résistance à ces opérations ne viendrait que de l'obstination maniaque et sanguinaire des Américains, la présentation de ces événements que font l'ensemble des journaux de gauche et notamment « l'Unité », serait non seulement tolérable, mais explicable. Mais si les Américains ont armé les forces militaires des gouvernements de Phnom-Penh et de Saïgon, celles-ci viennent de succomber contre des forces également armées par des pays étrangers. Des victimes innombrables ont été causées aussi bien par un camp que par l'autre dans des conditions également inhumaines. L'intervention du Vietnam du Nord en violation des accords qu'il a signés est absolument flagrante. Des organismes français ont contribué à ces armements. Lorsqu'en 1973 j'ai adressé un don à un de ces organismes qui avaient lancé des appels au nom de l'humanité pour aider les victimes du Nord-Vietnam au terme de l'intervention américaine, j'ai reçu avec des remerciements une circulaire indiquant que l'argent collecté servirait aussi bien à des achats d'armes. Il m'a fallu faire intervenir le professeur Laurent Schwartz, qui était l'un des signataires des appels initiaux, pour obtenir une mise au point (strictement personnelle) et l'assurance que mon don serait remis intégralement à une œuvre médicale distincte de celle qui faisait l'objet du premier accusé de réception. »

(J. MANTOUK, Grenoble)

TOUR PALERME ET SYNDICAT

« Un des copropriétaires de la Tour Palerme vient de m'apprendre que je suis mis en cause dans votre article « Une tour pendable » (n° 153) dans des conditions telles que vous me permettrez d'user du droit de réponse en protestant avec vigueur contre le fait d'avoir été cité sans que vous en ayez été autorisé : en effet, je n'ai ni rencontré Jean-Loup Reverier ni participé à la mise au point de cet article, pas plus que l'un quelconque des membres du Conseil syndical de la Tour Palerme, dont j'assure la présidence. Je vous laisse donc l'entière responsabilité des faits que vous citez ; quant aux vrais problèmes de la Tour Palerme, votre article eût gagné en qualité si les personnes compétentes vous avaient donné leur accord pour en traiter ».

(Gérard LACAILLE, président du Conseil syndical de la Tour Palerme).

Ce n'est pas sans surprise que nous avons lu cette lettre. Que disait l'article ? « A l'appel de deux d'entre eux, MM. Lacaille et Anquetil, les copropriétaires ont dû agir pour obtenir le départ de leur premier syndic, la Segfa, dont le budget prévisionnel des charges les lésait par erreur de 750 000 F». Voilà qui ne saurait « mettre en cause » personne et surtout pas le président du syndicat des copropriétaires, qui devrait plutôt se flatter de son rôle en la matière. Constatons par ailleurs qu'il ne reprend en rien notre article sur le fond.

DES MOTS CROISES ?

« Quand un socialiste a terminé la lecture de « l'Unité », il ne lui reste plus qu'à regretter qu'un hebdomadaire qui se veut populaire ignore complètement l'existence de milliers de cruciverbistes ; les mots croisés seraient-ils considérés par vous comme une activité antisocialiste ? J'ose espérer que non, et me faisant l'avocat de tous mes camarades motcroisistes, je vous supplie à deux genoux de bien vouloir publier chaque semaine dans « l'Unité » un problème de mots croisés. Merci. »

(Joël PIERSON, 77 Avon).

GROUPE DES INDUSTRIES METALLURGIQUES
DE LA REGION PARISIENNE
34, Avenue Charles-de-Gaulle
92202 Neuilly-sur-Seine

RAPIDE ... INFORMATION ... RAPIDE ... INFORMATION ...

31 776 Le 9 janvier 1975

CONTROLE MEDICAL

Nous avons, à diverses reprises, attiré votre attention sur la possibilité qui vous est apportée de faire procéder, le cas échéant, à des contrôles médicaux, en cas d'absence des salariés pour cause de maladie, en application d'un droit reconnu aux employeurs dans les conventions collectives de la Métallurgie.

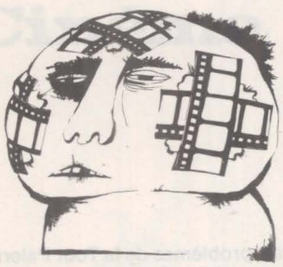
ENCORE SECUREX

Sécurex s'installe aussi dans la région parisienne avec la bénédiction du C.n.p.f. A preuve cette circulaire interne du Groupe des industries métallurgiques de la région parisienne, en date du 9 janvier 1975 et portant la référence 31 776.

Dans cette note, le patronat de la métallurgie précise qu'« un accord a été passé entre le Groupe et le secrétariat social Sécurex ». Et qu'en cas de problèmes juridiques, c'est le syndicat patronal lui-même qui se charge d'assurer la défense de l'entreprise qui a fait appel à Sécurex.

A part ça, Sécurex n'a rien à voir avec le C.n.p.f. !

Au risque de vous plaire



Cinéma

*** Alan Pakula : A cause d'un assassinat.**

Comment on étouffe un crime politique et comment un gêneur professionnel remonte la « murder connection ». Pakula sollicite exagérément les effets et hésite un peu trop entre réalisme et fantastique — il aura besoin de plus de rigueur pour son prochain film, sur Watergate cette fois... Mais l'ensemble reste d'une force étonnante.

*** Mel Brooks : Frankenstein Junior.**

Une grande date du comique américain. Après ses pastiches-charges de comédie musicale (« Les producteurs ») et de western (« Le shérif est en prison »), Mel Brooks s'attaque cette fois au cinéma d'épouvante. C'est irrésistible. Et, en même temps, plein d'une tendresse respectueuse pour les grands pionniers du genre dans les années 30.

*** Heynowski et Scheumann : La guerre des momies.**

Un document sur la bourgeoisie chilienne sous Allende, puis dans le putsch fasciste, enfin sous Pinochet : une heure et demie d'images qui est la plus efficace des explications politiques.

*** Freedman et Messina : Skezag.**

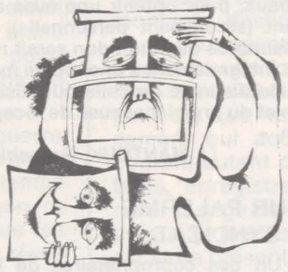
Enfin « lâché » par la commission de censure, le récit de l'itinéraire d'un ancien combattant noir du Vietnam tombant dans la drogue et la délinquance.

*** René Clair : Les grandes manœuvres.**

La reprise du mois : le plus subtil peut-être et en tout cas le plus touchant des films de René Clair. Avec, dans le rôle inoubliable du Don Juan pris au piège, Gérard Philipe.

*** Billy Wilder : Spéciale première.**

Bien sûr, c'est du théâtre filmé... mais la bonne vieille comédie signée Ben Hecht est restée très efficace. Bien sûr, Billy Wilder a filmé « gros »... mais elle était — elle est ? — énorme, elle aussi, la réalité qu'il raconte (la presse à sensation, la hantise des « rouges », la police qui se trompe de suspects et a le revolver un peu facile, etc.).



Télévision

VENDREDI 25 AVRIL

Quand la foi servait de prétexte à casser de l'Arabe : « Nos aïeux les Croisés » (20 h 30, F.r. 3).

Jean Rabaut, Jacques Duclos, Arlette Laguiller et Gérard Rosenthal au magazine Apostrophes consacré à Trotski (21 h 40, A 2).

Ce qui a été le film-manifeste du nouveau cinéma suisse : « La Salamandre » d'Alain Tanner (22 h 55, A 2).

SAMEDI 26

Le chanteur Jacques Higelin aux Après-midi de Michel Lancelot (14 h 05, A 2).

France-Portugal de football (16 h 55, A 2).

Pour le 30e anniversaire de la libération des camps de concentration : David Rousset (17 h 30, France-Culture) et le fameux court métrage d'Alain Resnais, « Nuit et brouillard » (20 h F.r. 3).

Le chanteur breton Alan Stivell (22 h 25, T.f. 1).

DIMANCHE 27

L'art et le mécénat (20 h, F.r. 3).

La magazine de Rossif-Chazal, Pour le cinéma (22 h 45, T.f. 1).

LUNDI 28

Entre la vie et le cinéma, où est le réel et où est la fiction ? « Projection privée », une œuvre très (trop ?) intelligente de François Leterrier (20 h 30, F.r. 3).

Tourné sur place, en pleine guerre d'Espagne, l'admirable film (inachevé), « Espoir », de celui qui aurait pu être un grand auteur de cinéma : André Malraux — et un débat sur l'Espagne (20 h 35, T.f. 1).

MERCREDI 30

Dur, impitoyable : d'après Norman Mailer, « Les nus et les morts » de Raoul Walsh, sur la guerre dans le Pacifique (20 h 30, F.r. 3).

Une forme supérieure du marivaudage : « Les exilés », une dramatique d'après Joyce menée par Pierre Vaneck (20 h 35, T.f. 1).

JEUDI 1er MAI

Un festival de charme, en bonne partie grâce à Cary Grant et Deborah Kerr : « Elle et lui », d'un maître de la comédie filmée américaine, Leo Mc Carey (20 h 30, F.r. 3).

Très attendu : « Gouverneurs de la rosée », une dramatique chargée de poésie et de force politique, signée Maurice Failevic (20 h 35, A 2).



Livres

*** Théodore Louis et Jean Pigeon : Le cinéma américain d'aujourd'hui (Seghers, coll. Cinéma 2000).**

1967-1975 : une renaissance, due à la « nouvelle vague » américaine. Loin d'Hollywood en crise où les « Majors » cherchent à se régénérer, le néo-romantisme, la politisation, le cinéma hippisant, le miroir promené le long des routes U.s., l'humour noir, le pan-sexualisme, le cinéma du malaise... Et une conclusion plutôt (trop ?) pessimiste sur l'avenir.

*** « Cinéma 75 », avril (6 rue Ordener, Paris 18e).**

Une étude sur ce qui est devenu un phénomène sociologique, le cinéma-karaté, et un dossier « super 8 » qui intéressera — notamment — plus d'un militant politique.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*70 F* ☐
normal d'un an à	*120 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes (Paris 9e) - Tél. 878.40.73

Administration : 41 bd de Magenta (Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition — 75009 PARIS
Imprimérie E.T.C. 76 - Yvetot

changer la vie culturelle

Théâtre

CHEREAU DEMOBILISE « LEAR »

Un texte dont la lecture révèle toute la violence poétique, une mise en scène si dépouillée qu'elle en devient linéaire et que le jeu des acteurs traités comme de grandes marionnettes s'inscrit dans les décors géométriques de Peduzzi, telles des notes sur une portée. Et pourtant... Le « Lear » de l'auteur anglais Edward Bond, présenté par le T.n.p. à Villeurbanne — et, demain, dans plusieurs villes de province — même s'il est, sur les plans esthétique et dramatique, la meilleure des créations de Patrice Chéreau, reste au fond contestable.

A une société totalitaire que son maître Lear cherche à protéger, par un mur, de la contamination des hommes et des idées, succède — sous prétexte de libéralisme — une nouvelle société instaurée par les filles de Lear (Bodice et Fontanelle) qui, après une révolution de palais n'entamant pas les structures, accentue la pression « fasciste ». Lear seul est dépossédé et, pour échapper à sa nouvelle misérable condition, se réfugie dans ses fantasmes, se mure dans sa folie. Jusqu'au jour où les paysans se révoltent, où le peuple conduit par Cordelia, la veuve du fossoyeur, prend le pouvoir et libère Lear. Tout n'est d'ailleurs pas clair dans la succession des faits ; poésie et esthétisme parfois granguignolesque l'emportent sur l'énoncé des idées.

Edward Bond rejette dans sa pièce tout désir partagé de liberté et de socialité. Il refuse le temps, il rejette l'Histoire, il prêche pour un désengagement désespéré. Le seul souhait de Lear est de « retraverser sa vie pas à pas ». Toutes les interventions de sa conscience, symbolisée par le fantôme du fossoyeur, le poussent à l'isolement à travers un pseudo-romantisme bien proche des hippies, comme en témoigne l'avant-dernière scène.

En créant une œuvre où disparaît jusqu'à la notion de promesse, Patrice Chéreau ne peut nous demander de nous associer à un choix démobilisateur. Il n'en reste pas moins, réel, le travail du metteur en scène qui nous offre une des réalisations les plus belles, les plus dépouillées de ces dix dernières années.

R.B.

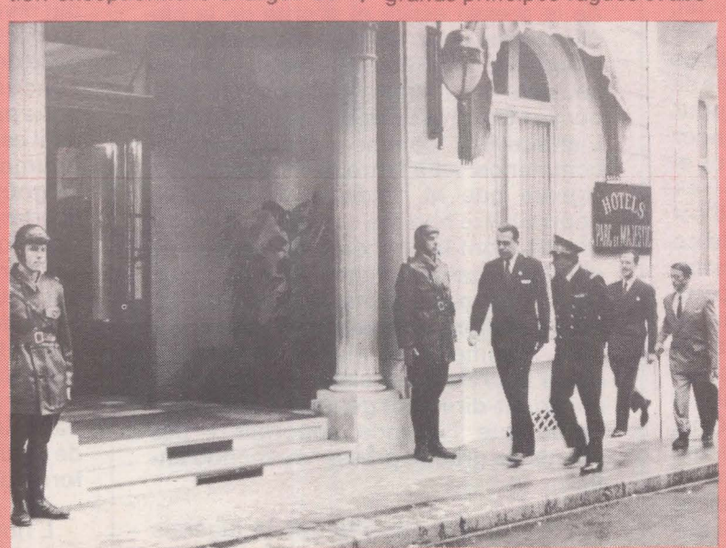
Cinéma

LES GERMES DU TOTALITARISME

Quand Costa Gavras commet un nouveau film, il ne faut pas s'attendre à une révolution esthétique. La forme dans laquelle il intègre son discours est on ne peut plus classique ; la pellicule déroule une fable rondement menée, soulignée par les procédés techniques les plus éprouvés : champ, contre-champ, travelling, contre-plongée... Le bon élève n'a aucune audace dans la caméra. « Section spéciale » demeure dans cette sage tradition. Son intérêt est ailleurs : dans le sujet même. Costa Gavras s'est penché sur cette date du 21 août 1941 où un décret fabriqué de toutes pièces par Pucheu, ministre de l'Intérieur de Pétain, a promulgué une loi scélérate et criminelle permettant de tuer légalement n'importe qui pour n'importe quoi. Pour faire appliquer la loi, le décret portait également création de la juridiction exceptionnelle chargée de cette ignoble besogne : une « section spéciale de la Cour d'appel de Paris ». Et tout cela pour apaiser l'occupant nazi. Car, ce même 21 août 1941, le militant communiste Fabien aurait abattu un officier allemand au métro Barbès : « Il faut donner six têtes aux Allemands, sinon ils feront exécuter des otages de qualité, des magistrats, des avocats peut-être ». Alors, on sort de prison une douzaine d'hommes, des Juifs et des communistes, jusque là condamnés à des peines bénignes, pour les juger à nouveau. « N'oubliez pas, dit le président aux juges qui l'entourent, que parmi ces douze dossiers il faut trouver six peines capitales avant ce soir ». La conscience de certains juges se rebellera : il n'y aura que trois victimes.

Si Costa Gavras et son scénariste Jorge Semprun ont choisi ce moment du pétainisme et de la collaboration, c'est qu'il leur permet de surprendre le totalitarisme dans ses germes mêmes ; à ce moment où la police se met à commander à la Justice, à ce moment où le pouvoir exécutif décide de faire du judiciaire son simple exécutant. Rien à voir avec les parades et les cérémonies officielles. Rien à voir avec les discours anodins et autres facéties. La gangrène est dans les faits : pendant qu'un chef d'Etat manie publiquement les grands principes vagues et abstraits, dans l'ombre le chef de sa police prépare les exactions de la dictature. C'est un processus inquiétant qui ne manque malheureusement pas de se reproduire de temps à autre, au hasard des soubresauts de notre morale.

J.-P.L.



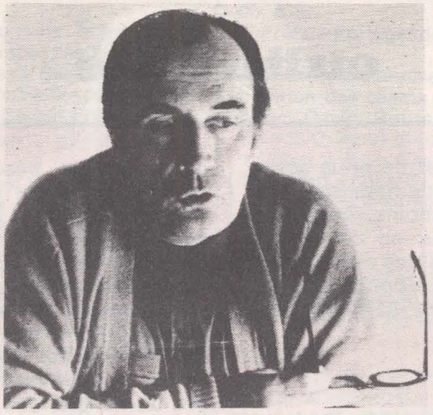
Michel Lonsdale, Pucheu, dans « Section spéciale ».

Livres

POCHES POUR LES ENFANTS

L'Ecole des loisirs — tout comme Grasset-Jeunesse — fait un remarquable travail dans le domaine du livre pour enfants. Nous l'avons déjà dit dans ces colonnes. Il faut le répéter au moment où cette maison d'édition vient de se distinguer par une heureuse initiative : lancer une collection d'albums-livres d'enfants en format de poche. Les livres coûtent de plus en plus cher. Les familles les plus pauvres, dans un budget à peine suffisant pour vivre, trouvent difficilement de quoi acheter des volumes de 30 ou 40 F pour leurs gosses. De fait, l'inégalité culturelle ne cesse de croître : le fils du pharmacien ou du cadre dispose de la bibliothèque paternelle, le fils de l'O.s. ou du travailleur immigré de rien... ou de bandes dessinées racistes et bellicistes à 1 F. « Renard poche » — c'est le titre de la collection de L'Ecole des loisirs — peut donc contribuer à réparer cette injustice. Pour 10 ou 11 F (le prix de 2 paquets de bonbons !) les plus déshérités pourront lire autre chose que des volumes méprisants ou abêtissants. Six titres sont déjà parus à l'intention de différentes tranches d'âge : pour les 5 à 9 ans « Le paysan, son fils et l'âne », « L'Olympiade des éléphants », « Mais je suis un ours » et « L'auto de pluie » ; pour les plus jeunes « Félix Parfait » ; pour les 8 à 12 ans « La famille Fenouillard ». D'autres ouvrages suivront. Espérons seulement qu'on y trouvera un graphisme plus égal et plus exigeant que dans les premières parutions où certains coups de plume ont besoin d'un sérieux dépoussiérage. Mais cette réserve n'enlève rien au bien-fondé et à l'utilité de la collection.

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Dimanche 20 avril

Ils vous useraient les nerfs si l'on ne s'habituait à tout ! On a compris qu'écrivant ces mots j'écoute France-Inter, façon pour moi de tromper le temps sur l'autoroute du sud aux heures chaudes du dimanche soir. Cette fois-ci ce sont la revue de la presse hebdomadaire et, un peu plus tard, le journal de 20 heures qui passent la mesure. On pensera que cela arrive si souvent que j'aurais pu le remarquer plus tôt. Mais pourquoi s'en prendre à ceux-ci plutôt qu'à ceux-là quand tout un système est en cause ? J'ajoute qu'en dépit de mes indignations cumulées il suffit d'une émission correcte, d'un journaliste scrupuleux pour que l'illusion me berce derechef d'une information qui refuserait de se faire propagande. Je n'arrête pas de me fâcher... et de continuer d'espérer. D'ailleurs, ce soir, il ne s'est rien passé de vraiment scandaleux : pas de fausse nouvelle, pas de truquage évident, pas d'amalgame grossier. Non. Tout simplement l'information à sens unique, le mensonge par omission. La routine, quoi ! On pourrait croire à la fin de cette journée du 20 avril qu'il n'y a de malheur dans le monde que pour les généraux vaincus du Cambodge, d'inquiétude que pour le sort des libertés au Portugal, de violence que dans l'annonce par Georges Marchais de possibles troubles sociaux en France. De M. Chirac et de sa politique, on ne nous parle que pour applaudir à sa résolution de relancer l'économie (par l'investissement) et si l'on cite le nom d'un opposant — en l'occurrence Louis Mermaz — c'est pour observer aussitôt que l'avis de ce dernier (l'accent mis sur la consommation) a contre lui le verdict des experts (quels experts ? Ceux de M. Chirac ?). Mais sur la situation de l'emploi, la récession industrielle et les raisons qui incitent le gouvernement à retoucher ses prévisions, pas un mot. De même, rien de notable en France que ce qui touche à l'U.d.r. On analyse, tourne et retourne le discours prononcé par le Premier ministre-secrétaire général devant son Conseil national. Les autres formations politiques ? Néant. France-Inter complète le paysage en insistant sur les 56 % d'opinions favorables qu'un sondage de « l'Express » accorde aux velléités de changement de M. Giscard d'Estaing. Bien entendu, les mêmes journalistes n'ont rien dit cette semaine de la cote de sympathie (64 %) que le sondage « Figaro »-Sofres attribue aux socialistes tandis que le parti de M. Giscard d'Estaing piétine à 46 %, ni du sondage « Aurore »-Publimétrie qui constate la chute du parti de M. Chirac à 20 % des intentions de vote. Et ainsi de suite.

Ces exemples pris sur le vif ne font qu'illustrer la démarche insidieuse de la presse d'Etat, qui élargit son champ d'action à mesure que se rétrécit celui de la presse écrite et profite de la circonstance pour achever de mettre en condition l'opinion publique. On se souvient de l'affaire d'Europe 1, petit coup d'Etat à la taille de ses exécutants. L'affaire R.t.l. commence, ou plutôt recommence. « La lettre de l'Expansion » signale que M. Ladislas Poniatowski pourrait être nommé conseiller du futur patron, dont le choix lui-même dépend d'ultimes marchandages. A l'A.f.p., Jean Marin n'a pas tourné le dos que M. Serge Maffert, journaliste engagé entre tous, homme de confiance de la majorité, s'apprête à « assister » le prochain président-directeur général. Finie la garantie que l'Agence apportait à ses clients (la grande presse) du monde entier.

J'ai naguère observé que je jugerais la sincérité des intentions exprimées par M. Giscard d'Estaing sur la démocratie politique à la façon dont il userait du pouvoir qu'il détient sur les moyens audio-visuels. Je n'ai rien d'autre à lui demander. Attendre de lui qu'il travaille à l'avènement de la démocratie économique et sociale relèverait d'un ridicule contresens. Les sociétés obéissent à des lois rigoureuses qui ne souffrent pas d'exception. Valéry Giscard d'Estaing a pour rôle historique de défendre les intérêts et de perpétuer la domination des couches sociales qui l'ont placé là où il est. Je n'y peux rien et lui non plus. Sa liberté de mouvement amplifiée par l'idée qu'il en donne s'exerce à l'intérieur d'un cercle très étroit. Interdit d'en sortir sous peine de n'y pouvoir rentrer. Voyez-vous le président de la République courir ce risque ? En est-il seulement question ? Certes les classes dirigeantes, elles aussi, sont mortelles. Mais je n'en connais pas qui aient péri pour cause de suicide, à moins que l'on n'appelle suicide cette impuissance à guérir qui précède toute fin.

Le seul débat utile entre majorité et opposition consiste donc, encore et toujours, à savoir que faire de l'héritage contenu dans la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen. Pour le reste, nous n'avons pas grand-chose à nous dire. J'insiste là-dessus pour déplorer deux utopies : celle du centre-gauche, qui rêve d'infléchir le régime conservateur vers un ersatz de socialisme, et celle de l'extrémisme de gauche, qui renonce à toute forme de démocratie politique parce que Giscard d'Estaing est ce qu'il est, et non Lénine. Or, s'il est un art bourgeois d'accommoder les libertés au goût du maître de maison, il n'y a pas libertés, à proprement parler, bourgeoises. Toutes les libertés ont été conquises par le peuple. Ne nous trompons pas sur leur nature : elle est universelle. Leur demeurer fidèles tout en démasquant le mensonge « libéral », abus de vocabulaire coutumier à la droite, n'accepter jamais de compromis, j'aperçois dans cette allégeance — j'ai l'habitude de refuser les autres — l'honneur et la force du socialisme.

L'honneur, à quoi bon insister ? La force : m'en convainc cette peur qu'inspire au Pouvoir la liberté d'expression.